

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2001 — 1178

[C — 2001/27238]

12 AVRIL 2001. — Décret relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Généralités

Article 1^{er}. Le présent décret transpose la directive 96/92/C.E. du Parlement et du Conseil européens du 19 décembre 1996 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité.

Art. 2. Pour l'application du présent décret, il y a lieu d'entendre par :

- 1° « producteur » : toute personne physique ou morale qui produit de l'électricité, y compris tout autoproducteur;
- 2° « autoproducteur » : toute personne physique ou morale produisant de l'électricité principalement pour son propre usage;
- 3° « cogénération de qualité » : production combinée de chaleur et d'électricité, conçue en fonction des besoins de chaleur du client, qui réalise une économie d'énergie par rapport à la production séparée des mêmes quantités de chaleur et d'électricité dans des installations modernes de référence dont les rendements annuels d'exploitation sont définis et publiés annuellement par la Commission wallonne pour l'énergie (CWAPE);
- 4° « sources d'énergie renouvelables » : toute source d'énergie, autre que les combustibles fossiles et la fission nucléaire, dont la consommation ne limite pas son utilisation future, notamment l'énergie hydraulique, l'énergie éolienne, l'énergie solaire, l'énergie géothermique, le biogaz, les produits et déchets organiques de l'agriculture et de l'arboriculture forestière et la fraction organique biodégradable des déchets;
- 5° « électricité verte » : électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération de qualité dont la filière de production génère un taux minimum de 10 % d'économie de dioxyde de carbone par rapport aux émissions de dioxyde de carbone, définies et publiées annuellement par la CWAPE, d'une production classique dans des installations modernes de référence visées à l'article 2, 3°; l'électricité produite à partir d'installations hydroélectriques ou de cogénération de qualité est limitée à une puissance inférieure à 20 mégawatts (MW);
- 6° « certificat vert » : titre transmissible octroyé aux producteurs d'électricité verte en vertu de l'article 38;
- 7° « réseau » : ensemble de lignes de transmission d'électricité connectées à un nombre important d'utilisateurs, y compris les postes de transformation, de sectionnement et de distribution;
- 8° « réseau de distribution » : réseau, opérant à une tension inférieure ou égale à 70 kilovolts (kV), utilisé pour la transmission d'électricité à des clients finals au niveau régional ou local, à l'exception du réseau de transport local;
- 9° « réseau de transport local » : tronçons du réseau d'une tension de 30 à 70 kilovolts servant principalement à la transmission d'électricité vers les réseaux de distribution ou utilisés aux fins d'échange avec des réseaux voisins et déterminés par le Gouvernement wallon conformément à l'article 4, § 1^{er};
- 10° « distribution » : transmission d'électricité sur des réseaux de distribution aux fins de fourniture à des clients finals;
- 11° « propriétaires du réseau » : propriétaires des infrastructures et équipements constituant ledit réseau;
- 12° « gestionnaire de réseau » : le ou les gestionnaires des réseaux de distribution et/ou le gestionnaire du réseau de transport local désignés conformément aux dispositions du chapitre II;
- 13° « utilisateur du réseau » : toute personne physique ou morale qui alimente le réseau ou est desservie par celui-ci;
- 14° « services auxiliaires » : services nécessaires à l'exploitation du réseau;
- 15° « ligne directe » : toute ligne d'électricité, d'une tension inférieure ou égale à 70 kilovolts, qui ne fait pas physiquement partie du réseau de distribution ni du réseau de transport local;
- 16° « site » : lieu d'exploitation ou de résidence délimité par des voiries publiques ou des limites de propriété disposant d'un ou plusieurs points de fourniture et qui est exploité ou occupé par la même personne;
- 17° « client final » : toute personne physique ou morale achetant de l'électricité pour son propre usage;
- 18° « client final de la haute tension » : tout client final raccordé à une tension supérieure ou égale à 1 kilovolt;
- 19° « client éligible » : tout client final qui a, en vertu de l'article 27 ou en vertu de la législation d'une autre région ou d'un autre État membre de l'Union européenne, le droit d'acheter de l'électricité à un fournisseur de son choix et, à ces fins, le droit d'obtenir un accès au réseau de distribution aux conditions énoncées à l'article 26;

20° « client captif » : tout client final qui n'a pas le droit de conclure des contrats de fourniture d'électricité avec un fournisseur de son choix;

21° « client protégé » : client final repris dans une catégorie visée à l'article 33;

22° « tarif social » : tarif spécifique applicable aux clients protégés et déterminé par l'autorité compétente;

23° « fournisseur » : toute personne physique ou morale qui vend de l'électricité à des clients finals; le fournisseur produit ou achète librement l'électricité vendue aux clients finaux;

24° « fournisseur vert » : tout fournisseur qui vend au minimum 50 % d'électricité sous forme d'électricité verte produite en Région wallonne. Le Gouvernement wallon définit à quelles conditions l'électricité verte produite en dehors de la Région wallonne peut être comptabilisée dans ce pourcentage;

25° « intermédiaire » : toute personne physique ou morale qui achète librement de l'électricité en vue de la revente à un autre intermédiaire ou à un fournisseur;

26° « règlement technique » : règlement technique pour la gestion du réseau et l'accès à celui-ci, établi en application de l'article 13;

27° « plan d'adaptation » : plan envisageant les transformations liées à la structure du réseau, établi en application de l'article 15;

28° « gestionnaire du réseau de transport » : gestionnaire du réseau de transport désigné conformément à l'article 10 de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité;

29° « la loi » : la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité;

30° « directive 96/92/C.E. » : la directive 96/92/C.E. du Parlement et du Conseil européens du 19 décembre 1996 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité;

31° « le ministre » : le ministre wallon qui a l'Energie dans ses attributions;

32° « CWAPE » : Commission wallonne pour l'énergie instituée par l'article 43;

33° « comité » : comité « Énergie » institué par l'article 51;

34° « comité de contrôle » : Comité de contrôle de l'électricité et du gaz visé aux articles 170 à 172 de la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979-1980, modifiés par l'arrêté royal n° 147 du 30 décembre 1982;

35° « CREG » : Commission de régulation de l'électricité et du gaz constituée par l'article 23 de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité et par l'article 15 de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché du gaz et du statut fiscal des producteurs d'électricité.

CHAPITRE II. — Désignation des gestionnaires de réseaux

Art. 3. Tout candidat gestionnaire de réseau est propriétaire ou titulaire d'un droit lui garantissant la jouissance des infrastructures et équipements du réseau pour lequel il postule la gestion.

Section 1^{re}. — Gestionnaire du réseau de transport local

Art. 4. Après avis de la CWAPE et consultation du gestionnaire du réseau de transport, le Gouvernement wallon détermine les tronçons du réseau compris entre 30 et 70 kilovolts considérés comme « réseau de transport local » sur la base de l'utilisation dudit tronçon principalement pour la transmission d'électricité vers les réseaux de distribution ou l'échange avec des réseaux voisins.

La gestion du réseau de transport local est assurée par un gestionnaire unique.

Le gestionnaire du réseau de transport local est le gestionnaire du réseau de transport désigné conformément à l'article 10 de la loi ou une filiale de celui-ci.

Après avis de la CWAPE et consultation du gestionnaire du réseau de transport local, le Gouvernement wallon peut modifier la détermination des tronçons du réseau considérés comme « réseau de transport local ».

Section 2. — Gestionnaires des réseaux de distribution

Art. 5. La gestion du réseau de distribution est assurée par un ou plusieurs gestionnaires de réseaux de distribution désignés conformément aux dispositions suivantes.

Art. 6. § 1^{er}. Le gestionnaire d'un réseau de distribution est une personne morale de droit public.

Il peut notamment prendre la forme d'une intercommunale.

Dans cette hypothèse, l'article 13, alinéa 2 du décret du 5 décembre 1996 relatif aux intercommunales wallonnes ne s'applique pas pour ce qui est de l'activité « gestion du réseau de distribution », dans toute matière pouvant mettre en cause soit l'indépendance du gestionnaire de réseau par rapport aux producteurs, aux fournisseurs des clients éligibles et aux intermédiaires, soit l'accès au réseau.

Nonobstant l'article 15, § 2, dudit décret, toute modification statutaire, à l'exception de dispositions relatives à la protection légitime des actionnaires minoritaires, exige la majorité simple des voix exprimées par les délégués présents à l'assemblée générale du gestionnaire de réseau, et la majorité des deux tiers des voix exprimées par les délégués des associés communaux et provinciaux.

§ 2. Le gestionnaire de réseau a son siège social, son administration centrale et son siège d'exploitation en Région wallonne. Toutefois, il peut être dérogé à cette disposition ainsi qu'aux alinéas 3 et 4 du paragraphe 1^{er} pour autant que le gestionnaire en question ait exercé l'activité de distribution sur ledit réseau lors de l'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 7. Au minimum 51 % des parts représentatives du capital du candidat gestionnaire du réseau de distribution sont détenus par les communes et, le cas échéant, par les provinces. Il en sera de même en ce qui concerne le capital du gestionnaire du réseau de distribution. Les statuts du gestionnaire du réseau de distribution ne pourront prévoir aucun plafond en ce qui concerne la détention des parts représentatives du capital par les communes et les provinces.

Art. 8. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau de distribution ne peut réaliser des activités de production autres que de l'électricité verte ou de vente d'électricité autres que les ventes nécessitées par son activité de gestionnaire de réseau.

Le gestionnaire du réseau de distribution ne peut s'engager dans des activités de fourniture aux clients éligibles ni dans la fourniture d'autres services sur le marché de l'électricité qui ne sont pas directement liés à l'exécution des tâches visées à l'article 11. Toutefois, à la demande des communes, le gestionnaire du réseau de distribution peut fournir l'électricité aux clients captifs.

Dans l'hypothèse où le gestionnaire du réseau de distribution réalise une activité visée aux alinéas précédents, les parts mentionnées à l'article 7 représentent l'ensemble de ces activités. Ces activités font l'objet d'une comptabilité séparée.

§ 2. Le gestionnaire du réseau de distribution peut réaliser d'autres activités non directement liées au secteur électrique.

Dans cette hypothèse, les différentes activités visées à l'alinéa précédent sont mentionnées dans les statuts du gestionnaire du réseau de distribution comme secteurs d'activité distincts disposant d'organes consultatifs spécifiques au secteur, composés en fonction des parts représentatives de ce secteur et dotés d'une comptabilité distincte.

§ 3. Un fournisseur titulaire d'une licence de fourniture sera désigné par le fournisseur d'une catégorie de clients captifs répondant aux conditions d'éligibilité prescrites par l'article 27, aux fins d'assurer l'approvisionnement de ces clients finals tant que ceux-ci n'ont pas choisi un autre fournisseur. Le Gouvernement wallon détermine la procédure et les conditions de cette désignation en veillant à ce que la liberté de choix soit effectivement organisée au profit du client devenu éligible.

Art. 9. Nonobstant l'article 8, § 1^{er}, le gestionnaire du réseau de distribution est habilité à fournir l'électricité au tarif social au client protégé répondant aux conditions d'éligibilité prescrites par l'article 27. A cette fin, le client protégé ou, lorsque celui-ci est en défaut récurrent de paiement, son fournisseur, adresse une demande écrite au gestionnaire du réseau de distribution auquel le client est raccordé. Dès réception de cette demande, le gestionnaire dudit réseau est tenu de fournir le client protégé tant que celui-ci n'a pas opté pour un autre fournisseur et tant qu'il a la qualité de « client protégé » en vertu de l'article 33.

Pour l'application du présent article, le défaut récurrent de paiement est le non-paiement par un client protégé disposant d'un compteur à budget avec limiteur de puissance et bénéficiant uniquement de la fourniture minimale garantie depuis au moins six mois.

Art. 10. § 1^{er}. Sur la base des conditions visées aux articles précédents et de la capacité technique et financière du candidat, le Gouvernement wallon désigne, après avis de la CWAPE, le ou les gestionnaires des réseaux de distribution correspondant à des zones géographiquement distinctes et sans recouvrement.

Si le réseau de distribution en question est la propriété, en tout ou en partie, d'une ou plusieurs communes et/ou provinces, la désignation est faite sur proposition de celles-ci.

A défaut de proposition des communes et/ou provinces dans les trois mois qui suivent la date de publication d'un avis du ministre au *Moniteur belge*, le Gouvernement wallon désigne, après avis de la CWAPE, le ou les gestionnaires des réseaux de distribution.

§ 2. Le gestionnaire du réseau de distribution est désigné pour un terme renouvelable de vingt ans maximum. Son mandat prend fin en cas de dissolution, scission ou fusion. Toutefois, en cas de fusion entre gestionnaires des réseaux de distribution, le mandat perdure pour le terme supérieur des mandats octroyés.

Le Gouvernement wallon peut, après avis de la CWAPE, révoquer le gestionnaire de réseau pour cause de manquement grave à ses obligations en vertu du présent décret ou de ses arrêtés d'exécution.

Le Gouvernement wallon arrête la procédure de révocation.

CHAPITRE III. — *Gestion des réseaux*

Art. 11. § 1^{er}. La gestion des réseaux de distribution et de transport local est assurée par les gestionnaires désignés conformément aux dispositions du chapitre II.

§ 2. Le gestionnaire de réseau est responsable de l'exploitation, de l'entretien et du développement du réseau pour lequel il a été désigné, y compris ses interconnexions avec d'autres réseaux électriques, en vue d'assurer la sécurité et la continuité d'approvisionnement.

A cet effet, pour la partie du réseau qui le concerne, le gestionnaire de réseau est notamment chargé des tâches suivantes :

1° l'amélioration, le renouvellement et l'extension du réseau, notamment dans le cadre du plan d'adaptation, en vue de garantir une capacité adéquate pour rencontrer les besoins;

2° la gestion technique des flux d'électricité sur le réseau et, dans ce cadre, la coordination de l'appel des installations de production et la détermination de l'utilisation des interconnexions de manière à assurer un équilibre permanent entre l'offre et la demande d'électricité;

3° à cette fin, assurer la sécurité, la fiabilité et l'efficacité du réseau et, dans ce contexte, veiller à la disponibilité des services auxiliaires indispensables et notamment des services de secours en cas de défaillance d'unités de production;

4° le comptage des flux d'électricité aux points de connexion avec d'autres réseaux, aux points de cession à la clientèle et aux points d'échange auprès des producteurs d'électricité;

5° la réalisation des obligations de service public qui lui sont imparties notamment en vertu de l'article 34, 1°;

6° proposer un service d'entretien de l'éclairage public.

Art. 12. Après avis de la CWAPE, le Gouvernement wallon définit les mesures suivantes en vue d'assurer l'indépendance et l'impartialité de la gestion dudit réseau :

1° les règles relatives à la composition et au fonctionnement des organes de gestion du gestionnaire de réseau visant à éviter que des producteurs, fournisseurs aux clients éligibles et intermédiaires ne puissent exercer, seuls ou de concert, une influence notable sur la gestion de ce réseau;

2° les exigences en matière d'indépendance du personnel, visé à l'article 16, du gestionnaire de réseau à l'égard des producteurs, fournisseurs aux clients éligibles et intermédiaires, notamment du point de vue financier;

3° les précautions à prendre par le gestionnaire de réseau en vue de préserver la confidentialité des informations personnelles et commerciales dont le gestionnaire de réseau a connaissance dans l'exécution de ses tâches;

4° les dispositions visant à éviter toute discrimination entre des utilisateurs ou catégories d'utilisateurs du réseau et, en particulier, toute discrimination en faveur des associés du gestionnaire de réseau ainsi que des entreprises liées à ces associés ou au gestionnaire de ce réseau.

Art. 13. En concertation avec les gestionnaires de réseaux, la CWAPE établit un règlement technique unique pour la gestion et l'accès aux réseaux de distribution et un règlement technique pour la gestion et l'accès au réseau de transport local. Le règlement technique est approuvé par le Gouvernement wallon et publié au *Moniteur belge*. Il définit notamment :

1° les exigences techniques minimales pour le raccordement au réseau d'installations de production, de simple connexion ou d'interconnexion, ainsi que les délais de raccordement;

2° les exigences techniques minimales pour l'établissement des infrastructures du réseau;

3° les exigences techniques minimales pour les lignes directes;

4° la procédure et les règles complémentaires concernant la demande d'accès au réseau introduite par les fournisseurs en ce compris les délais dans lesquels le gestionnaire de réseau doit répondre aux demandes d'accès au réseau;

5° les règles opérationnelles auxquelles le gestionnaire de réseau est soumis dans sa gestion technique des flux d'électricité et dans les actions qu'il doit entreprendre en vue de remédier aux problèmes pouvant compromettre la sécurité et la continuité d'approvisionnement;

6° la priorité à donner aux installations de production d'électricité verte ainsi qu'à l'électricité produite à partir des déchets et des récupérations sur processus industriels;

7° la priorité à donner à l'enfouissement des lignes électriques lors de l'amélioration, du renouvellement et de l'extension du réseau;

8° les services auxiliaires que le gestionnaire de réseau doit mettre en place;

9° les informations et données à fournir par les utilisateurs du réseau au gestionnaire de ce réseau;

10° les informations à fournir par le gestionnaire de réseau aux gestionnaires des autres réseaux électriques avec lesquels ledit réseau est interconnecté, en vue d'assurer une exploitation sûre et efficace, un développement coordonné et l'interopérabilité des réseaux interconnectés.

Art. 14. Le gestionnaire de réseau publie chaque année les tarifs en vigueur sur le réseau pour lequel il a été désigné en ce compris les tarifs relatifs aux services auxiliaires.

Chaque année, le gestionnaire de réseau procure à la CWAPE toutes les données comptables relatives aux coûts de raccordement et d'utilisation du réseau dont il assure la gestion, aux coûts liés aux services auxiliaires qu'il fournit ainsi que, le cas échéant, aux activités visées à l'article 8, § 1^{er}.

Art. 15. § 1^{er}. En concertation avec la CWAPE, les gestionnaires des réseaux de distribution et le gestionnaire du réseau de transport local établissent respectivement un plan d'adaptation du réseau pour lequel ils assument la gestion. Le plan d'adaptation est soumis à l'approbation du Gouvernement wallon. A défaut de décision dans les trois mois, le plan est réputé adopté.

Le plan d'adaptation couvre une période de sept ans; il est adapté au fur et à mesure des besoins et au moins tous les deux ans pour les sept années suivantes, selon la procédure prévue au premier alinéa. Le plan d'adaptation du réseau de distribution est établi pour la première fois dans les douze mois de l'entrée en vigueur du présent décret. Le plan d'adaptation du réseau de transport local est établi parallèlement au plan de développement envisagé à l'article 13, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi.

§ 2. Le plan d'adaptation contient une estimation détaillée des besoins en capacité de distribution ou de transport local, avec indication des hypothèses sous-jacentes, et énonce le programme d'investissements que le gestionnaire de réseau s'engage à exécuter en vue de rencontrer ces besoins.

§ 3. Si la CWAPE, après consultation du gestionnaire de réseau, constate que les investissements prévus dans le plan d'adaptation ne permettent pas au gestionnaire de réseau de rencontrer les besoins en capacité de manière adéquate et efficace, le ministre peut enjoindre au gestionnaire de réseau d'amender ce plan en vue de remédier à cette situation dans un délai raisonnable. Cet amendement est effectué selon la procédure prévue au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}.

Art. 16. § 1^{er}. Le gestionnaire de réseau dispose de personnel propre qui réalise lui-même ou confie à un expert indépendant des producteurs, fournisseurs aux clients éligibles et intermédiaires, les tâches stratégiques et confidentielles, en tout cas, le contrôle de la comptabilité, le relevé des compteurs et le traitement des données en résultant, ainsi que les contacts avec les producteurs raccordés ou souhaitant se raccorder audit réseau. Après avis de la CWAPE, le Gouvernement wallon peut déterminer d'autres tâches stratégiques et confidentielles.

§ 2. Les membres et le personnel du gestionnaire de réseau sont soumis au secret professionnel; ils ne peuvent divulguer à quelque personne que ce soit les informations confidentielles dont ils ont eu connaissance en raison de leurs fonctions auprès du gestionnaire de réseau dans le cadre de l'exécution des tâches visées à l'article 11, hormis le cas où ils sont appelés à rendre témoignage en justice et sans préjudice des communications aux autres gestionnaires de réseaux, régulateurs du marché et au ministre, qui sont expressément prévues ou autorisées par le présent décret ou ses arrêtés d'exécution.

Toute infraction au présent article est punie des peines prévues par l'article 458 du Code pénal.

§ 3. Le gestionnaire de réseau définit la procédure et les conditions d'engagement de son personnel propre. Ces dispositions sont approuvées par l'autorité de tutelle compétente.

CHAPITRE IV. — Droits et obligations du gestionnaire de réseau

Art. 17. Dans le respect des exigences prescrites par le règlement technique, le gestionnaire de réseau a le droit :

1° d'établir à demeure des supports et ancrages pour lignes électriques aériennes à l'extérieur des murs et façades donnant sur la voie publique;

2° de faire passer sans attache ni contact des lignes électriques aériennes au-dessus des propriétés privées;

3° de couper des branches d'arbres qui se trouvent à proximité des lignes électriques aériennes et qui pourraient occasionner des courts-circuits ou des dégâts aux installations. Sauf urgence, le droit de couper les branches d'arbres est toutefois subordonné soit au refus du propriétaire d'effectuer l'ébranchage, soit au fait qu'il aurait laissé sans suite, pendant un mois, l'invitation à y procéder.

Section 1^{re}. — Notification et permission de voirie

Art. 18. § 1^{er}. Le gestionnaire de réseau a le droit d'exécuter sur, sous ou au-dessus du domaine public, tous les travaux nécessaires à l'établissement, au fonctionnement et à l'entretien des infrastructures dudit réseau, dans le respect des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

§ 2. La Région, les provinces et les communes ont le droit de faire modifier l'implantation ou le tracé des infrastructures du réseau établies sur leur domaine public, ainsi que les ouvrages qui s'y rapportent. Les modifications ainsi apportées sont réalisées aux frais du gestionnaire dudit réseau lorsqu'elles sont imposées soit pour un motif de sécurité publique, soit pour préserver la beauté d'un site, soit dans l'intérêt d'un service public ou des cours d'eau, canaux et voies publiques, soit en raison de changements apportés aux accès des propriétés situées en bordure de la voie publique. Dans les autres cas, elles sont à la charge de la Région, de la province ou de la commune, qui peuvent alors exiger un devis préalable et, en cas de désaccord sur le prix des travaux à exécuter, procéder elles-mêmes à cette exécution.

Par dérogation à l'alinéa précédent, lorsque des modifications sont imposées par la Région wallonne, sur son domaine et dans le cadre de ses compétences, au gestionnaire de réseau, les frais de travaux sont à charge de la Région wallonne. Lorsque des personnes morales de droit privé sont membres du gestionnaire de réseau, les frais de travaux ne sont à charge de la Région wallonne qu'à la condition que le gestionnaire de réseau s'engage à attribuer la totalité de la compensation prise en charge par la Région wallonne aux personnes de droit public qui le composent.

Art. 19. § 1^{er}. Pour réaliser les travaux relatifs à l'établissement de nouvelles infrastructures de réseau, le gestionnaire du réseau en question envoie une notification au propriétaire du domaine public concerné lorsque celui-ci est membre du gestionnaire de réseau.

Le Gouvernement wallon détermine la procédure de notification de voirie visée à l'alinéa précédent, notamment la forme de la déclaration et les documents qui doivent l'accompagner.

§ 2. Lorsque le gestionnaire de réseau envisage de réaliser des travaux visés au paragraphe 1^{er} sur, sous ou au-dessus du domaine public qui n'est pas propriété d'un membre du gestionnaire de réseau, le gestionnaire de réseau introduit une demande de permission de voirie auprès du ministre.

§ 3. Le Gouvernement wallon détermine la procédure d'octroi de la permission de voirie, visée au paragraphe 2, notamment la forme de la demande, les documents qui doivent l'accompagner, l'instruction du dossier et les enquêtes à effectuer par les autorités saisies d'une telle demande, les délais dans lesquels l'autorité compétente doit statuer et notifier sa décision au demandeur, et la redevance à payer pour l'examen du dossier.

Art. 20. Le gestionnaire de réseau doit s'acquitter d'une redevance annuelle auprès des communes pour occupation du domaine public par le réseau dont il assure la gestion.

Pour l'année n et pour une commune donnée, le montant de la redevance visée à l'alinéa précédent est établi selon la formule suivante :

$$R = M * kWhGR * (0,6K + 0,4L)$$

où :

1° M = un montant fixe compris entre deux et dix centimes par kWh déterminé chaque année par le Gouvernement wallon;

2° kWhGR = le volume total d'électricité injectée sur le réseau en question diminuée de l'électricité transférée sur un autre réseau pour l'année n-1;

3° K = le nombre de kWh relevés sur le territoire de la commune divisé par kWhGR;

4° L = la longueur des lignes électriques situées sur le territoire de la commune au cours de l'année n-1 divisé par la longueur des lignes électriques gérées par le gestionnaire de réseau en question pour l'année susmentionnée.

Lors de l'établissement de nouvelles infrastructures de réseau, la redevance est acquittée aux communes par le gestionnaire de réseau à partir de l'exercice d'imposition de l'année suivant l'année de notification ou permission visée à l'article 19.

Le Gouvernement wallon détermine les modalités de perception de la redevance et le recours du gestionnaire de réseau.

Section 2. — Déclaration d'utilité publique

Art. 21. § 1^{er}. Le Gouvernement wallon peut, après enquête, déclarer qu'il y a utilité publique à établir des infrastructures de réseau sous, sur ou au-dessus des terrains privés non bâtis.

Cette déclaration d'utilité publique confère au gestionnaire de réseau au profit de qui elle est faite le droit d'établir de telles installations sous, sur ou au-dessus de ces terrains privés, d'en assurer la surveillance et d'exécuter les travaux nécessaires à leur fonctionnement et à leur entretien, le tout aux conditions déterminées dans ladite déclaration.

Les travaux ne peuvent être entamés qu'après l'expiration d'un délai de deux mois à dater de la notification qui en est faite aux propriétaires et locataires intéressés, par lettre recommandée à la poste.

§ 2. Le bénéficiaire de la servitude prévue au paragraphe 1^{er} est tenu au paiement d'une indemnité au profit du propriétaire du fonds grevé de cette servitude ou de détenteurs de droits réels attachés à ce fonds.

L'indemnité peut faire l'objet d'un paiement unique, auquel cas elle tient lieu d'indemnité forfaitaire; elle est également payable sous la forme d'une redevance annuelle à régler par anticipation.

§ 3. Le Gouvernement wallon détermine :

1° la procédure à suivre pour la déclaration d'utilité publique visée au paragraphe 1^{er}, notamment la forme de la demande, les documents qui doivent l'accompagner, l'instruction du dossier et les enquêtes à effectuer par les autorités saisies d'une telle demande, les délais dans lesquels l'autorité compétente doit statuer et notifier sa décision au demandeur, et la redevance à payer par le demandeur pour l'examen du dossier;

2° le mode de calcul des redevances visées au paragraphe 2, ainsi que leur mode d'indexation.

Art. 22. L'occupation partielle du domaine privé doit respecter l'usage auquel celui-ci est affecté. Elle n'entraîne aucune dépossession mais est constitutive d'une servitude légale d'utilité publique interdisant tout acte de nature à nuire aux installations de distribution d'électricité ou à leur exploitation.

Le propriétaire du fonds privé grevé de cette servitude peut, dans le délai fixé par le Gouvernement wallon, informer le ministre qu'il demande au bénéficiaire de cette servitude d'acheter le terrain occupé. Si aucun accord de vente amiable n'intervient entre le propriétaire du fonds grevé et le gestionnaire de réseau, les dispositions de l'article 25 trouvent application.

Art. 23. § 1^{er}. Les infrastructures de réseau doivent être déplacées et, s'il y a lieu, enlevées à la requête du propriétaire du fonds grevé ou de celui qui est en droit d'y ériger des constructions, s'ils désirent user de ce droit. Le ministre peut octroyer un délai supplémentaire au gestionnaire de réseau pour lui permettre d'obtenir les autorisations requises par ce déplacement.

Si les intéressés usent de ce droit sans exiger le déplacement ou l'enlèvement des infrastructures de réseau, le bénéficiaire de la servitude conserve le droit d'exercer la surveillance de ces installations et d'exécuter les travaux nécessaires à leur fonctionnement, à leur entretien et à leur réparation.

Le coût du déplacement ou de l'enlèvement des infrastructures de réseau est à la charge du bénéficiaire de la servitude; toutefois, les personnes mentionnées à l'alinéa 1^{er} sont tenues de prévenir par écrit six mois au moins avant d'entreprendre les travaux projetés.

§ 2. Nonobstant le paragraphe 1^{er}, afin d'éviter de déplacer les infrastructures, le bénéficiaire de la servitude peut proposer au propriétaire d'acheter le terrain occupé. Il en informe le ministre. Si aucun accord amiable n'intervient entre le propriétaire du fonds grevé et le gestionnaire de réseau, les dispositions de l'article 25 trouvent application.

Art. 24. Le gestionnaire de réseau est en outre tenu à réparation des dommages causés par les travaux auxquels il a procédé lors de l'établissement ou de l'exploitation de ses installations, ainsi qu'à l'indemnisation des dommages causés à des tiers, soit du fait de ses travaux, soit de l'utilisation du fonds grevé de la servitude; les indemnités du chef des dommages causés sont entièrement à charge de ce titulaire; elles sont dues aux personnes qui subissent ces dommages; leur montant est déterminé soit à l'amiable, soit par les tribunaux.

Art. 25. Le gestionnaire de réseau au profit duquel un arrêté du Gouvernement wallon de déclaration d'utilité publique a été pris, peut, sur sa demande et dans les limites de cet arrêté, être autorisé par le Gouvernement wallon à poursuivre au nom de la Région mais à ses frais les expropriations nécessaires. La procédure d'extrême urgence, instaurée par les articles 2 à 20 de la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, est applicable à ces expropriations.

CHAPITRE V. — Accès aux réseaux

Art. 26. § 1^{er}. L'accès aux réseaux de distribution et au réseau de transport local est réglementé. Les producteurs, fournisseurs et clients éligibles ont un droit d'accès aux réseaux aux tarifs publiés conformément à l'article 14.

§ 2. Les gestionnaires de réseaux ne peuvent refuser l'accès à leur réseau respectif que dans les cas suivants :

1° si la sécurité du réseau est menacée;

2° si le gestionnaire du réseau concerné ne dispose pas de la capacité technique nécessaire pour assurer la transmission sur son réseau;

3° si le demandeur ne satisfait pas aux prescriptions techniques prévues dans le règlement technique;

4° si l'accès au réseau concerné entrave l'exécution d'une obligation de service public dans le chef du gestionnaire dudit réseau.

La décision de refus doit être dûment motivée et notifiée au demandeur. Cette décision peut être soumise à la conciliation ou à l'arbitrage visés à l'article 48.

Art. 27. § 1^{er}. Les catégories suivantes sont immédiatement déclarées « clients éligibles » :

1° les clients finals dont la consommation annuelle est supérieure ou égale à 20 GWh par site, y compris l'autoproduction;

2° les clients finals qui se fournissent exclusivement auprès de fournisseurs verts;

3° pour l'achat de l'électricité d'appoint et de secours, les clients finals qui produisent de l'électricité verte, pour autant que la quantité d'électricité d'appoint et de secours ne dépasse pas la quantité d'électricité produite par leurs installations.

§ 2. Au cours des deux premières années de fonctionnement d'une nouvelle installation de production d'électricité verte, la production annuelle est estimée en multipliant la puissance nominale de l'installation par une durée d'utilisation de 2.000 heures.

§ 3. Compte tenu de l'évolution de l'ouverture des marchés de l'électricité dans les autres États membres de l'Union européenne, après avis de la CWAPE, le Gouvernement wallon définit de nouveaux seuils d'éligibilité. Toutefois, les clients finals dont la consommation annuelle est supérieure ou égale à 10 GWh par site seront éligibles au plus tard le 31 décembre 2002. Tous les clients finals de la haute tension seront éligibles au plus tard le 31 décembre 2004.

§ 4. Dans l'année suivant l'éligibilité de tous les clients finals de la haute tension, la CWAPE évalue le fonctionnement du marché régional de l'électricité et contrôle le respect des obligations de service public et le bon fonctionnement des procédures prévues à cet effet. Sur la base de cette évaluation et après avis de la CWAPE, le Gouvernement wallon peut rendre éligible tout ou partie de la clientèle restée captive.

§ 5. La CWAPE contrôle le respect des conditions de l'éligibilité des clients visés aux paragraphes précédents dans le respect des modalités prescrites par le Gouvernement wallon.

Art. 28. Après avis de la CWAPE, le Gouvernement wallon peut limiter ou interdire l'accès au réseau pour des importations d'électricité en provenance d'autres États membres de l'Union européenne et destinées à des clients éligibles établis en Région wallonne, pour autant que le client, s'il était établi dans l'État membre d'origine, n'ait pas la qualité de client éligible en vertu de la législation de cet État.

Art. 29. § 1^{er}. Sans préjudice des dispositions applicables en matière d'aménagement du territoire, la construction de nouvelles lignes directes est soumise à l'octroi préalable d'une autorisation individuelle délivrée par le ministre après avis de la CWAPE. Le Gouvernement wallon détermine les droits et obligations du titulaire de l'autorisation.

§ 2. Après avis de la CWAPE, le Gouvernement wallon fixe les critères et la procédure d'octroi des autorisations visées au paragraphe 1^{er} ainsi que la redevance à payer pour l'examen du dossier. Toutefois, cette autorisation est conditionnée par le refus d'accès au réseau, l'absence d'une offre d'utilisation du réseau à des conditions économiques et techniques raisonnables ou à l'entrave de l'exécution d'une obligation de service public visée à l'article 34, 1^o.

CHAPITRE VI. — *Fournisseurs et intermédiaires*

Art. 30. § 1^{er}. Les communes sont seules autorisées à fournir de l'électricité aux clients captifs établis sur leur territoire. Elles peuvent néanmoins s'associer pour remplir cette mission ou confier cette tâche au gestionnaire du réseau de distribution.

§ 2. Tout fournisseur d'électricité aux clients éligibles est soumis à l'octroi d'une licence préalable délivrée par le ministre.

§ 3. Après avis de la CWAPE, le Gouvernement wallon définit les critères d'octroi, de révision ou de retrait de la licence visée au paragraphe 2, dans le respect des conditions visées au présent paragraphe.

Ces critères portent notamment sur :

1^o l'honorabilité et l'expérience professionnelle du demandeur, ses capacités techniques et financières et la qualité de son organisation;

2^o l'autonomie juridique et de gestion du demandeur à l'égard des gestionnaires de réseaux;

3^o le respect des obligations de service public visées à l'article 34, 2^o.

§ 4. Après avis de la CWAPE, le Gouvernement wallon fixe :

1^o la procédure d'octroi de la licence visée au paragraphe 2, notamment la forme de la demande, l'instruction du dossier, les délais dans lesquels le ministre doit statuer et notifier sa décision au demandeur, et la redevance à payer par le demandeur pour l'examen du dossier;

2^o le sort de la licence en cas de modification de contrôle, de fusion ou de scission du titulaire de la licence et, le cas échéant, les conditions à remplir et les procédures à suivre pour le maintien ou le renouvellement de la licence dans ce cas. En cas de fusion entre fournisseurs titulaires de licences, la licence est automatiquement accordée à l'entité fusionnée.

Art. 31. Le ministre délivre une licence supplémentaire aux fournisseurs désirant se faire reconnaître comme « fournisseurs verts ». Les coordonnées des fournisseurs verts sont transmises à la CWAPE.

Les fournisseurs verts justifient annuellement auprès de la CWAPE l'achat d'au moins 50 % de leur fourniture d'électricité sous forme d'électricité verte. Le Gouvernement wallon détermine les modalités, la procédure et les éléments de preuve.

Art. 32. Toute activité d'intermédiaire doit faire l'objet d'une déclaration préalable au ministre. Cette déclaration mentionne :

1^o les nom, prénom, profession, domicile et nationalité du déclarant;

2^o s'il s'agit d'une société, la raison sociale ou la dénomination, la forme juridique, le siège social, les statuts et, le cas échéant, les documents attestant des pouvoirs du ou des déclarants.

CHAPITRE VII. — *Clients protégés*

Art. 33. § 1^{er}. Les clients finaux répondant aux critères d'une des catégories suivantes sont réputés « clients protégés » :

1^o tout consommateur qui bénéficie du minimum de moyens d'existence en vertu de la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence;

2^o tout consommateur dont un ascendant ou un descendant vivant sous le même toit ou dont le cohabitant bénéficie du minimum de moyens d'existence en vertu de la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence;

3^o tout consommateur qui bénéficie ou dont un ascendant ou un descendant vivant sous le même toit ou dont le cohabitant bénéficie d'une décision d'octroi :

a. du revenu garanti aux personnes âgées, en vertu de la loi du 1^{er} avril 1969 instituant un revenu garanti aux personnes âgées;

b. d'une allocation de remplacement de revenus, en vertu de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés;

c. d'une allocation d'intégration, en vertu de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés, en tant que handicapé appartenant aux catégories II, III ou IV définies par l'arrêté ministériel du 30 juillet 1987 fixant les catégories et le guide pour l'évaluation du degré d'autonomie en vue de l'examen du droit à l'allocation d'intégration;

d. d'une allocation d'aide aux personnes âgées, en vertu de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés;

e. d'une allocation de handicapé à la suite d'une incapacité permanente de travail ou d'une invalidité d'au moins 65 %, en vertu de la loi du 27 juin 1969 relative à l'octroi d'allocation aux handicapés, dans les limites fixées par l'article 28 de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés;

f. d'une allocation pour l'aide d'une tierce personne, en vertu de la loi du 27 juin 1969 relative à l'octroi d'allocations aux handicapés dans les limites fixées par l'article 28 de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés;

4^o tout consommateur qui bénéficie d'une avance sur une prestation visée aux 1^o, 2^o et 3^o qui lui est accordée par le Centre public d'Aide sociale;

5° tout consommateur qui bénéficie d'une décision de guidance éducative de nature financière prise par un Centre public d'Aide sociale ou qui fait l'objet d'un suivi assuré par une institution agréée en application du décret du 7 juillet 1994 concernant l'agrément des institutions pratiquant la médiation de dettes et les médiateurs visés à l'article 1675/17 du Code judiciaire;

6° tout consommateur qui perçoit un secours partiellement ou totalement pris en charge par l'État fédéral sur la base des articles 4 et 5 de la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les Centres publics d'Aide sociale.

§ 2. En cas de défaut de paiement signalé par le fournisseur ou à la demande du client protégé, le gestionnaire de réseau place chez ce client un compteur à budget avec limiteur de puissance.

CHAPITRE VIII. — *Obligations de service public*

Art. 34. Après avis de la CWAPE, le Gouvernement wallon impose des obligations de service public clairement définies, transparentes, non discriminatoires et contrôlables :

1° aux gestionnaires de réseau, notamment :

- a. en matière de sécurité, de régularité et de qualité des fournitures d'électricité;
- b. en matière sociale, parmi lesquelles l'obligation de raccordement, les mesures à prendre lorsqu'un client final est en défaut de paiement envers son fournisseur, l'obligation de placer chez un client protégé en défaut de paiement un compteur à budget avec limiteur de puissance ainsi que la fourniture d'électricité à un tarif social aux clients protégés;
- c. en matière de protection de l'environnement, entre autres la priorité à donner à l'électricité verte produite en Région wallonne, l'obligation d'achat d'une quantité minimale d'électricité verte ainsi que l'information et la sensibilisation relatives à la consommation d'énergie en vue d'inciter à l'utilisation rationnelle de celle-ci;
- d. en matière de collecte de données, sur les consommations d'électricité transitant sur leur réseau;

2° aux fournisseurs et intermédiaires, entre autres :

- a. en matière de régularité, qualité et facturation des fournitures d'électricité;
- b. en matière de protection de l'environnement, notamment l'obligation d'achat d'une quantité minimale déterminée d'électricité verte;
- c. en matière sociale, notamment la fourniture minimale d'électricité visée à l'article 33, § 2, et l'obligation d'accepter comme client à des conditions non discriminatoires tout client résidentiel qui en ferait la demande;
- d. en matière d'information et de sensibilisation à l'utilisation rationnelle de l'énergie dont notamment l'obligation de recourir à des formules tarifaires favorisant l'utilisation rationnelle de l'énergie.

Art. 35. § 1^{er}. Le Gouvernement wallon crée deux fonds budgétaires au sens de l'article 45 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'État, d'une part, un fonds « Énergie » et, d'autre part, un fonds « Social ».

Le fonds « Énergie » finance la politique de promotion des sources d'énergie renouvelables et d'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que les obligations relatives à la protection de l'environnement visées à l'article 34.

Le fonds « Social » finance la politique sociale adoptée dans le domaine de l'énergie ainsi que les obligations à caractère social visées à l'article 34.

§ 2. Ces fonds seront financés :

1° par les redevances visées aux articles 21, § 3, 1°, 29, § 2 et 30, § 4, 1°, les redevances dues en vertu de l'article 59 et les sanctions administratives visées à l'article 53;

2° par les moyens attribués aux fonds en vertu de dispositions légales, réglementaires ou conventionnelles, en vue de financer les obligations de service public du secteur de l'énergie;

3° par une redevance, exprimée en centimes par kWh transmis, prélevée par le gestionnaire de réseau chargé d'alimenter un client final connecté à une tension inférieure ou égale à 70 kV; les kWh transmis au moyen de lignes directes font l'objet d'un prélèvement identique par la CWAPE; le Gouvernement wallon détermine les modalités de perception de la redevance.

§ 3. Les montants perçus conformément au paragraphe 2 sont versés aux fonds visés au paragraphe 1^{er} et affectés conformément aux règles fixées par le Gouvernement wallon. La CWAPE rend un avis sur les orientations en matière d'affectation des dépenses.

La gestion du fonds « Social » est évaluée annuellement par un comité d'accompagnement dont la composition est déterminée par le Gouvernement wallon.

Ce comité d'accompagnement formule des recommandations sur la gestion du fonds « Social ».

Un rapport annuel sur l'affectation des fonds susmentionnés est élaboré par la CWAPE. Il est transmis par le Gouvernement wallon au Comité « Énergie » institué par l'article 51 et au Conseil régional wallon.

CHAPITRE IX. — *Production d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables et de cogénération de qualité*

Art. 36. Toute installation de production d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération de qualité fait l'objet d'une déclaration préalable au ministre. Cette déclaration mentionne :

- 1° les nom, prénom, profession, domicile et nationalité du déclarant;
- 2° s'il s'agit d'une société, la raison sociale ou la dénomination, la forme juridique, le siège social, les statuts et les documents attestant des pouvoirs du ou des déclarants;
- 3° la source d'énergie utilisée;
- 4° la capacité de production électrique et, le cas échéant, thermique de l'installation.

CHAPITRE X. — *Promotion des sources d'énergie renouvelables et de la cogénération de qualité*

Art. 37. Pour encourager la production d'électricité verte produite en Région wallonne, le Gouvernement wallon met en place un système de certificats verts et/ou une procédure d'aide à la production.

Art. 38. § 1^{er}. Après avis de la CWAPE, le Gouvernement wallon détermine les conditions d'attribution et fixe les modalités et la procédure d'octroi des certificats verts attribués à l'électricité verte produite en Région wallonne dans le respect des dispositions suivantes.

§ 2. Un certificat vert sera attribué pour un nombre de kWh produits correspondant à un MWh divisé par le taux d'économie de dioxyde de carbone.

Le taux d'économie de dioxyde de carbone est déterminé en divisant le gain en dioxyde de carbone réalisé par la filière envisagée par les émissions de dioxyde de carbone de la filière électrique classique dont les émissions sont définies et publiées annuellement par la CWAPE. Ce taux d'économie de dioxyde de carbone est limité à 2.

Les émissions de dioxyde de carbone envisagées à l'alinéa précédent sont celles produites par l'ensemble du cycle de production de l'électricité verte, englobant la production du combustible, les émissions lors de la combustion éventuelle et, le cas échéant, le traitement des déchets. Dans une installation hybride, il est tenu compte de l'ensemble des émissions de l'installation.

Les différents coefficients d'émission de dioxyde de carbone de chaque filière considérée sont approuvés par la CWAPE.

§ 3. La CWAPE attribue les certificats verts aux producteurs d'électricité verte. Ces certificats sont transmissibles.

Art. 39. § 1^{er}. Après avis de la CWAPE, le Gouvernement wallon fixe la quantité minimale et les caractéristiques des certificats verts que les gestionnaires de réseaux et les fournisseurs doivent remettre à la CWAPE avant le 31 décembre de chaque année, conformément à l'article 34, 1^o, c., et 2^o, b.

Les certificats verts octroyés à l'électricité verte produite dans les autres régions de la Belgique ou dans les zones visées à l'article 6 de la loi peuvent être comptabilisés dans le quota mentionné à l'alinéa précédent, pour autant que les certificats verts similaires octroyés en Région wallonne puissent être comptabilisés dans le quota des régions en question.

Après avis de la CWAPE, le Gouvernement wallon définit les conditions auxquelles il peut accepter des certificats similaires pour l'électricité produite en dehors de la Belgique, moyennant garanties équivalentes en matière d'octroi de ces certificats.

§ 2. Dans le respect des dispositions de l'article 53, §2, le Gouvernement wallon fixe le montant de l'amende à payer par les gestionnaires de réseaux et les fournisseurs en cas de non-respect du paragraphe 1^{er}. Le produit des amendes alimentera le fonds « Energie ».

Art. 40. § 1^{er}. Après avis de la CWAPE, le Gouvernement wallon détermine les conditions d'attribution et fixe les modalités et la procédure d'octroi du régime d'aide à la production d'électricité verte produite en Région wallonne dans le respect des dispositions suivantes.

Le Gouvernement wallon détermine annuellement, après avis de la CWAPE, le montant à accorder à chaque kWh produit à partir des installations de production d'électricité verte situées en Région wallonne.

Ce montant peut varier selon la source d'énergie renouvelable, la technologie utilisée, la puissance de l'installation, le lieu d'implantation et la quantité de dioxyde de carbone évitée.

§ 2. Le régime d'aide à la production est octroyé au producteur pendant la durée d'amortissement de l'installation et au maximum dix ans suivant la mise en service de l'installation. Le montant déterminé lors de l'octroi de l'aide à la production est établi pour toute la durée du régime.

§ 3. Le régime d'aide à la production visé aux paragraphes précédents n'est pas cumulable avec le système des certificats verts. Le producteur opte pour l'un ou l'autre de ces mécanismes.

Art. 41. Nonobstant l'article 40, § 3, un régime d'aide à la production complémentaire au système des certificats verts est élaboré en faveur des producteurs d'électricité verte produite en Région wallonne à partir de techniques prometteuses mais émergentes définies par le Gouvernement wallon, après avis de la CWAPE.

Le Gouvernement wallon détermine annuellement, après avis de la CWAPE, le montant à accorder à chaque kWh produit à partir des installations visées à l'alinéa précédent. Ce montant peut varier selon la source d'énergie renouvelable, la technologie utilisée, la puissance de l'installation, le lieu d'implantation et la quantité de dioxyde de carbone évitée.

Art. 42. § 1^{er}. La production d'électricité verte est soumise à l'octroi d'une garantie d'origine délivrée conformément à la procédure déterminée par le Gouvernement wallon.

§ 2. Le Gouvernement wallon définit les critères et la procédure d'octroi, de révision et de retrait de la garantie d'origine. Ces critères portent notamment sur la capacité à contrôler la quantité d'électricité réellement produite.

La garantie d'origine mentionne la source d'énergie à partir de laquelle l'électricité a été produite, la capacité de l'installation et la technologie utilisée et spécifie les dates et lieux de production.

§ 3. Si les producteurs visés au paragraphe 1^{er} ne parviennent pas à vendre l'ensemble de leur production, les fournisseurs ayant en charge la fourniture à des clients captifs sont tenus d'acheter, au prix du marché et dans la limite des besoins de leurs clients, l'électricité excédentaire produite conformément au paragraphe 1^{er} par des installations établies sur le territoire qu'ils desservent. Au-delà de ces besoins, l'obligation est reportée sur les autres fournisseurs.

CHAPITRE XI. — *Commission wallonne pour l'énergie*

Art. 43. § 1^{er}. Il est créé une Commission wallonne de régulation pour l'énergie. La CWAPE est un organisme autonome ayant la personnalité juridique et ayant son siège dans l'arrondissement administratif de Namur.

§ 2. La CWAPE est investie d'une mission de conseil auprès des autorités publiques en ce qui concerne l'organisation et le fonctionnement du marché régional de l'électricité, d'une part, et d'une mission générale de surveillance et de contrôle de l'application des décrets et arrêtés y relatifs, d'autre part.

Entre autres, la CWAPE :

1° donne des avis motivés et soumet des propositions dans les cas prévus par le présent décret ou ses arrêtés d'exécution;

2° d'initiative ou à la demande du ministre ou du Gouvernement wallon, effectue des recherches et des études relatives au marché de l'électricité;

3° détermine et publie annuellement les rendements annuels d'exploitation des installations visées à l'article 2, 3°, et les émissions de dioxyde de carbone d'une production classique conformément à l'article 2, 5°;

4° organise un service de conciliation et d'arbitrage, conformément à l'article 48;

5° contrôle le respect par le gestionnaire de réseau des dispositions des articles 11 et 12 ainsi que leurs arrêtés d'exécution;

- 6° élabore le règlement technique en concertation avec les gestionnaires de réseaux et en contrôle l'application;
- 7° contrôle l'exécution du plan d'adaptation par les gestionnaires de réseaux;
- 8° contrôle le respect des conditions de l'éligibilité des clients visés à l'article 27;
- 9° contrôle le respect des conditions des autorisations délivrées pour la construction de nouvelles lignes directes en vertu de l'article 29;
- 10° vérifie le respect des conditions à remplir pour être reconnu « fournisseur vert »;
- 11° contrôle et évalue l'exécution des obligations de service public visées à l'article 34;
- 12° établit la méthode de calcul des coûts réels nets des obligations de service public et vérifie les calculs effectués par chaque entreprise concernée conformément à cette méthodologie;
- 13° contrôle le respect des mesures visées au chapitre X du présent décret, en particulier les quantités d'électricité produites à partir de sources d'énergie renouvelables ou d'installations de cogénération;
- 14° octroie les certificats verts conformément aux modalités et à la procédure visées à l'article 38;
- 15° détermine le montant des amendes administratives conformément à l'article 53, § 1^{er};
- 16° coopère avec les régulateurs du marché de l'électricité;
- 17° coopère avec le comité de contrôle en vue de permettre au comité de contrôle de vérifier l'absence de subsides croisés entre catégories de clients;
- 18° détermine les informations à fournir par le gestionnaire de réseau au comité de contrôle, à la CWAPE et au ministre en vue notamment de l'élaboration des bilans énergétiques;
- 19° exécute toutes autres missions qui lui sont confiées par des décrets ou arrêtés en matière d'organisation du marché régional de l'électricité.

Dans les cas où le présent décret ou ses arrêtés d'exécution prescrivent l'avis de la CWAPE, celle-ci peut soumettre des propositions de sa propre initiative.

§ 3. La CWAPE soumet chaque année au Gouvernement wallon un rapport sur l'exécution de ses missions et l'évolution du marché régional de l'électricité. Le ministre communique ce rapport au Conseil régional wallon pour le premier semestre au plus tard. Il veille à une publication appropriée du rapport.

Art. 44. § 1^{er}. La CWAPE établit un règlement d'ordre intérieur soumis à l'approbation du Gouvernement wallon.

§ 2. A moins qu'une disposition spécifique n'en dispose autrement, lorsque l'avis de la CWAPE est requis par le présent décret ou ses arrêtés d'exécution, la CWAPE est tenue de rendre son avis dans un délai de trente jours à compter de la date à laquelle la demande écrite lui est parvenue. Le défaut d'avis dans le délai susmentionné équivaut à un avis favorable.

Art. 45. § 1^{er}. La CWAPE est composée d'un président et de trois administrateurs nommés par le Gouvernement wallon, après appel public aux candidats, pour un terme renouvelable de six ans. Par dérogation à ce qui précède, lors de la constitution de la CWAPE, deux administrateurs sont nommés pour un terme initial de trois ans. Le président et les administrateurs sont choisis en raison de leurs compétences.

Par décision dûment motivée, le Gouvernement wallon peut anticipativement mettre un terme au mandat de président ou d'administrateur. En cas de démission, de décès ou de révocation du président ou d'un administrateur, le Gouvernement wallon nomme son remplaçant qui achève le mandat de son prédécesseur.

§ 2. Le Gouvernement wallon définit les incompatibilités avec le mandat de président ou d'administrateur de la CWAPE et les règles applicables en matière de conflits d'intérêt.

Les incompatibilités concernent l'exercice d'une activité ministérielle ou parlementaire et l'exercice d'une activité rémunérée ou non au service d'un producteur, d'un gestionnaire de réseau, d'un fournisseur ou d'un intermédiaire. L'incompatibilité vaut pour toute la durée du mandat et pour une période supplémentaire de deux ans après le mandat.

§ 3. Le Gouvernement wallon arrête les principes de base relatifs à la rémunération du président et des administrateurs de la Commission.

§ 4. Le président et les trois administrateurs forment le comité de direction qui, sans préjudice des dispositions du règlement d'ordre intérieur, émet les avis et représente la CWAPE. Toutefois, le président représente la CWAPE dans tous les actes judiciaires.

§ 5. Le président préside le comité de direction et a voix prépondérante en cas de partage des voix.

Art. 46. § 1^{er}. Les services de la CWAPE sont organisés en trois directions, à savoir :

- 1° une direction du fonctionnement technique du marché;
- 2° une direction du contrôle des obligations de service public et des mécanismes de promotion de l'électricité verte;
- 3° une direction administrative.

§ 2. Le personnel de la CWAPE est recruté et occupé en vertu de contrats de travail régis par la loi du 3 juillet 1978 relative au contrat de travail.

§ 3. Le Gouvernement wallon crée un fonds budgétaire, dénommé « Fonds de régulation », au sens de l'article 45 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'État. Ce fonds finance les dépenses de la CWAPE. Il est alimenté par une redevance, exprimée en centimes par kWh transmis, prélevée par le gestionnaire de réseau chargé d'alimenter un client final connecté à une tension inférieure ou égale à 70 kV. Les kWh transmis au moyen de lignes directes font l'objet d'un prélèvement identique par la CWAPE.

Le Gouvernement wallon détermine les modalités de perception de la redevance.

La redevance visée à l'alinéa précédent est égale au montant du financement nécessaire, lié à l'évolution de l'indice des prix à la consommation, divisé par le nombre total de kWh injectés sur les réseaux et lignes directes d'une tension inférieure ou égale à 70 kV, à l'exception des kWh liés au transit.

Art. 47. § 1^{er}. Dans l'accomplissement des missions qui lui sont assignées, la CWAPE peut requérir des gestionnaires de réseaux ainsi que des producteurs, fournisseurs et intermédiaires intervenant sur le marché régional de lui fournir toutes les informations nécessaires pour l'exécution de ses tâches. Elle peut procéder à un contrôle de leurs comptes sur place.

§ 2. Les membres et le personnel de la CWAPE sont soumis au secret professionnel; ils ne peuvent divulguer à quelque personne que ce soit les informations confidentielles dont ils ont eu connaissance en raison de leurs fonctions auprès de la CWAPE, hormis le cas où ils sont appelés à rendre témoignage en justice et sans préjudice du paragraphe 3 et de l'échange d'informations avec des autorités compétentes d'autres États membres de l'Union européenne expressément prévu et autorisé par des règlements ou directives arrêtés par les institutions de l'Union européenne.

Toute infraction au premier alinéa est punie des peines prévues par l'article 458 du Code pénal.

§ 3. La CWAPE peut communiquer, au ministre et aux régulateurs du marché de l'électricité, les informations qui sont nécessaires à l'accomplissement de leurs missions respectives.

Art. 48. La CWAPE organise un service de conciliation et d'arbitrage pour les différends relatifs à l'accès au réseau et à l'application du règlement technique. La CWAPE assure le secrétariat de ce service.

Le Gouvernement wallon en arrête le règlement sur proposition de la CWAPE, et le Gouvernement wallon établit une liste d'experts pouvant agir en tant que conciliateurs ou arbitres. Les membres et le personnel de la CWAPE ne peuvent être désignés en tant qu'arbitres. Le Gouvernement wallon détermine les autres incompatibilités.

Le Gouvernement wallon détermine le montant des jetons de présence qui leur sont attribués. Ceux-ci sont à charge du budget de la CWAPE.

Art. 49. § 1^{er}. Il est créé au sein de la CWAPE un organe autonome dénommé « Chambre d'appel » qui, à la demande d'une des parties, statue sur les différends entre gestionnaire de réseau et utilisateur de ce réseau relatifs à l'accès à ce réseau, à l'exception de ceux portant sur des droits et obligations contractuelles.

§ 2. La Chambre d'appel est composée d'un président, de deux autres membres et de trois suppléants nommés par le Gouvernement wallon pour un terme renouvelable de six ans. Par dérogation à ce qui précède, lors de la constitution de la Chambre d'appel, un membre et un suppléant sont nommés pour un terme initial de deux ans, et un membre et un suppléant, pour un terme initial de quatre ans.

Les membres ou les suppléants ne peuvent être choisis parmi les membres et employés de la CWAPE ou parmi les membres du service de conciliation et d'arbitrage. Le Gouvernement wallon fixe le montant des jetons de présence qui leur sont attribués. Ces jetons de présence sont à charge du budget de la CWAPE.

§ 3. La Chambre d'appel statue par une décision administrative motivée sur les affaires dont elle est saisie, après avoir entendu les parties en cause. Elle peut procéder ou faire procéder à toutes investigations utiles et peut au besoin désigner des experts et entendre des témoins. Elle peut ordonner des mesures conservatoires en cas d'urgence.

§ 4. Le Gouvernement wallon détermine les règles de procédures applicables devant la Chambre d'appel.

Art. 50. § 1^{er}. La CWAPE est soumise au contrôle du Gouvernement wallon par l'intermédiaire de deux commissaires du Gouvernement nommés et révoqués par le Gouvernement wallon. La Région wallonne supporte les coûts liés à l'exercice de leurs attributions.

§ 2. Les commissaires du Gouvernement peuvent à tout moment prendre connaissance, sans déplacement, des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et, généralement, de tous les documents et de toutes les écritures de la CWAPE. Ils peuvent requérir, du président, des administrateurs et de tous les membres du personnel de la CWAPE, toutes les explications ou informations et procéder à toutes les vérifications qu'ils jugent utiles pour l'exercice de leur mandat. Ils ont le droit d'assister, avec voix consultative, aux réunions du comité de direction.

§ 3. Les commissaires du Gouvernement disposent d'un délai de cinq jours ouvrables pour exercer un recours contre toute décision qu'ils jugent contraire au décret, aux arrêtés d'exécution du décret ou à l'intérêt général. Le recours est suspensif. Ce délai prend cours le jour de la réunion à laquelle la décision a été prise, pour autant que les commissaires du Gouvernement aient été régulièrement convoqués et, dans le cas contraire, le jour où ils en ont eu connaissance. Les commissaires exercent leur recours auprès du Gouvernement. Si le Gouvernement n'a pas statué dans un délai de quinze jours ouvrables prenant cours à dater de la suspension, la décision est définitive. L'annulation de la décision est notifiée par le Gouvernement au comité de direction de la CWAPE.

§ 4. Les commissaires du Gouvernement dressent chaque année un rapport d'évaluation destiné au Gouvernement wallon sur les activités de la CWAPE. Ce rapport est transmis au ministre avant le 31 juillet; ce dernier le soumet au Gouvernement wallon.

§ 5. La CWAPE est soumise au contrôle de la Cour des Comptes.

CHAPITRE XII. — Comité « Energie »

Art. 51. § 1^{er}. Dans les six mois suivant l'entrée en vigueur du présent décret, il est créé un comité « Energie » chargé d'émettre à la demande du Gouvernement, de la CWAPE ou d'initiative, des avis sur l'orientation du marché régional de l'électricité dans le sens de l'intérêt général, du développement durable et des missions de service public.

§ 2. Le comité « Energie » est composé de vingt-quatre membres effectifs et vingt-quatre membres suppléants, dont :

- 1° six représentants proposés par le Conseil économique et social de la Région wallonne;
- 2° quatre représentants des communes proposés par l'Union des villes et communes de Wallonie, dont un proposé par la section C.P.A.S.;
- 3° un représentant des provinces proposé par l'Association des provinces wallonnes;
- 4° un représentant des consommateurs résidentiels proposé par les organisations ayant comme objectifs la promotion et la protection des intérêts généraux des consommateurs dans tous les domaines qui les concernent et qui sont indépendants des pouvoirs publics et des milieux professionnels;
- 5° un représentant d'organisations environnementales actives dans le domaine de l'énergie;
- 6° deux représentants des syndicats du secteur électrique;
- 7° quatre représentants des gestionnaires de réseaux;
- 8° deux représentants des producteurs d'électricité autres que les producteurs d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables et d'installation de cogénération de qualité;
- 9° un représentant des producteurs d'électricité à partir de source d'énergies renouvelables;
- 10° un représentant des producteurs d'électricité à partir d'installations de cogénération de qualité;
- 11° un représentant des fournisseurs.

§ 3. Seuls les membres visés aux 1° à 5° ont voix délibérative.

§ 4. Les membres du comité sont nommés par le Gouvernement wallon pour un terme renouvelable de trois ans sur proposition des organes visés au paragraphe 2. Les membres du comité sont révocables en tout temps en cas d'impossibilité d'exercice de leur fonction ou pour faute grave ou lorsqu'ils perdent la qualité pour laquelle ils ont été nommés.

§ 5. Le président et les administrateurs de la CWAPE sont autorisés à participer aux réunions sans voix délibérative.

§ 6. Le comité « Energie » a son siège en Région wallonne. Le Gouvernement wallon fixe les modalités de fonctionnement du comité ainsi que le montant des indemnités et jetons de présence éventuellement octroyés.

§ 7. Le secrétariat du comité est assuré par le personnel du Conseil économique et social de la Région wallonne conformément à l'article 4, § 3, du décret du 25 mai 1983 modifiant la loi-cadre du 15 juillet 1970 portant organisation de la planification et de la décentralisation économique et instaurant un Conseil économique et social de la Région wallonne.

§ 8. Le comité « Energie » soumet chaque année un rapport au Gouvernement wallon. Dans un délai ne dépassant pas deux mois, le Gouvernement le transmet pour information au Conseil régional wallon.

CHAPITRE XIII. — *Sanctions*

Art. 52. § 1^{er}. Sont punis d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 50 à 20 000 francs ou d'une de ces peines seulement :

1° ceux qui font obstacle aux vérifications et investigations de la CWAPE ou du Gouvernement wallon en vertu du présent décret, refusent de leur donner les informations qu'ils sont tenus de fournir en vertu du présent décret ou leur donnent sciemment des informations inexactes ou incomplètes;

2° ceux qui contreviennent aux dispositions des articles 29, 30, § 2, et 31.

§ 2. Si le contrevenant est une personne morale, une ou plusieurs des peines suivantes peuvent également être infligées en raison des faits mentionnés au paragraphe 1^{er} :

1° la dissolution, celle-ci ne peut être prononcée à l'égard des personnes morales de droit public;

2° l'interdiction d'exercer une activité relevant de l'objet social à l'exception des activités qui relèvent d'une mission de service public;

3° la fermeture d'un ou plusieurs établissements, à l'exception d'établissements où sont exercées des activités qui relèvent d'une mission de service public;

4° la publication ou la diffusion de la décision.

Art. 53. § 1^{er}. Sans préjudice des autres mesures prévues par le présent décret, la CWAPE peut enjoindre à toute personne physique ou morale établie en Région wallonne de se conformer à des dispositions déterminées du présent décret ou de ses arrêtés d'exécution dans le délai que la CWAPE détermine. Si cette personne reste en défaut à l'expiration du délai, la CWAPE peut, après l'avoir entendue ou dûment convoquée, lui infliger une amende administrative dont elle fixe le montant. L'amende ne peut être, par jour calendrier, inférieure à 50 000 francs ni supérieure à 4 millions de francs. En outre, l'amende totale ne peut excéder 80 millions de francs ou, si le montant suivant est supérieur, 3 % du chiffre d'affaires que la personne en cause a réalisé sur le marché régional de l'électricité au cours du dernier exercice clôturé.

La poursuite pénale entamée conformément à l'article 52 exclut l'amende administrative, pour ce qui concerne les faits poursuivis, même si elle aboutit à un acquittement.

§ 2. Sans préjudice du paragraphe 1^{er}, le montant de l'amende administrative visée à l'article 39, § 2, est compris entre 3 000 et 5 000 francs par certificat manquant.

§ 3. La CWAPE informe la personne en cause par lettre recommandée. Cette notification motivée mentionne le montant de l'amende administrative.

§ 4. Le membre de phrase suivant est ajouté à l'article 569 du Code judiciaire, pour ce qui concerne la Région wallonne :

« 33° des recours contre la décision d'imposer des amendes administratives en vertu de l'article 53, §1^{er}, du décret relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité ».

§ 5. Si la personne en cause n'est pas d'accord avec l'amende imposée, elle peut, dans les dix jours de la notification visée au paragraphe 3, faire parvenir ses arguments contraires, par lettre recommandée à la CWAPE. Passé ce délai, la décision devient définitive.

La CWAPE peut révoquer sa décision ou adapter le montant de l'amende administrative si les arguments contraires se révèlent fondés. Dans ce cas, une nouvelle notification sera envoyée.

§ 6. Après envoi de la notification visée au paragraphe 3, l'amende administrative doit être payée dans les trente jours.

La CWAPE peut accorder un délai de grâce qu'elle détermine. Si la personne en cause est en défaut de paiement de l'amende administrative, celle-ci est recouvrée par voie de contrainte. Le Gouvernement wallon désigne les fonctionnaires chargés de délivrer et de déclarer exécutoires les contraintes. Celles-ci sont notifiées par exploit d'huissier avec injonction de payer.

§ 7. A moins qu'une disposition du présent décret ou de ses arrêtés d'exécution n'en dispose autrement, le produit des amendes administratives visées au paragraphe 1^{er} est réparti par parts égales entre les deux Fonds visés à l'article 35, § 1^{er}.

Art. 54. Les dispositions des articles 523 et 525 du Code pénal sont respectivement applicables aux faits de destruction partielle ou totale des infrastructures de production, transformation, transport local, distribution et d'utilisation de l'électricité et aux faits d'empêchement ou d'atteinte volontaire à la transmission de l'électricité sur le réseau.

Ceux qui, par défaut de précaution, auront involontairement détruit ou dégradé des infrastructures de production, transformation, transport local, distribution et d'utilisation de l'électricité, empêché ou entravé la transmission d'électricité sur le réseau, seront punis des peines indiquées à l'article 563 du Code pénal.

CHAPITRE XIV. — *Dispositions transitoires et entrée en vigueur*

Art. 55. Le président et les administrateurs de la CWAPE sont désignés dans les six mois suivant l'entrée en vigueur du présent décret. Tant que le président et les administrateurs de la CWAPE n'ont pas été nommés, le Gouvernement wallon est habilité à procéder à l'exécution des articles que la CWAPE doit faire exécuter ou pour lesquels elle est tenue de rendre un avis en vertu du présent décret.

Art. 56. Tant que le Gouvernement wallon n'a pas déterminé les tronçons du réseau compris entre 30 et 70 kV considérés comme « réseau de transport local » conformément à l'article 4, l'actuel gestionnaire de ce réseau assure les missions du gestionnaire du réseau de transport local.

Art. 57. Sur proposition des communes et des provinces, lorsque ces dernières sont membres d'une intercommunale de distribution électrique constituée avant la parution du présent décret au *Moniteur belge*, après avis de la CWAPE, et au plus tard douze mois après l'entrée en vigueur du décret, le Gouvernement wallon désigne, sur la base des critères visés aux articles 3 à 10, le ou les gestionnaires des réseaux de distribution correspondant à des zones géographiquement distinctes et sans recouvrement.

A défaut de proposition des communes et/ou des provinces dans les trois mois qui suivent la date de publication d'un avis du ministre au *Moniteur belge*, le Gouvernement wallon désigne, après avis de la CWAPE, le ou les gestionnaires des réseaux de distribution.

A titre transitoire, les régies et intercommunales de distribution électrique constituées avant la parution du présent décret au *Moniteur belge* seront chargées de la gestion du réseau de distribution.

Art. 58. Le plan d'adaptation du réseau de distribution visé à l'article 15 est établi pour la première fois dans les douze mois de l'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 59. Dans les trois mois suivant l'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement wallon visé à l'alinéa 2, le gestionnaire de réseau notifie au propriétaire de la voirie le réseau existant dont il assure la gestion situé sur ladite voirie au moment de l'entrée en vigueur du présent décret. La redevance visée à l'article 20 est due dès notification.

Le Gouvernement wallon détermine la procédure de notification de voirie visée à l'alinéa 1^{er}, notamment la forme de la déclaration et les documents qui doivent l'accompagner.

Art. 60. Une société dont l'actionnaire majoritaire de droit privé détient directement ou indirectement la majorité du capital d'une intercommunale assurant la gestion du réseau conformément à l'article 57, alinéa 3, ne peut se voir attribuer la licence de fourniture visée à l'article 30, § 2.

Art. 61. Pour l'année 2001, la CWAPE dispose d'une dotation de 80 millions de francs inscrite au budget de la Région wallonne.

Art. 62. La loi du 10 mars 1925 sur les distributions d'énergie électrique est abrogée pour ce qui concerne les compétences régionales.

Art. 63. Le Gouvernement wallon fixe la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 12 avril 2001.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E, de la Recherche et des Technologies nouvelles,
S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,
J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipement et des Travaux publics,
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,
Mme M. ARENA

Notes

(1) *Session 2000-2001.*

Documents du Conseil 177 (2000-2001) N^{os} 1 à 37.

Compte rendu intégral, séance publique du 28 mars 2001.

Discussion - Vote.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2001 — 1178

[C — 2001/27238]

12. APRIL 2001 — Dekret bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts (1)

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL 1 — Allgemeines

Artikel 1 - Durch das vorliegende Dekret wird die Richtlinie 96/92/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 19. Dezember 1996 betreffend gemeinsame Vorschriften für den Elektrizitätsbinnenmarkt umgesetzt.

Art. 2 - Für die Anwendung des vorliegenden Dekrets gelten die folgenden Begriffsbestimmungen:

1° "Erzeuger": jede natürliche oder juristische Person, die Elektrizität erzeugt, einschließlich jeglichen Eigenerzeugers;

2° "Eigenerzeuger": jede natürliche oder juristische Person, die Elektrizität im wesentlichen für den eigenen Verbrauch erzeugt;

3° "hochwertige Kraft/Wärme-Kopplung": gleichzeitige Produktion von Strom und Hitze, die dem Heizungsbedarf des Kunden entspricht, und im Verhältnis zu einer getrennten Produktion derselben Mengen Hitze und Elektrizität durch moderne Referenzanlagen, deren jährliche Betriebsträge von der "Commission wallonne pour l'énergie" (CWAPE) (Wallonische Kommission für Energie) jährlich festgelegt und veröffentlicht werden, eine Energieeinsparung erzielt;

4° "erneuerbare Energieträger": jede Energiequelle (mit Ausnahme der fossilen Brennstoffe und der Kernspaltung), deren Verbrauch ihre zukünftige Benutzung nicht beschränkt, insbesondere Wasserenergie, Windkraft, Sonnenenergie, geothermische Energie, Biogas, organische Erzeugnisse und Abfälle aus der Land- und Forstwirtschaft, sowie der biologisch abbaubare Anteil der Abfälle;

5° "grüner Strom": Strom, der durch erneuerbare Energieträger oder durch hochwertige Kraft/Wärme-Kopplung erzeugt wird, und dessen Erzeugungsverfahren im Verhältnis zu den durch in Artikel 2, 3° erwähnte moderne Referenzanlagen bei klassischer Erzeugung verursachten Kohlendioxidemissionen, die von der CWAPE jährlich festgelegt und veröffentlicht werden, einen Mindestsatz von 10% Einsparung an Kohlendioxid bewirkt; der aus hydrologischen oder Kraft/Wärme-Kopplungsanlagen erzeugte Strom wird auf eine Leistung unter 20 Megawatt (MW) begrenzt.

6° "grüne Bescheinigung": übertragbare Bescheinigung, die den Stromerzeugern gemäß Artikel 38 bewilligt wird;

7° "Netz": Gruppe von Leitungen zur Stromübertragung, an die eine große Anzahl Benutzer angeschlossen sind, einschließlich der Umspan-, Schalt- und Verteilungsanlagen.

8° "Verteilernetz": Netz mit einer Spannung von höchstens 70 Kilovolt (kV) zum Zwecke der Stromversorgung von Endverbrauchern auf regionaler oder lokaler Ebene, mit Ausnahme des lokalen Übertragungsnetzes;

9° "lokales Übertragungsnetz": Netzabschnitte mit einer Spannung von 30 bis 70 Kilovolt, die hauptsächlich zur Stromübertragung an Verteilernetze dienen oder für den Elektrizitätsaustausch mit benachbarten Netzen benutzt werden, und die gemäß Artikel 4, § 1 von der Wallonischen Region bestimmt werden;

10° "Verteilung": Übertragung von Elektrizität über Verteilernetze zum Zwecke der Stromversorgung von Endverbrauchern;

11° "Netzeigentümer": Eigentümer der Infrastrukturen und Ausrüstungen, aus denen das besagte Netz besteht;

12° "Netzbetreiber": der bzw. die Betreiber der Verteilernetze bzw. der Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes, die gemäß den Bestimmungen von Kapitel 2 bezeichnet werden;

13° "Netzbenutzer": jede natürliche oder juristische Person, die Elektrizität in ein Netz einspeist oder daraus versorgt wird;

14° "Hilfsdienste": alle Dienstleistungen, die zum Betrieb eines Netzes erforderlich sind;

15° "Direktleitung": jede Stromleitung mit einer Spannung von höchstens 70 Kilovolt, die weder zu dem Verteilernetz noch zu dem lokalen Übertragungsnetz gehört;

16° "Standort": Betriebs- oder Aufenthaltsort, der durch öffentliche Wege oder Grundstücksgrenzen abgegrenzt wird, der über eine oder mehrere Versorgungsstellen verfügt und von derselben Person betrieben oder bewohnt wird;

17° "Endverbraucher": jede natürliche oder juristische Person, die Elektrizität für den Eigenverbrauch kauft;

18° "Hochspannungsendverbraucher": jeder Endverbraucher, der an ein Netz mit einer Spannung von mindestens 1 Kilovolt angeschlossen ist;

19° "Zugelassener Kunde": jeder Endverbraucher, der aufgrund von Artikel 27 oder der Gesetzgebung einer anderen Region bzw. eines anderen Mitgliedstaates der Europäischen Union das Recht hat, Elektrizität von einem von ihm gewählten Stromversorger zu kaufen sowie das Recht, zu diesem Zweck unter den in Artikel 26 aufgeführten Bedingungen einen Zugang zum Verteilernetz zu erhalten;

20° "gebundener Kunde": jeder Endverbraucher, der nicht berechtigt ist, mit einem von ihm gewählten Stromversorger Stromlieferungsverträge abzuschließen;

21° "geschützter Kunde": Endverbraucher, der einer der in Artikel 33 erwähnten Kategorien gehört;

22° "Sozialtarif": Sondertarif für geschützte Kunden, der von der zuständigen Behörde bestimmt wird;

23° "Stromversorger": jede natürliche oder juristische Person, die Elektrizität an Endverbraucher verkauft; der Stromversorger verkauft oder erzeugt uneingeschränkt die den Endverbrauchern verkaufte Elektrizität;

24° "grüner Stromversorger": jeder Stromversorger, der mindestens 50% Elektrizität in der Form von in der Wallonischen Region erzeugtem grünem Strom verkauft. Die Wallonische Regierung bestimmt, unter welchen Bedingungen der außerhalb der Wallonischen Region erzeugte grüne Strom in dieser Prozentzahl mitberechnet werden kann;

25° "Zwischenhändler": jede natürliche oder juristische Person, die uneingeschränkt Elektrizität kauft, um sie an einen anderen Zwischenhändler oder an einen Stromversorger weiterzuverkaufen;

26° "technische Regelung": in Anwendung von Artikel 13 erstellte technische Regelung über den Netzbetrieb und -zugang;

27° "Anpassungsplan": in Anwendung von Artikel 15 erstellter Plan über die mit der Netzstruktur verbundenen Abänderungen;

28° "Betreiber des Übertragungsnetzes": gemäß Artikel 10 des Gesetzes vom 29. April 1999 über die Organisation des Elektrizitätsmarkts bezeichneter Betreiber des Übertragungsnetzes;

29° "das Gesetz": das Gesetz vom 29. April 1999 über die Organisation des Elektrizitätsmarkts;

30° "Richtlinie 96/92/EG ": die Richtlinie 96/92/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 19. Dezember 1996 betreffend gemeinsame Vorschriften für den Elektrizitätsbinnenmarkt;

31° "der Minister": der wallonische Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört;

32° "CWAPE": die durch Artikel 43 eingeführte "Commission wallonne pour l'énergie" (Wallonische Kommission für Energie);

33° "Ausschuss": der durch Artikel 51 eingeführte Energieausschuss;

34° "Kontrollausschuss": der in den Artikeln 170 bis 172 des Gesetzes vom 8. August 1980 bezüglich der Haushaltsvorschläge 1979-1980, in ihren durch den Königlichen Erlass Nr. 147 vom 30. Dezember 1982 abgeänderten Fassung erwähnte Kontrollausschuss für Strom und Gas;

35° "CREG": die durch Artikel 23 des Gesetzes vom 29. April 1999 über die Organisation des Elektrizitätsmarkts und durch Artikel 15 des Gesetzes vom 29. April 1999 über die Organisation des Gasmarkts und des Steuerstatuts der Stromerzeuger gegründete Elektrizitäts- und Gasregulierungskommission;

KAPITEL 2 – Bezeichnung der Netzbetreiber

Art. 3 - Jeder zukünftige Netzbetreiber ist Besitzer oder Inhaber eines Rechts, das ihm die Nutznießung der Infrastrukturen und Ausrüstungen des Netzes, um dessen Betrieb er sich bewirbt, sicherstellt.

Abschnitt 1 - Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes

Art. 4 - Nach Begutachtung durch die "CWAPE" und nach Anhörung des Betreibers des Übertragungsnetzes bestimmt die Wallonische Regierung die Netzabschnitte mit einer Spannung von 30 bis 70 Kilovolt, die angesichts ihrer Benutzung hauptsächlich zur Stromübertragung nach Verteilernetzen oder für den Elektrizitätsaustausch mit benachbarten Netzen als "lokales Übertragungsnetz" gelten.

Der Betrieb des lokalen Übertragungsnetzes wird durch einen einzigen Betreiber gewährleistet.

Der Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes ist der gemäß Artikel 10 des Gesetzes bezeichnete Betreiber des Übertragungsnetzes oder eine Tochtergesellschaft dieses Betreibers.

Nach Begutachtung durch die "CWAPE" und nach Anhörung des Betreibers des lokalen Übertragungsnetzes kann die Wallonische Regierung die Bestimmung der Netzabschnitte, die als "lokales Übertragungsnetz" gelten, abändern.

Abschnitt 2 – Betreiber der Verteilernetze

Art. 5 - Der Betrieb des Verteilernetzes wird durch einen oder mehrere Betreiber von Verteilernetzen gewährleistet, die gemäß den folgenden Bestimmungen bezeichnet werden.

Art. 6 - § 1. Der Betreiber eines Verteilernetzes ist eine juristische Person öffentlichen Rechts.

Er kann unter anderem die Rechtsform einer Interkommunale haben.

In solchem Fall findet Artikel 13, Absatz 2 des Dekrets vom 5. Dezember 1996 über die wallonischen Interkommunalen keine Anwendung, was die Tätigkeit als Betreiber des Verteilernetzes betrifft, auf die Angelegenheiten, die entweder die Unabhängigkeit des Netzbetreibers den Erzeugern, den Stromversorgern der zugelassenen Kunden oder den Zwischenhändlern gegenüber in Frage stellen, oder den Zugang zum Netz beeinträchtigen können.

Unbeschadet von Artikel 15, § 2 des besagten Dekrets ist für jede Abänderung der Satzungen, mit Ausnahme der Bestimmungen zum gesetzlichen Schutz der Minderheitsaktionäre, die einfache Mehrheit der von den anwesenden Vertretern bei der Generalversammlung des Netzbetreibers abgegebenen Stimmen sowie die Zweidrittelmehrheit der von den Beauftragten der kommunalen und provinziellen Gesellschafter abgegebenen Stimmen erforderlich.

§ 2. Der Gesellschaftssitz, die Hauptverwaltung und der Betriebssitz des Netzbetreibers liegen in der Wallonischen Region. Von dieser Bestimmung sowie von den Absätzen 3 und 4 von § 1 kann jedoch abgewichen werden, wenn der besagte Betreiber am Tag des Inkrafttretens des vorliegenden Dekrets die Verteilungstätigkeit über dieses Netz schon ausübte.

Art. 7 - Mindestens 51% der Kapitalanteile des zukünftigen Betreibers des Verteilernetzes werden von den Gemeinden und ggf. von den Provinzen gehalten. Das gleiche gilt für das Kapital des Betreibers des Verteilernetzes. In den Satzungen des Betreibers des Verteilernetzes darf kein Höchstbetrag für den Besitz von Kapitalanteilen durch die Gemeinden und Provinzen vorgesehen werden.

Art. 8 - § 1. Der Betreiber des Verteilernetzes darf keine andere Erzeugungstätigkeit haben als die Erzeugung von grünem Strom und keinen anderen Elektrizitätsvertrieb ausüben als den Verkauf von Elektrizität, der zu seiner Tätigkeit als Netzbetreiber gehört.

Der Betreiber des Verteilernetzes darf keine solchen Tätigkeiten unternehmen, wie die Versorgung von zugelassenen Kunden oder die Erbringung sonstiger Dienstleistungen auf dem Elektrizitätsmarkt, die nicht in direkter Verbindung mit den in Artikel 11 erwähnten Aufgaben stehen. Auf Antrag der Gemeinden darf der Betreiber des Verteilernetzes jedoch die gebundenen Kunden mit Elektrizität versorgen.

Falls der Betreiber des Verteilernetzes eine der in den vorigen Absätzen erwähnten Tätigkeiten ausübt, wird die Gesamtheit dieser Tätigkeiten durch die in Artikel 7 erwähnten Anteile vertreten. Diese Tätigkeiten werden in einer getrennten Buchhaltung aufgenommen.

§ 2. Der Betreiber des Verteilernetzes darf andere Tätigkeiten, die nicht direkt mit dem Elektrizitätssektor verbunden sind, ausüben.

In diesem Fall werden alle in dem vorigen Absatz erwähnten Tätigkeiten in den Satzungen des Betreibers des Verteilernetzes als getrennte Tätigkeitssektoren angegeben, die über sektorenspezifische Beratungsorgane mit einer den repräsentativen Anteilen dieses Sektors entsprechenden Zusammensetzung und mit getrennter Buchhaltung verfügen.

§ 3. Ein Stromversorger, der Inhaber einer Versorgungslizenz ist, wird von dem Stromversorger einer Kategorie von gebundenen Kunden bezeichnet, die den durch Artikel 27 vorgeschriebenen Zulassungsbedingungen erfüllen, um die Versorgung dieser Endverbraucher solange zu gewährleisten, bis diese einen anderen Stromversorger gewählt haben.

Die Wallonische Regierung bestimmt das Verfahren und die Bedingungen für diese Bezeichnung, und achtet dabei, dass eine echte Wahlfreiheit zugunsten des Kunden, der die Zulassung erhalten hat, organisiert wird.

Art. 9 - Unbeschadet von Artikel 8, § 1 ist der Betreiber des Verteilernetzes dazu ermächtigt, einem geschützten Kunden Elektrizität zum Sozialtarif zu liefern, wenn dieser die in Artikel 27 vorgeschriebenen Zulassungsbedingungen erfüllt. Zu diesem Zweck richtet der geschützte Kunde oder, bei rückläufiger Nichtzahlung seitens dieses Kunden, sein Stromversorger, einen schriftlichen Antrag an den Betreiber des Verteilernetzes, an welches der Kunde angeschlossen ist. Sobald der Netzbetreiber den Antrag erhalten hat, ist er dazu verpflichtet, den geschützten Kunden zu versorgen, solange dieser keinen anderen Stromversorger gewählt hat und die Eigenschaft eines "geschützten Kunden" im Sinne von Artikel 33 besitzt.

Für die Anwendung des vorliegenden Artikels versteht man unter rückläufiger Nichtzahlung die Nichtzahlung seitens eines geschützten Kunden, der über einen Budgetzähler mit Leistungsbegrenzer verfügt und seit mindestens sechs Monaten nur die garantierte minimale Liefermenge empfangt.

Art. 10 - § 1. Aufgrund der in den vorigen Artikeln erwähnten Bedingungen sowie der technischen Leistungsfähigkeit und der Finanzkraft des Bewerbers bezeichnet die Wallonische Regierung nach Begutachtung durch die CWAPE den bzw. die Betreiber der Verteilernetze für geographisch getrennte Gebiete, die nicht aufeinander übergreifen.

Wenn das betreffende Verteilernetz einer oder mehreren Gemeinden bzw. Provinzen ganz oder teilweise gehört, erfolgt die Bezeichnung auf deren Vorschlag.

In Ermangelung eines Vorschlags durch die Gemeinden bzw. Provinzen innerhalb drei Monaten nach der Veröffentlichung einer Bekanntmachung vom Minister im *Belgischen Staatsblatt* bezeichnet die Wallonische Regierung nach Begutachtung durch die CWAPE den bzw. die Betreiber der Verteilernetze.

§ 2. Der Betreiber des Verteilernetzes wird für einen erneuerbaren Zeitraum von höchstens zwanzig Jahren bezeichnet. Im Falle einer Auflösung, Spaltung oder Fusion wird sein Mandat beendet. Bei einer Fusion zwischen Betreibern von Verteilernetzen bleibt das Mandat bis zum Ablauf des längsten Mandats gültig.

Nach Begutachtung durch die CWAPE kann die Wallonische Regierung den Netzbetreiber widerrufen, wenn dieser seine Pflichten aufgrund des vorliegenden Dekrets oder dessen Ausführungserlasse ernsthaft versäumt. Das Widerrufsverfahren wird von der Wallonischen Regierung erlassen.

KAPITEL 3 - Betrieb der Netze

Art. 11 - § 1. Der Betrieb der Verteiler- und lokalen Übertragungsnetze wird von den gemäß den Bestimmungen von Kapitel 2 bezeichneten Betreibern geführt.

§ 2. Der Netzbetreiber ist für den Betrieb, die Wartung und den Ausbau des Netzes, für welches er bezeichnet worden ist, verantwortlich, einschließlich seiner Verbindungsleitungen mit anderen elektrischen Netzen, um die Versorgungssicherheit und -kontinuität zu garantieren.

Zu diesem Zweck wird der Netzbetreiber für den Teil des Netzes, der ihn betrifft, insbesondere mit den folgenden Aufgaben beauftragt:

1° Verbesserung, Erneuerung und Ausbau des Netzes, insbesondere im Rahmen des Anpassungsplans, zur Gewährleistung einer zureichenden Kapazität, um den Bedarf abzudecken;

2° technische Regelung der Elektrizitätsströme durch das Netz und, in diesem Rahmen, Koordinierung der Inanspruchnahme der Erzeugungsanlagen und Bestimmung der Nutzung der Verbindungsleitungen zur Gewährleistung eines ständigen Gleichgewichts zwischen Elektrizitätsangebot und -nachfrage.

3° zu diesem Zweck hat der Betreiber die Aufgabe, ein sicheres, zuverlässiges und leistungsfähiges Elektrizitätsnetz zu unterhalten und in diesem Zusammenhang für die Bereitstellung aller unentbehrlichen Hilfsdienste zu sorgen, insbesondere der Notdienste bei Ausfall von Erzeugungseinheiten;

4° Zählung der Elektrizitätsströme an den Verbindungsstellen mit anderen Netzen, an den Abnahmestellen für die Kundschaft und an den Austauschstellen mit den Stromerzeugern;

5° Erfüllung der ihm insbesondere aufgrund von Artikel 34, 1° obliegenden Verpflichtungen öffentlichen Dienstes;

6° Vorschlag eines Wartungsdienstes für die Straßenbeleuchtung.

Art. 12 - Nach Begutachtung durch die CWAPE bestimmt die Wallonische Regierung die folgenden Maßnahmen zur Sicherung der Unabhängigkeit und der Unparteilichkeit des Betriebs des besagten Netzes:

1° Regeln bezüglich der Zusammensetzung und der Arbeitsweise der Verwaltungsorgane des Netzbetreibers, zur Vermeidung, dass Erzeuger, Versorger von zugelassenen Kunden und Zwischenhändler allein oder gemeinsam einen bedeutenden Einfluss auf den Betrieb des Netzes ausüben können;

2° Anforderungen in Bezug auf die Unabhängigkeit des in Artikel 16 erwähnten Personals des Netzbetreibers den Erzeugern, Stromversorgern der zugelassenen Kunden und Zwischenhändlern gegenüber, insbesondere in finanzieller Hinsicht;

3° Vorsichtsmaßnahmen, die von dem Netzbetreiber zu ergreifen sind, um die Vertraulichkeit der persönlichen und kommerziellen Daten, von denen der Netzbetreiber bei der Ausübung seiner Geschäftstätigkeit Kenntnis erlangt, zu wahren;

4° Bestimmungen zur Vermeidung jeglicher Diskriminierung zwischen Netzbenutzern oder Kategorien von Netzbenutzern, insbesondere jeglicher Diskriminierung zugunsten der Gesellschafter des Netzbetreibers oder der Unternehmen, die mit diesen Gesellschaftern oder mit dem Netzbetreiber verbunden sind;

Art. 13 - Im Einvernehmen mit den Netzbetreibern erstellt die CWAPE eine technische Einheitsregelung für den Betrieb und den Zugang zu den Verteilernetzen und eine technische Regelung für den Betrieb und den Zugang zu dem lokalen Übertragungsnetz. Die technische Regelung wird von der Wallonischen Regierung genehmigt und im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht. Darin wird insbesondere das Folgende bestimmt:

1° die technischen Mindestanforderungen für den Anschluss an die Erzeugungsanlagen, an die Anlagen für einfache Schaltung oder Verbundschaltung, sowie die Anschlussfristen;

- 2° die technischen Mindestanforderungen für die Errichtung der Netzinfrastrukturen;
- 3° die technischen Mindestanforderungen für die Direktleitungen;
- 4° das Verfahren und die zusätzlichen Regeln bezüglich des von Stromversorgern einzureichenden Antrags auf einen Netzzugang, einschließlich der Fristen, innerhalb deren der Netzbetreiber auf die Anträge auf einen Netzzugang eingehen muss;
- 5° die vom Netzbetreiber zu beachtenden operationellen Regeln bei der technischen Regelung der Elektrizitätsströme und bei den von ihm zu ergreifenden Maßnahmen, um Problemen abzuwehren, die die Versorgungssicherheit oder -kontinuität gefährden könnten;
- 6° der Vorrang, der den Erzeugungsanlagen für grünen Strom sowie dem aus Abfällen und durch Energierückgewinnung bei Industrieprozessen erzeugten Strom zu geben ist;
- 7° der Vorrang, der der Eingrabung von Stromleitungen bei der Verbesserung, der Erneuerung oder dem Ausbau des Netzes zu geben ist;
- 8° die Hilfsdienste, die der Netzbetreiber einsetzen muss;
- 9° die Informationen und Daten, die dem Netzbetreiber von den Netzbenutzern zu liefern sind;
- 10° die Informationen, die den Betreibern der anderen Netze, mit denen sein eigenes Netz verbunden ist, vom Netzbetreiber zu liefern sind, um den sicheren und leistungsfähigen Betrieb, den koordinierten Ausbau und die Interoperabilität des Verbundsystems sicherzustellen.

Art. 14 - Jedes Jahr veröffentlicht der Netzbetreiber die geltenden Tarife für das Netz, für welches er bezeichnet worden ist, einschließlich der Tarife für Hilfsdienste.

Jedes Jahr erteilt der Netzbetreiber der CWAPE alle Buchhaltungsdaten bezüglich der Kosten für den Anschluss an das von ihm verwaltete Netz, für die Benutzung dieses Netzes, für die durch seine Vermittlung erbrachten Hilfsdienste sowie ggf. für die in Artikel 8, § 1 erwähnten Tätigkeiten.

Art. 15 - § 1. Im Einvernehmen mit der CWAPE erstellen die Betreiber der Verteilernetze und der Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes jeweils einen Plan zur Anpassung des Netzes, für dessen Betrieb sie sorgen. Der Anpassungsplan wird der Wallonischen Regierung zur Genehmigung unterbreitet. Wenn diese innerhalb von drei Monaten keine Entscheidung trifft, gilt der Plan als angenommen.

Der Anpassungsplan gilt für einen Zeitraum von sieben Jahren; er wird nach und nach unter Berücksichtigung der Bedürfnisse und mindestens alle zwei Jahre im Laufe der folgenden sieben Jahre gemäß dem in Absatz 1 vorgesehenen Verfahren angepasst. Der Anpassungsplan des Verteilernetzes wird zum ersten Mal innerhalb zwölf Monaten nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets erstellt. Der Anpassungsplan des lokalen Übertragungsnetzes wird parallel zum in Artikel 13, § 1, Absatz 2 des Gesetzes erwähnten Entwicklungsplan erstellt.

§ 2. Im Anpassungsplan wird eine ausführliche Veranschlagung des Bedarfs an Verteilungs- und Übertragungskapazität, unter Angabe der damit verbundenen Hypothesen, sowie das Investitionsprogramm dargestellt, zu dessen Durchführung sich der Netzbetreiber verpflichtet, um diesen Bedarf abzudecken.

§ 3. Wenn die CWAPE nach Anhörung des Netzbetreibers feststellt, dass die im Anpassungsplan vorgesehenen Investitionen keine angemessene und effiziente Abdeckung des Bedarfs durch den Netzbetreiber erlauben, kann der Minister anordnen, dass der Netzbetreiber diesen Plan abändert, damit dieser Situation innerhalb einer vernünftigen Frist abgeholfen wird. Diese Abänderung erfolgt nach dem in § 1, Absatz 1 vorgesehenen Verfahren.

Art. 16 - § 1. Der Netzbetreiber verfügt über sein eigenes Personal. Dieses beschäftigt sich selbst oder beauftragt einen von den Erzeugern, Stromversorgern der zugelassenen Kunden und Zwischenhändlern unabhängigen Fachkundigen mit den strategischen und vertraulichen Aufgaben, und auf jeden Fall mit der Kontrolle der Buchführung, dem Ablesen der Zähler und der damit verbundenen Datenbehandlung, sowie mit den Kontakten mit den angeschlossenen Erzeugern oder den Erzeugern, die sich an das besagte Netz anschließen möchten. Nach Begutachtung durch die CWAPE kann die Wallonische Regierung weitere strategische und vertrauliche Aufgaben bestimmen.

§ 2. Die Mitglieder und das Personal des Netzbetreibers sind an das Berufsgeheimnis gebunden: die vertraulichen Informationen, von denen sie bei der Ausübung ihrer Geschäftstätigkeit beim Netzbetreiber im Rahmen der Erfüllung der in Artikel 11 erwähnten Aufgaben Kenntnis erlangt haben, dürfen sie keiner Person verraten, außer wenn sie vor Gericht als Zeuge aussagen müssen, unbeschadet der durch das vorliegende Dekret oder dessen Ausführungserlasse ausdrücklich vorgesehenen Mitteilungen an die anderen Netzbetreiber, an die Marktordnungsstellen und an den Minister.

Jeder Verstoß gegen den vorliegenden Artikel wird mit den in Artikel 458 des Strafgesetzbuches vorgesehenen Strafen geahndet.

§ 3. Der Netzbetreiber bestimmt das Verfahren und die Bedingungen für die Einstellung seines eigenen Personals. Diese Bestimmungen werden von der zuständigen Aufsichtsbehörde genehmigt.

KAPITEL 4 – Rechte und Pflichten des Netzbetreibers

Art. 17 - Unter Einhaltung der durch die technische Regelung vorgeschriebenen Anforderungen ist der Netzbetreiber dazu berechtigt:

- 1° Stützen und Verankerungen für elektrische Freileitungen auf der Außenseite der Mauern und Fassaden an der Straßenseite einzubauen;
- 2° elektrische Freileitungen ohne Klemme noch Kontaktstelle über Privatgelände zu installieren;
- 3° Baumäste, die in der Nähe von elektrischen Freileitungen hervorragen und Kurzschlüsse oder Schaden an den Anlagen verursachen könnten, abzuschneiden.

Außer in Dringlichkeitsfällen ist jedoch das Recht, Baumäste abzuschneiden, entweder durch die Ablehnung des Eigentümers, die Ausästung vorzunehmen, oder durch sein Versäumnis nach einem Monat, der Aufforderung zur Ausästung Folge leisten, bedingt.

Abschnitt 1 – Notifizierung im Bereich des Straßennetzes und Straßenbaugenehmigung

Art. 18 - § 1. Der Netzbetreiber ist unter Einhaltung der geltenden Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen dazu berechtigt, auf, unter oder über dem öffentlichen Eigentum jede Arbeit auszuführen, die zur Errichtung, zum Betrieb oder zur Instandhaltung der Infrastrukturen des betroffenen Netzes erforderlich ist.

§ 2. Die Region, die Provinzen und Gemeinden sind dazu berechtigt, den Standort oder die Trasse der auf ihrem öffentlichen Eigentum liegenden Infrastrukturen des Netzes sowie die damit verbundenen Bauwerke abändern zu lassen. Solche Abänderungen gehen zu Lasten des Netzbetreibers, wenn sie entweder aus Gründen der öffentlichen Sicherheit, zur Bewahrung der Schönheit einer Stätte oder im Interesse eines öffentlichen Dienstes oder der öffentlichen Wasserläufe, Kanäle und Wege oder aber wegen Abänderungen an den Zufahrten zu Eigentümern, die an dem öffentlichen Weg liegen, auferlegt werden. In den sonstigen Fällen gehen sie zu Lasten der Region, der Provinz oder der Gemeinde. Diese können einen vorherigen Kostenvoranschlag verlangen und bei Unstimmigkeit bezüglich der Preise für die durchzuführenden Arbeiten diese Arbeiten selbst ausführen.

Wenn dem Netzbetreiber Umbauarbeiten von der Wallonischen Region auf ihrem Eigentum und im Rahmen ihrer Zuständigkeiten auferlegt werden, gehen in Abweichung von dem vorigen Absatz die Arbeitskosten zu Lasten der Wallonischen Region. Sind juristische Personen privaten Rechts Mitglieder des Netzbetreibers, so gehen die Arbeitskosten nur dann zu Lasten der Region, wenn sich der Netzbetreiber dazu verpflichtet, den ganzen von der Region übernommenen Ausgleichsbetrag den öffentlich-rechtlichen Personen, die unter seinen Mitglieder zählen, zuzuteilen.

Art. 19 - § 1. Zur Ausführung der Arbeiten zur Errichtung neuer Netzinfrastrukturen richtet der betroffene Netzbetreiber eine Notifizierung an den Besitzer des betroffenen öffentlichen Eigentums, wenn dieser Mitglied des Netzbetreibers ist.

Die Wallonische Regierung bestimmt das Verfahren zur Notifizierung im Bereich des Straßennetzes im Sinne des vorigen Absatzes, insbesondere die Form der Erklärung und die Unterlagen, die ihr beizufügen sind.

§ 2. Wenn der Netzbetreiber die Ausführung von in § 1 erwähnten Arbeiten auf, über oder unter einem öffentlichen Eigentum, das keinem Mitglied des Netzbetreibers gehört, beabsichtigt, reicht der Netzbetreiber einen Antrag auf eine Straßenbaugenehmigung beim Minister ein.

§ 3. Die Wallonische Regierung bestimmt das Verfahren zur Gewährung der in § 2 erwähnten Straßenbaugenehmigung, insbesondere die Beantragungsform, die Unterlagen, die ihm beizulegen sind, das Verfahren zur Behandlung der Akte und die von den Behörden, die mit einem solchen Antrag befasst werden, durchzuführenden Untersuchungen, die Fristen, innerhalb deren die zuständige Behörde befinden und dem Antragsteller ihren Beschluss mitteilen muss, und die Gebühr für die Behandlung der Akte.

Art. 20 - Der Netzbetreiber muss bei den Gemeinden eine jährliche Gebühr für die Benutzung des öffentlichen Eigentums durch das von ihm betriebene Netz entrichten.

Für ein Jahr N und eine gegebene Gemeinde wird der Betrag der im vorigen Absatz erwähnten Gebühr anhand der folgenden Formel berechnet:

$$R = M \times \text{kWhGR} \times (0,6 K + 0,4 L)$$

wobei:

1° M = ein fester Betrag zwischen 2 und 10 Centime je kWh, der jedes Jahr von der Wallonischen Regierung festgelegt wird;

2° kWhGR = das Gesamtvolumen der in das betroffene Netz eingespeisten Elektrizität, abzüglich der Elektrizität, die im Jahre n-1 in ein anderes Netz eingespeist wurde;

3° K = die Anzahl kWh, die auf dem Gebiet der Gemeinde gemessen worden sind, geteilt durch kWhGR;

4° L = die Länge der elektrischen Leitungen, die sich auf dem Gebiet der Gemeinde im Laufe des Jahres n-1 befanden, geteilt durch die Länge der elektrischen Leitungen, die vom betroffenen Netzbetreiber für das vorerwähnte Jahr verwaltet worden sind;

Bei der Anlage neuer Netzinfrastrukturen zahlt der Netzbetreiber den Gemeinden die Gebühr ab dem Steuerjahr bezüglich des Jahres, das auf das Jahr der in Artikel 19 erwähnten Notifizierung oder Genehmigung folgt.

Die Wallonische Regierung bestimmt die Modalitäten für die Erhebung der Gebühr und die Einspruchsmöglichkeiten für den Netzbetreiber.

Abschnitt 2 – Gemeinnützigkeitserklärung

Art. 21 - § 1. Die Wallonische Regierung kann nach erfolgter Untersuchung eine Erklärung abgeben, dass die Errichtung von Infrastrukturen unter, auf oder über privaten unbebauten Grundstücken als gemeinnützig betrachtet werden kann.

Diese Gemeinnützigkeitserklärung gewährt dem Netzbetreiber, zu dessen Gunsten sie ausgestellt wird, das Recht, solche Anlagen unter, auf oder über diesen Privatgrundstücken zu errichten, deren Überwachung zu gewährleisten und die zu ihrem Betrieb und zu ihrer Instandhaltung erforderlichen Arbeiten auszuführen, und zwar zu den in besagter Erklärung festgelegten Bedingungen.

Die Arbeiten können lediglich nach Ablauf einer Frist von zwei Monaten ab der Zustellung der Erklärung an die betroffenen Eigentümer und Mieter per Einschreiben bei der Post begonnen werden.

§ 2. Der Berechtigte der in § 1 vorgesehenen Dienstbarkeit ist zur Zahlung einer Entschädigung zugunsten des Eigentümers des mit dieser Dienstbarkeit belasteten Fonds oder der Inhaber von mit diesem Fonds verbundenen dinglichen Rechten verpflichtet.

Die Entschädigung kann Gegenstand einer einzigen Zahlung sein. In diesem Fall gilt sie als Pauschalentschädigung. Sie kann ebenfalls in Form einer im voraus zu zahlenden jährlichen Gebühr beglichen werden.

§ 3. Die Wallonische Regierung bestimmt:

1° das einzuhaltende Verfahren für die in § 1 erwähnte Gemeinnützigkeitserklärung, insbesondere die Beantragungsform, die beizufügenden Unterlagen, die Untersuchung der Akte und die von den mit einem derartigen Antrag befassten Behörden durchzuführenden Untersuchungen, die Fristen, innerhalb welcher die zuständige Behörde ihren Beschluss zu fassen und dem Antragsteller zuzustellen hat, sowie die von dem Antragsteller für die Untersuchung der Akte zu zahlende Gebühr;

2° das Verfahren zur Berechnung der in § 2 erwähnten Gebühren, sowie deren Indexierungsmodus.

Art. 22 - Bei der teilweisen Belegung eines Privatgrundstücks ist dessen Verwendungszweck Rechnung zu tragen. Sie zieht keinerlei Enteignung nach sich, sieht jedoch eine gemeinnützige legale Dienstbarkeit vor, die jegliche Handlung untersagt, durch welche die Anlagen zur Elektrizitätsverteilung beschädigt oder deren Betrieb beeinträchtigt werden könnte.

Der Eigentümer des mit dieser Dienstbarkeit belasteten Privatfonds kann innerhalb der von der Wallonischen Regierung festgelegten Frist den Minister informieren, dass er den Berechtigten dieser Dienstbarkeit zum Erwerb des belegten Grundstücks auffordert. Falls zwischen dem Eigentümer des belasteten Fonds und dem Netzbetreiber kein Kaufvertrag in gütlichem Einvernehmen abgeschlossen werden kann, werden die Bestimmungen des Artikels 25 angewandt.

Art. 23 - § 1. Die Infrastrukturen des Netzes müssen auf Ansuchen des Eigentümers des belasteten Fonds oder der zur Errichtung von Bauten berechtigten Person verlegt und falls erforderlich entfernt werden, falls diese von diesem Recht Gebrauch zu machen wünschen. Der Minister kann dem Netzbetreiber eine zusätzliche Frist gewähren, damit dieser die zur Verlegung erforderlichen Genehmigungen erhalten kann.

Falls die Betroffenen ohne die Verlegung oder Entfernung der Infrastrukturen des Netzes von diesem Recht Gebrauch machen, genießt der Berechtigte der Dienstbarkeit weiterhin das Recht, diese Anlagen zu überwachen und die zu ihrem Betrieb, zu ihrer Instandhaltung und Reparatur erforderlichen Arbeiten auszuführen.

Die Kosten für die Verlegung oder Entfernung der Infrastrukturen des Netzes gehen zu Lasten des Berechtigten der Dienstbarkeit; die in Absatz 1 erwähnten Personen sind jedoch verpflichtet, dies mindestens sechs Monate vor Beginn der geplanten Arbeiten schriftlich zu melden.

§ 2. Ungeachtet von § 1 und um die Verlegung der Infrastrukturen zu vermeiden, kann der Berechtigte der Dienstbarkeit dem Eigentümer vorschlagen, das belegte Grundstück zu erwerben. Er setzt den Minister davon in Kenntnis. Falls zwischen dem Eigentümer des belasteten Fonds und dem Netzbetreiber kein Kaufvertrag in gütlichem Einvernehmen abgeschlossen werden kann, werden die Bestimmungen des Artikels 25 angewandt.

Art. 24 - Der Netzbetreiber ist außerdem verpflichtet, die durch die von ihm bei der Errichtung oder während des Betriebs vorgenommenen Arbeiten verursachten Schäden zu reparieren, sowie Drittpersonen für entweder durch seine Arbeiten oder durch die Benutzung des mit der Dienstbarkeit belasteten Fonds verursachten Schäden zu entschädigen; die Entschädigungen wegen der verursachten Schäden gehen vollständig zu Lasten dieses Inhabers; sie sind den Personen auszuführen, die diese Schäden erlitten haben; die Höhe der Beträge wird entweder in gütlichem Einvernehmen oder auf gerichtlichem Weg festgesetzt.

Art. 25 - Der Netzbetreiber, zu dessen Gunsten ein Gemeinnützigkeitserklärungserlass der Wallonischen Regierung gefasst wurde, kann auf Anfrage und im Rahmen dieses Erlasses von der Wallonischen Regierung befugt werden, im Namen der Region aber auf seine Kosten die nötigen Enteignungen durchzuführen. Das durch die Artikel 2 bis 20 des Gesetzes vom 26. Juli 1962 bezüglich des Dringlichkeitsverfahrens in Sachen Enteignungen zu gemeinnützigen Zwecken eingeführte Dringlichkeitsverfahren findet auf diese Enteignungen Anwendung.

KAPITEL 5 - Zugang zu den Netzen

Art. 26 - § 1. Der Zugang zum Verteiler- und zum lokalen Übertragungsnetz ist geregelt. Die Erzeuger, Stromversorger und zugelassenen Kunden haben zu dem gemäß dem Artikel 14 veröffentlichten Tarif Zugang zu den Netzen.

§ 2. Die Netzbetreiber können lediglich in den folgenden Fällen den Zugang zu ihren jeweiligen Netzen verweigern:

- 1° wenn die Sicherheit des Netzes gefährdet ist;
- 2° wenn der betroffene Netzbetreiber nicht über die technische Kapazität verfügt, um die Übertragung auf sein Netz zu gewährleisten;
- 3° wenn der Antragsteller nicht den in der technischen Regelung vorgesehenen Vorschriften genügt;
- 4° wenn der Zugang zu dem betreffenden Netz die Ausführung einer Pflicht öffentlichen Dienstes seitens des Betreibers des besagten Netzes beeinträchtigt.

Der Weigerungsbeschluss muss ordnungsgemäß begründet sein und dem Antragsteller zugestellt werden. Der Beschluss kann der Einigung oder dem Schiedsgericht unterbreitet werden.

Art. 27 - § 1. Die nachstehenden Kategorien werden unmittelbar für "zugelassene Kunden" erklärt:

- 1° die Endverbraucher, deren jährlicher Verbrauch 20 GWh je Gelände, einschließlich der Eigenerzeugung, erreicht oder überschreitet;
- 2° die Endverbraucher, die sich ausschließlich von grünen Stromversorgern beliefern lassen;
- 3° was den Kauf von Zusatz- und Hilfsstrom betrifft, die Endverbraucher, die grünen Strom erzeugen, insofern die Quantität des Zusatz- und Hilfsstroms die Quantität des von ihren Anlagen erzeugten Stroms nicht überschreitet.

§ 2. Im Laufe der ersten zwei Jahre des Betriebs einer neuen Anlage zur Erzeugung von grünem Strom, wird die jährliche Erzeugung eingeschätzt, indem die Nennleistung der Anlage mit der Benutzungsdauer von 2.000 Stunden multipliziert wird.

§ 3. Unter Berücksichtigung der Entwicklung der Öffnung der Elektrizitätsmärkte in den anderen Mitgliedstaaten der europäischen Union und nach Begutachtung durch die "CWAPE", bestimmt die Wallonische Regierung neue Zulässigkeitschwellen. Die Endverbraucher, deren Jahresverbrauch 10 GWh je Gelände erreicht oder überschreitet, werden spätestens am 31. Dezember 2002 zugelassen. Alle Endverbraucher der Hochspannung werden spätestens am 31. Dezember 2004 zugelassen.

§ 4. In dem Jahr, das auf die Zulassung aller Endverbraucher der Hochspannung folgt, bewertet die "CWAPE" das Funktionieren des regionalen Elektrizitätsmarkts und kontrolliert die Einhaltung der Verpflichtungen öffentlichen Dienstes und den reibungslosen Ablauf der zu diesem Zweck vorgesehenen Verfahren. Auf der Grundlage dieser Bewertung und nach Begutachtung durch die "CWAPE" kann die Wallonische Regierung der gesamten oder teilweisen gebunden gebliebenen Kundschaft die Zulässigkeit gewähren.

§ 5. Unter Beachtung der von der Wallonischen Regierung vorgeschriebenen Modalitäten kontrolliert die "CWAPE" die Einhaltung der Bedingungen für die Zulässigkeit der in den vorhergehenden Paragraphen erwähnten Verbraucher.

Art. 28 - Nach Begutachtung durch die "CWAPE" kann die Wallonische Regierung den Zugang zum Netz für die für in der wallonischen Region angesiedelte zugelassene Verbraucher bestimmte Stromeinfuhr aus anderen Mitgliedstaaten der europäischen Union einschränken oder untersagen, insofern der Verbraucher, wenn er in seinem ursprünglichen Mitgliedstaat ansässig wäre, nicht über die Eigenschaft als zugelassener Verbraucher im Sinne der Gesetzgebung dieses Staates verfügen würde.

Art. 29 - § 1. Unbeschadet der in Sachen Raumordnung anwendbaren Bestimmungen, unterliegt die Errichtung neuer Direktleitungen vorher der Gewährung einer individuellen Genehmigung, die von dem Minister nach Begutachtung durch die "CWAPE" ausgestellt wird. Die Wallonische Regierung bestimmt die Rechte und Pflichten des Genehmigungsinhabers.

§ 2. Nach Begutachtung durch die "CWAPE" bestimmt die Wallonische Regierung die Kriterien und das Verfahren zur Gewährung der in § 1 erwähnten Genehmigungen, sowie die für die Untersuchung der Akte zu zahlende Gebühr. Diese Genehmigung wird jedoch durch die Verweigerung des Zugangs zum Netz, das Fehlen eines Angebots für die Benutzung des Netzes zu vernünftigen wirtschaftlichen und technischen Bedingungen oder entgegen der Durchführung einer in Artikel 34, 1° erwähnten Verpflichtung öffentlichen Dienstes bedingt.

KAPITEL 6 – *Stromversorger und Zwischenhändler*

Art. 30 - § 1. Lediglich die Gemeinden sind befugt, die auf ihrem Gebiet ansässigen gebundenen Kunden mit Strom zu versorgen. Um diese Aufgabe zu erfüllen, können sie sich jedoch zusammenschließen oder diese Aufgabe dem Betreiber des Verteilernetzes anvertrauen.

§ 2. Jeder Stromversorger, der den gebundenen Kunden Strom liefert, unterliegt vorher der Gewährung einer von dem Minister ausgestellten Lizenz.

§ 3. Nach Begutachtung durch die "CWAPE" bestimmt die Wallonische Regierung unter Einhaltung der im vorliegenden Paragraphen angeführten Bedingungen die Kriterien zur Gewährung, zur Revision oder zum Entzug der in § 2 erwähnten Lizenz. Diese Kriterien betreffen insbesondere:

- 1° die Ehrbarkeit und Berufserfahrung des Antragstellers, dessen technische und finanzielle Befähigungen und die Qualität seiner Organisation;
- 2° die juristische und Verwaltungsautonomie des Antragstellers entgegen der Netzbetreiber;
- 3° die Einhaltung der in Artikel 42, 2° erwähnten Verpflichtungen öffentlichen Dienstes.

§ 4. Nach Begutachtung durch die "CWAPE" bestimmt die Wallonische Regierung:

1° das Verfahren zur Gewährung der in § 2 erwähnten Lizenz, insbesondere die Beantragungsform, die Untersuchung der Akte, die Fristen, innerhalb welcher der Minister einen Beschluss fassen und diesen dem Antragsteller zustellen muss, und die von dem Antragsteller für die Untersuchung der Akte zu zahlende Gebühr;

2° das Werden der Lizenz im Falle einer Änderung der Kontrolle, Fusion oder Spaltung seitens des Lizenzinhabers, und gegebenenfalls die zu erfüllenden Bedingungen und das einzuhaltende Verfahren für die Beibehaltung oder Erneuerung der Lizenz. Im Falle einer Fusion zwischen Stromversorgern, die Inhaber einer Lizenz sind, wird Letztere automatisch dem fusionierten Gebilde erteilt.

Art. 31 - Den Stromversorgern, die als "grüne Stromversorger" anerkannt werden möchten, stellt der Minister eine zusätzliche Lizenz aus. Die Angaben zu diesen grünen Unternehmen werden der "CWAPE" übermittelt.

Die grünen Stromversorger müssen jedes Jahr bei der "CWAPE" den Kauf von mindestens 50% ihrer Stromlieferungen in Form von grünem Strom nachweisen. Die Wallonische Regierung bestimmt die Änderungen, Verfahren für den Nachweis und das Beweismaterial.

Art. 32 - Jede Tätigkeit als Zwischenhändler muss vorher Gegenstand einer Erklärung an den Minister sein. Diese Erklärung beinhaltet:

- 1° Name, Vornamen, Beruf, Wohnsitz und Staatsangehörigkeit des Antragstellers;
- 2° im Falle eines Unternehmens, Gesellschaftsname oder Bezeichnung, Rechtsform, Gesellschaftssitz, Satzungen und gegebenenfalls Unterlagen, die Befugnisse des oder der Antragsteller bescheinigen.

KAPITEL 7 – *Geschützte Kunden*

Art. 33 - § 1. Die Endverbraucher, die den Kriterien einer der nachstehenden Kategorien entsprechen, gelten als "geschützte Kunden":

1° jeder Verbraucher, der aufgrund des Gesetzes vom 7. August 1974 zur Einführung des Rechts auf ein Existenzminimum das Existenzminimum bezieht;

2° jeder Verbraucher, dessen eventueller, unter demselben Dach wohnender Vorfahr oder Nachkomme oder dessen Mitbewohner aufgrund des Gesetzes vom 7. August 1974 zur Einführung des Rechts auf ein Existenzminimum das Existenzminimum bezieht;

3° jeder Verbraucher, der selbst oder dessen eventueller, unter demselben Dach wohnender Vorfahr oder Nachkomme oder dessen Mitbewohner einen günstigen Gewährungsbeschluss für folgende Beihilfen erhält:

a. garantiertes Einkommen für Betagte aufgrund des Gesetzes vom 1. April 1969 zur Einführung eines garantierten Einkommens für Betagte;

b. Einkommensersatzbeihilfe aufgrund des Gesetzes vom 27. Februar 1987 über die Behindertenbeihilfen;

c. Eingliederungsbeihilfe aufgrund des Gesetzes vom 27. Februar 1987 über die Behindertenbeihilfen für einen zu den durch den Ministerialerlass vom 30. Juli 1987 zur Festlegung der Kategorien und der Leitlinien für die Bewertung des Autonomiegrades hinsichtlich der Überprüfung des Anrechts auf die Eingliederungsbeihilfe bestimmten Kategorien II, III oder IV gehörenden Behinderten;

d. Beihilfe zur Unterstützung von Betagten aufgrund des Gesetzes vom 27. Februar 1987 über die Behindertenbeihilfen;

e. Behindertenbeihilfe nach einer dauernden Arbeitsunfähigkeit oder einer Invalidität von mindestens 65% aufgrund des Gesetzes vom 27. Juni 1969 über die Gewährung von Behindertenbeihilfen innerhalb der durch den Artikel 28 des Gesetzes vom 27. Februar 1987 über die Behindertenbeihilfen festgelegten Grenzen;

f. Zulage für die Hilfe einer Drittperson aufgrund des Gesetzes vom 27. Juni 1969 über die Gewährung von Behindertenbeihilfen innerhalb der durch den Artikel 28 des Gesetzes vom 27. Februar 1987 über die Behindertenbeihilfen festgelegten Grenzen.

4° jeder Verbraucher, der einen von dem öffentlichen Sozialhilfezentrum gewährten Vorschuss für eine in den Punkten 1°, 2° und 3° erwähnte Leistung erhält;

5° jeder Verbraucher, der einen von einem öffentlichen Sozialhilfezentrum gefassten günstigen Beschluss für eine erzieherische Betreuung finanzieller Art erhält, oder der in Anwendung des Dekrets vom 7. Juli 1994 über die Zulassung von auf dem Gebiet der Schuldenvermittlung tätigen Einrichtungen und von den in Artikel 1675/17 des Gerichtsgesetzbuches angeführten Schuldenvermittler eine von einer zugelassenen Einrichtung gewährleistete Begleitung in Anspruch nimmt;

6° jeder Verbraucher, der eine ganz oder teilweise vom Föderalstaat übernommene Hilfeleistung auf der Grundlage der Artikel 4 und 5 des Gesetzes vom 2. April 1965 bezüglich der Übernahme der von den öffentlichen Sozialhilfezentren gewährten Hilfeleistungen erhält.

§ 2. Im Falle einer von dem Stromversorger gemeldeten Nichtzahlung oder auf Anfrage des geschützten Kunden installiert der Netzbetreiber bei diesem Kunden einen mit einem Leistungsbegrenzer ausgestatteten Budgetzähler.

KAPITEL 8 – *Verpflichtungen öffentlichen Dienstes*

Art. 34 - Nach Begutachtung durch die "CWAPE" werden von der Wallonischen Regierung deutlich definierte, transparente, nichtdiskriminierende und kontrollierbare Verpflichtungen öffentlichen Dienstes auferlegt, und zwar folgenden Personen:

1° den Netzbetreibern, insbesondere:

- a. in Sachen Sicherheit, Gleichmäßigkeit und Qualität der Stromlieferungen;
- b. im sozialen Bereich, wobei die Anschlusspflicht, die zu treffenden Maßnahmen, wenn ein Endverbraucher dem Stromversorger einen Betrag schuldig ist, die Verpflichtung, bei einem eines Betrags schuldigen geschützten Kunden einen mit einem Leistungsbegrenzer ausgestatteten Budgetzähler zu installieren, sowie die Stromversorgung zu einem sozialen Tarif für die geschützten Kunden zu den Verpflichtungen gehören;
- c. in Sachen Umweltschutz, unter anderem dem in der wallonischen Region erzeugten grünen Strom den Vorrang zu geben, die Verpflichtung zum Kauf einer Mindestmenge grünen Stroms, sowie die Information und Sensibilisierung bezüglich des Energieverbrauchs, um zu einer rationellen Nutzung der Energie anzuregen;

2° den Stromversorgern und Zwischenhändlern, unter anderem:

- a. in Sachen Gleichmäßigkeit, Qualität und Berechnung der Stromlieferungen;
- b. in Sachen Umweltschutz, insbesondere die Verpflichtung zum Kauf einer bestimmten Mindestmenge grünen Stroms;
- c. im sozialen Bereich, insbesondere die in Artikel 33, § 2 erwähnte minimale Stromversorgung und die Verpflichtung, jeden antragstellenden Haushaltskunden zu nichtdiskriminierenden Bedingungen als Kunden zu akzeptieren;
- d. in Sachen Information und Sensibilisierung zur rationellen Energienutzung, insbesondere die Verpflichtung, tarifliche Formeln anzuwenden, welche die rationelle Energienutzung fördern.

Art. 35 - § 1. Die Wallonische Regierung richtet zwei Haushaltsfonds im Sinne des Artikels 45 der koordinierten Gesetze über die Staatsbuchführung ein, einerseits einen Fonds "Energie" und andererseits einen Fonds "Soziales".

Der Fonds "Energie" finanziert die politischen Maßnahmen zur Förderung der erneuerbaren Energieträger und zur rationellen Energienutzung, sowie die mit dem in Artikel 34 erwähnten Umweltschutz verbundenen Verpflichtungen.

Der Fonds "Soziales" finanziert die im Bereich der Energie getroffenen politischen Maßnahmen, sowie die in Artikel 34 erwähnten Verpflichtungen mit Sozialcharakter.

§ 2. Diese Fonds werden folgendermaßen finanziert:

1° durch die in den Artikeln 21, § 3, 1°, 29, § 2 und 30, § 4, 1° erwähnten Gebühren, die im Sinne des Artikels 59 zu zahlenden Gebühren und die in Artikel 53 erwähnten administrativen Geldstrafen;

2° durch die im Sinne gesetzlicher, vorschriftsmäßiger und vertragsmäßiger Bestimmungen dem Fonds zugeteilten Geldmittel, um die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes des Energiesektors zu finanzieren;

3° durch eine in Centime je übertragene kWh ausgedrückte Gebühr, die von dem mit der Versorgung eines an eine Spannungslinie von weniger oder gleich 70 kV angeschlossenen Endverbrauchers beauftragten Netzbetreiber eingezogen wird; die mittels einer Direktleitung übertragenen kWh sind Gegenstand einer gleichwertigen Erhebung durch die "CWAPE"; die Wallonische Regierung legt die Modalitäten zur Erhebung der Gebühr fest.

Die Verwaltung des Fonds "Soziales" wird jährlich durch einen Begleitausschuss bewertet, dessen Zusammensetzung von der Wallonischen Regierung bestimmt wird.

Dieser Begleitausschuss gibt Empfehlungen über die Verwaltung des Fonds "Soziales".

Ein jährlicher Bericht über den Verwendungszweck der oben erwähnten Fonds wird von der "CWAPE" erstellt. Er wird dem durch den Artikel 51 eingerichteten Energieausschuss und dem Wallonischen Regionalrat von der Wallonischen Regierung übermittelt.

KAPITEL 9 – *Energieerzeugung aus erneuerbaren Energieträgern und hochwertiger Kraft/Wärme-Kopplung*

Art. 36 - Jede Anlage für Energieerzeugung aus erneuerbaren Energieträgern oder hochwertiger Kraft/Wärme-Kopplung ist Gegenstand einer vorherigen Erklärung an den Minister. Diese Erklärung beinhaltet:

- 1° Name, Vornamen, Beruf, Wohnsitz und Staatsangehörigkeit des Meldepflichtigen;
- 2° im Falle eines Unternehmens: Gesellschaftsname oder Bezeichnung, Rechtsform, Gesellschaftssitz, Satzungen und Unterlagen, die die Befugnisse des oder der Antragsteller bescheinigen;
- 3° der benutzte Energieträger;
- 4° die Strom- und gegebenenfalls die Wärmeerzeugungskapazität der Anlage.

KAPITEL 10 – *Förderung der erneuerbaren Energieträger und der hochwertigen Kraft/Wärme-Kopplung*

Art. 37 - Um die Erzeugung von grünem Strom in der wallonischen Region zu fördern, führt die Wallonische Regierung ein System mit grünen Bescheinigungen und/oder ein Verfahren zur Erzeugungsbeihilfe ein.

Art. 38 - § 1. Nach Begutachtung durch die "CWAPE" bestimmt die Wallonische Regierung die Zuteilungsbedingungen und legt die Modalitäten und das Gewährungsverfahren für die dem in der wallonischen Region erzeugten grünen Strom zugeteilten grünen Bescheinigungen fest, und zwar unter Einhaltung der nachstehenden Bestimmungen.

§ 2. Eine grüne Bescheinigung wird für eine Anzahl erzeugte kWh zugeteilt, die einer durch den Prozentsatz des eingesparten Kohlendioxids dividierten MWh entspricht.

Der Prozentsatz des eingesparten Kohlendioxids wird errechnet, indem die von dem betroffenen Energieerzeugungsverfahren erzielte Einsparung von Kohlendioxid durch die Kohlendioxidemissionen des klassischen Stromerzeugungsverfahrens, dessen Emissionen jährlich von der "CWAPE" festgelegt und veröffentlicht werden, dividiert wird. Dieser Prozentsatz des eingesparten Kohlendioxids ist auf 2 beschränkt.

Die im vorhergehenden Absatz betroffenen Kohlendioxidemissionen sind diejenigen, die von dem gesamten grünen Stromerzeugungszyklus erzeugt werden, einschließlich der Brennstoffherzeugung, der unter Umständen bei der Verbrennung erzeugten Emissionen und gegebenenfalls der Abfallbehandlung. In einer hybriden Anlage werden die gesamten Emissionen der Anlage berücksichtigt.

Die verschiedenen Koeffizienten der Kohlendioxidemissionen eines jeden betroffenen Energieerzeugungsverfahrens werden von der "CWAPE" genehmigt.

§ 3. Die "CWAPE" teilt den grünen Stromerzeugern die grünen Bescheinigungen zu. Diese Bescheinigungen sind übertragbar.

Art. 39 - § 1. Nach Begutachtung durch die "CWAPE" legt die Wallonische Regierung die Mindestmenge und die Eigenschaften der grünen Bescheinigungen fest, die von den Netzbetreibern und Stromversorgern vor dem 31. Dezember eines jeden Jahres gemäß dem Artikel 34, 1°, c. und 2°, b. der "CWAPE" übermittelt werden müssen.

Die für den in den anderen Regionen Belgiens oder in den in Artikel 6 des Gesetzes erwähnten Gebieten erzeugten grünen Strom gewährten grünen Bescheinigungen können in der im vorhergehenden Absatz erwähnten Quote berechnet werden, insofern die in der Wallonischen Region gewährten gleichwertigen grünen Bescheinigungen in der Quote der betreffenden Regionen berechnet werden können.

Nach Begutachtung durch die "CWAPE" bestimmt die Wallonische Regierung die Bedingungen, unter denen sie die gleichwertigen Bescheinigungen für den außerhalb Belgiens erzeugten Strom annehmen kann, und zwar gegen Vorlegung gleichwertiger Garantien in Sachen Gewährung dieser Bescheinigungen.

§ 2. Unter Einhaltung der Bestimmungen des Artikels 53, § 2 legt die Wallonische Regierung den Betrag der von den Netzbetreibern und Stromversorgern im Falle einer Nichtbeachtung des § 1 zu zahlenden Geldstrafe fest. Der Ertrag dieser Geldstrafen finanziert den Fonds "Energie".

Art. 40 - § 1. Nach Begutachtung durch die "CWAPE" bestimmt die Wallonische Regierung die Zuteilungsbedingungen und legt die Modalitäten und Gewährungsbedingungen der Beihilferegelung für die Erzeugung von in der wallonischen Region gewonnenem grünem Strom fest, und zwar unter Einhaltung folgender Bestimmungen:

Nach Begutachtung durch die "CWAPE" bestimmt die Wallonische Regierung jährlich den Betrag, der für jede aus den in der wallonischen Region gelegenen Anlagen zur Erzeugung von grünem Strom erzeugte kWh gewährt wird.

Dieser Betrag kann je nach der erneuerbaren Energiequelle, der benutzten Technologie, der Leistung der Anlage, dem Standort und der vermiedenen Menge an Kohlendioxid unterschiedlich sein.

§ 2. Die Beihilferegelung für die Stromerzeugung wird dem Erzeuger während der Abschreibungsdauer der Anlage und höchstens zehn Jahre nach deren Inbetriebsetzung gewährt. Der bei der Gewährung der Beihilferegelung für die Stromerzeugung bestimmte Betrag wird für die gesamte Dauer der Regelung festgesetzt.

§ 3. Die in den vorhergehenden Paragraphen erwähnte Beihilferegelung für die Stromerzeugung ist nicht mit dem System der grünen Bescheinigungen kumulierbar. Der Erzeuger entscheidet sich für einen der beiden Mechanismen.

Art. 41 - Ungeachtet des Artikels 40, § 3 und nach Begutachtung durch die "CWAPE" wird zu dem System der grünen Bescheinigungen eine zusätzliche Beihilferegelung für die Stromerzeugung zugunsten der Erzeuger erstellt, die in der wallonischen Region aus vielversprechenden, aber aufstrebenden, von der Regierung festgelegten Techniken Strom erzeugen.

Nach Begutachtung durch die "CWAPE" bestimmt die Wallonische Regierung jährlich den Betrag, der für jede aus den in dem vorhergehenden Absatz erwähnten Anlagen erzeugte kWh gewährt wird. Dieser Betrag kann je nach der erneuerbaren Energiequelle, der benutzten Technologie, der Leistung der Anlage, dem Standort und der vermiedenen Menge an Kohlendioxid unterschiedlich sein.

Art. 42 - § 1. Die Erzeugung von grünem Strom unterliegt der Gewährung einer Herkunftsgarantie, die gemäß dem von der Regierung festgelegten Verfahren ausgestellt wird.

§ 2. Die Wallonische Regierung bestimmt die Kriterien und das Verfahren der Gewährung, der Revision und des Entzugs der Herkunftsgarantie. Diese Kriterien betreffen insbesondere die Fähigkeit, die tatsächlich erzeugte Strommenge zu kontrollieren.

In der Herkunftsgarantie werden die Energiequelle, aus welcher der Strom erzeugt wurde, die Leistung der Anlage und die benutzte Technologie vermerkt und die Daten und Erzeugungsorte angegeben.

§ 3. Wenn die in § 1 erwähnten Erzeuger die Gesamtheit ihrer Produktion nicht absetzen können, sind die mit der Stromversorgung gebundener Kunden beauftragten Stromversorger verpflichtet, den gemäß § 1 von auf ihrem Versorgungsgebiet eingerichteten Anlagen erzeugten überschüssigen Strom zum Marktpreis und im Rahmen des Bedarfs ihrer Kunden zu kaufen. Über diesen Bedarf hinaus wird die Verpflichtung auf die anderen Stromversorger übertragen.

KAPITEL 11 - "Commission wallonne pour l'énergie" (Wallonische Kommission für Energie)

Art. 43 - § 1. Eine "Commission wallonne de régulation pour l'énergie" (Wallonische Regulierungskommission für Energie) wird gegründet. Die "CWAPE" ist eine eigenständige Einrichtung mit Rechtspersönlichkeit, deren Gesellschaftssitz in dem Verwaltungsbezirk von Namur liegt.

§ 2. Die "CWAPE" hat einerseits eine Beratungsaufgabe bei den Behörden, was die Organisation und den Betrieb des regionalen Elektrizitätsmarkts betrifft, und andererseits eine allgemeine Kontroll- und Überwachungsaufgabe bei der Anwendung der entsprechenden Dekrete und Erlasse.

Die "CWAPE":

1° erteilt begründete Gutachten und unterbreitet Vorschläge in den durch das vorliegende Dekret und seine Durchführungserlasse bestimmten Fällen;

2° führt Forschungen und Untersuchungen über den Elektrizitätsmarkt auf eigene Initiative oder auf Anfrage des Ministers oder der Wallonischen Regierung aus;

3° bestimmt und veröffentlicht jährlich die jährlichen Betriebserträge der in Artikel 2, 3° gemeinten Anlagen und die Kohlendioxidemissionen einer herkömmlichen Produktion gemäß Artikel 2, 5°;

4° organisiert eine Vergleichs- und Schiedsstelle gemäß Artikel 48;

5° überprüft, ob der Netzbetreiber die Bestimmungen der Artikel 11 und 12 gleich wie ihre Durchführungserlasse einhält;

6° erarbeitet die technische Regelung im Einvernehmen mit den Netzbetreibern und überprüft deren Anwendung;

7° überprüft die Durchführung des Anpassungsplans durch die Netzbetreiber;

8° überprüft die Beachtung der Zulässigkeitsbedingungen der in Artikel 27 gemeinten Verbraucher;

9° überprüft, ob die Bedingungen im Rahmen der Vergabe der Genehmigungen für den Bau neuer Direktleitungen auf Grund des Artikels 29 beachtet werden;

10° überprüft die Beachtung der zu erfüllenden Bedingungen um als "grüner Stromversorger" anerkannt zu werden;

11° überprüft und bewertet die Durchführung der in Artikel 34 gemeinten öffentlichen Verpflichtungen öffentlichen Dienstes;

12° bestimmt das Verfahren zur Berechnung der tatsächlichen Nettokosten der Verpflichtungen öffentlichen Dienstes und überprüft die durch jedes betroffene Unternehmen gemäß diesem Verfahren durchgeführten Berechnungen;

13° überprüft die Beachtung der in Kapitel 10 des vorliegenden Dekrets gemeinten Maßnahmen, insbesondere die aus erneuerbaren Energieträgern oder Kraft/Wärme-Kopplungsanlagen hergestellten Elektrizitätsmengen;

14° gewährt die grünen Zeugnisse gemäß den Modalitäten und dem Verfahren gemäß Art. 38;

15° bestimmt den Betrag der Ordnungsstrafen gemäß Artikel 53, § 1;

16° arbeitet mit den Strommarktordnungsstellen zusammen;

17° arbeitet mit dem Kontrollausschuss zusammen, damit dieser das Nichtvorhandensein von überkreuzten Zuschüssen zwischen Kundenkategorien überprüfen kann.

18° bestimmt die Informationen, die der Netzbetreiber dem Kontrollausschuss, der "CWAPE" und dem Minister mitteilen muss, um insbesondere Energiebilanzen auszuarbeiten;

19° erfüllt alle anderen Aufgaben, die ihm durch Dekrete oder Erlasse bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts zugeteilt werden.

Dort wo das vorliegende Dekret oder seine Durchführungserlasse das Gutachten der "CWAPE" vorschreibt bzw. vorschreiben, kann diese aus eigener Initiative Vorschläge unterbreiten.

§ 3. Die "CWAPE" unterbreitet jedes Jahr der Wallonischen Regierung einen Bericht über die Erfüllung ihrer Aufgaben und die Entwicklung des regionalen Elektrizitätsmarkts. Der Minister teilt diesen Bericht spätestens am ersten Semester dem Wallonischen Regionalrat mit. Er sorgt dafür, dass der Bericht entsprechend veröffentlicht wird.

Art. 44 - § 1. Die "CWAPE" arbeitet eine allgemeine Dienstordnung aus, die der Wallonischen Regierung zur Genehmigung vorgelegt wird.

§ 2. Wenn aufgrund des vorliegenden Dekrets oder seiner Durchführungserlasse ein Gutachten der "CWAPE" erforderlich ist, hat die "CWAPE" dieses Gutachten innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab dem Datum, an dem der schriftliche Antrag bei ihr eingegangen ist, abzugeben, soweit es keine anderslautende spezifische Bestimmung gibt. Fehlt ein Gutachten innerhalb des obengenannten Zeitraums, so gilt dies als günstiges Gutachten.

Art. 45 - § 1. Die "CWAPE" besteht aus einem Vorsitzenden und drei Verwaltern, die nach einem Aufruf an die Öffentlichkeit zur Einreichung von Bewerbungen für einen erneuerbaren Zeitraum von sechs Jahren durch die Wallonische Regierung ernannt werden. In Abweichung von dem oben angeführten werden zwei Verwalter bei der Bildung der "CWAPE" für eine ursprüngliche Dauer von drei Jahren ernannt. Der Vorsitzende und die Verwalter werden auf Grund ihrer Sachkunde ausgewählt.

Durch ordnungsgemäß begründeten Beschluss kann die Wallonische Regierung das Mandat des Vorsitzenden oder des Verwalters verfrüht beenden. Bei Rücktritt, Todesfall oder Absetzung des Vorsitzenden oder eines Verwalters ernennt die Wallonische Regierung einen Nachfolger, der das Mandat seines Vorgängers zu Ende führt.

§ 2. Die Wallonische Regierung bestimmt die Unvereinbarkeiten mit dem Mandat als Vorsitzender oder Verwalter der "CWAPE" und die anwendbaren Regeln bei Interessenskonflikten.

Die Unvereinbarkeiten betreffen die Ausführung einer ministeriellen oder parlamentarischen Tätigkeit und die Ausführung einer entlohnten oder auch nicht entlohnten Tätigkeit im Dienst eines Erzeugers, eines Netzbetreibers, eines Stromversorgers oder eines Zwischenhändlers. Die Unvereinbarkeit gilt für die gesamte Dauer des Mandats und für eine weitere Dauer von zwei Jahren nach dem Ablauf des Mandats.

§ 3. Die Wallonische Regierung verabschiedet die Grundsätze über die Entlohnung des Vorsitzenden und der Verwalter der Kommission.

§ 4. Der Vorsitzende und die drei Verwalter bilden den Direktionsausschuss, der unbeschadet der Bestimmungen der allgemeinen Dienstordnung Stellungnahmen abgibt, und die "CWAPE" vertritt. Der Vorsitzende vertritt jedoch die "CWAPE" bei allen ihren gerichtlichen Handlungen.

§ 5. Der Vorsitzende führt den Vorsitz des Direktionsausschusses und hat eine ausschlaggebende Stimme bei Stimmengleichheit.

Art. 46 - § 1. Die Dienststellen der "CWAPE" teilen sich in drei Direktionen, nämlich:

1° eine Direktion "technische Funktionsweise des Marktes";

2° eine Direktion "Überprüfung der Verpflichtungen öffentlichen Dienstes und der Systeme zur Förderung des grünen Stroms";

3° eine Verwaltungsdirektion.

§ 2. Das Personal der "CWAPE" wird auf der Grundlage von Arbeitsverträgen, die durch das Gesetz vom 3. Juni 1978 über die Arbeitsverträge geregelt sind, angeworben und beschäftigt.

§ 3. Die Wallonische Regierung gründet einen "Regulierungsfonds" genannten Fonds im Sinne von Artikel 45 der koordinierten Gesetze über die Staatsbuchführung. Dieser Fonds dient zur Deckung der Ausgaben der "CWAPE", und wird durch eine in Centime je übertragene kWh ausgedrückte Gebühr finanziert, die von dem mit der Versorgung eines an eine Spannungslinie von weniger oder gleich 70 kV angeschlossenen Endverbrauchers beauftragten Netzbetreiber eingezogen wird; die mittels einer Direktleitung übertragenen kWh sind Gegenstand einer gleichwertigen Erhebung durch die "CWAPE".

Die Wallonische Regierung legt die Modalitäten zur Erhebung der Gebühr fest.

Die im vorstehenden Absatz erwähnte Gebühr entspricht dem an die Entwicklung des Indexes der Verbraucherpreise gebundenen notwendigen Finanzierungsbetrag, geteilt durch die Gesamtanzahl der in die Netze und Direktleitungen mit einer Spannung von höchstens 70 kV eingespeisten kWh, mit Ausnahme der den Transit betreffenden kWh.

Art. 47 - § 1. Bei der Erfüllung der ihr anvertrauten Aufgaben ist die "CWAPE" berechtigt, von den Netzbetreibern sowie den Erzeugern, Stromversorgern und Zwischenhändlern, die auf dem regionalen Markt tätig sind, alle für die Ausführung ihrer Aufgaben notwendigen Auskünfte zu verlangen. Sie ist berechtigt, an Ort und Stelle ihre Bücher zu prüfen.

§ 2. Die Mitglieder und das Personal der "CWAPE" sind an das Berufsgeheimnis gebunden. Sie sind nicht berechtigt, irgend jemandem die vertraulichen Auskünfte, von denen sie aufgrund ihres Amtes bei der "CWAPE" Kenntnis genommen haben, zu verbreiten, außer wenn sie vor Gericht als Zeuge vorgeladen werden, unbeschadet von § 3 und vom Informationsaustausch mit den zuständigen Behörden anderer Mitgliedstaaten der Europäischen Union, so wie er ausdrücklich in den durch die Institutionen der Europäischen Union verabschiedeten Verordnungen und Richtlinien vorgesehen und genehmigt ist.

Jeder Verstoß gegen den ersten Absatz wird mit den in Artikel 458 des Strafgesetzbuches vorgesehenen Strafen geahndet.

§ 3. Die "CWAPE" kann dem Minister und den Strommarktordnungsstellen die für die Erfüllung ihrer jeweiligen Aufgaben notwendigen Informationen mitteilen.

Art. 48 - Die "CWAPE" organisiert eine Vergleichs- und Schiedsstelle für die Streitsachen über den Zugang zum Netz und über die Anwendung der technischen Regelung. Die "CWAPE" übernimmt die Schriftführung dieser Dienststelle.

Die Wallonische Regierung legt deren Ordnung auf Vorschlag der "CWAPE" fest und stellt eine Liste von Sachverständigen auf, die sowohl als Schlichter als auch als Schiedsgutachter tätig werden können. Die Mitglieder und das Personal der "CWAPE" sind nicht berechtigt, als Schiedsgutachter bezeichnet zu werden. Die Wallonische Regierung bestimmt die anderen Unvereinbarkeiten.

Die Wallonische Regierung legt den Betrag der ihnen gewährten Anwesenheitsmarken fest. Diese gehen zu Lasten des Haushaltsplans der "CWAPE".

Art. 49 - § 1. Innerhalb der "CWAPE" wird ein «Berufungskammer» genanntes selbstständiges Organ gegründet, das auf Antrag einer der Parteien über die Streitfälle zwischen dem Netzbetreiber und dem Benutzer dieses Netzes, was den Zugang zu diesem Netz betrifft, befindet, mit Ausnahme der Streitfälle, welche die vertraglichen Rechte und Pflichten betreffen.

§ 2. Die Berufungskammer wird aus einem Vorsitzenden, zwei anderen Mitgliedern und drei Stellvertretern zusammengesetzt, die für eine erneuerbare Dauer von sechs Jahren durch die Wallonische Regierung ernannt werden. In Abweichung vom Vorstehenden werden bei der Gründung der Berufungskammer ein Mitglied und ein Stellvertreter für eine anfängliche Dauer von zwei Jahren sowie ein Mitglied und ein Stellvertreter für eine anfängliche Dauer von vier Jahren ernannt.

Die Mitglieder und die Stellvertreter dürfen nicht unter den Mitgliedern und Arbeitnehmern der "CWAPE" oder unter den Mitgliedern der Vergleichs- und Schiedsstelle ausgewählt werden. Die Wallonische Regierung legt den Betrag der ihnen gewährten Anwesenheitsmarken fest. Diese gehen zu Lasten des Haushaltsplans der "CWAPE".

§ 3. Die Berufungskammer trifft eine begründete Verwaltungsentscheidung über die Sachen, mit denen sie befasst wird, nachdem sie die betroffenen Parteien angehört hat. Sie ist berechtigt, die gesamten notwendigen Ermittlungen vorzunehmen oder vornehmen zu lassen sowie falls erforderlich Sachverständige zu bestellen oder Zeugen anzuhören. Sie ist berechtigt, in dringenden Fällen Sicherungsmaßnahmen zu ergreifen.

§ 4. Die Wallonische Regierung legt die Verfahrensregeln fest, die in der Berufungskammer anwendbar sind.

Art. 50 - § 1. Die "CWAPE" unterliegt der Kontrolle der Wallonischen Regierung. Diese wird durch zwei von der Wallonischen Regierung ernannte und entlassene Kommissare ausgeübt. Die Wallonische Region trägt die mit der Ausübung ihrer Zuständigkeiten verbundenen Kosten.

§ 2. Die Kommissare der Regierung sind berechtigt, jederzeit und an Ort und Stelle Kenntnis von den Büchern, dem Briefwechsel, den Protokollen und im allgemeinen von allen Unterlagen und allen Schriftstücken der "CWAPE" zu nehmen. Sie sind berechtigt, von dem Vorsitzenden, den Verwaltern und den gesamten Personalmitgliedern der "CWAPE" alle benötigten Erläuterungen oder Auskünfte zu verlangen oder alle Überprüfungen, die sie für die Ausübung ihres Mandats für zweckmäßig halten, vorzunehmen. Sie haben das Recht, den Versammlungen des Direktionsausschusses mit beratender Stimme beizuwohnen.

§ 3. Die Kommissare der Regierung verfügen über eine Frist von fünf Werktagen, um einen Einspruch gegen jegliche Entscheidung zu erheben, die sie für gegen das Dekret, die Durchführungserlasse des Dekrets oder das allgemeine Interesse verstoßend halten. Der Einspruch hat eine aufschiebende Wirkung. Diese Frist läuft ab dem Tage der Versammlung, im Laufe deren die Entscheidung getroffen worden ist, soweit die Kommissare der Regierung ordnungsgemäß einberufen worden sind und andernfalls ab dem Tage, an dem sie davon Kenntnis genommen haben. Die Kommissare erheben ihren Einspruch bei der Regierung. Wenn die Regierung innerhalb einer Frist von fünfzehn Werktagen ab dem Datum des Aufschubs keinen Beschluss gefasst hat, wird die Entscheidung endgültig. Die Aufhebung einer Entscheidung wird dem Direktionsausschuss der "CWAPE" durch die Regierung mitgeteilt.

§ 4. Die Kommissare der Regierung verfassen jährlich einen für die Wallonische Regierung bestimmten Bewertungsbericht über die Tätigkeiten der "CWAPE". Dieser Bericht wird dem Minister vor dem 31. Juli übermittelt. Dieser legt ihn der Wallonischen Regierung vor.

§ 5. Die "CWAPE" unterliegt der Kontrolle des Rechnungshofs.

KAPITEL 12 – *Energieausschuss*

Art. 51 - § 1. Innerhalb von sechs Monaten nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets wird ein Energieausschuss gebildet, der damit beauftragt ist, auf Antrag der Regierung, der "CWAPE" oder auf eigene Initiative Gutachten über die Orientierung des regionalen Elektrizitätsmarkts im Sinne des allgemeinen Interesses, der nachhaltigen Entwicklung und der Aufgaben öffentlichen Dienstes abzugeben.

§ 2. Der Energieausschuss setzt sich aus vierundzwanzig effektiven Mitgliedern und vierundzwanzig stellvertretenden Mitgliedern zusammen, worunter:

1° sechs Vertreter, die vom "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonischen Region) vorgeschlagen werden;

2° vier Vertreter der Gemeinden, die von der "Union des villes et communes de Wallonie" (Vereinigung der Städte und Gemeinden der Wallonie) vorgeschlagen werden, worunter ein Mitglied, das durch die Sektion der ÖSHZ vorgeschlagen wird;

3° ein Vertreter der Provinzen, der von der "Association des provinces wallonnes" (Vereinigung der wallonischen Provinzen) vorgeschlagen wird;

4° ein Vertreter der Haushaltskunden, der von den Organisationen vorgeschlagen wird, die die Förderung und den Schutz der allgemeinen Interessen der Verbraucher in allen für sie relevanten Bereichen zum Zweck haben und die von den öffentlichen Behörden und den Berufskreisen unabhängig sind;

5° ein Vertreter von Umweltschutzorganisationen, die im Bereich der Energie tätig sind;

6° zwei Vertreter der Gewerkschaften des Elektrizitätssektors;

7° vier Vertreter der Netzbetreiber;

8° zwei Vertreter der Elektrizitätserzeuger, die nicht Erzeuger von Elektrizität aus erneuerbaren Energieträgern und aus hochwertigen Kraft/Wärme-Kopplungsanlagen sind;

9° ein Vertreter der Erzeuger von Elektrizität aus erneuerbaren Energieträgern;

10° ein Vertreter der Erzeuger von Elektrizität aus hochwertigen Kraft/Wärme-Kopplungsanlagen;

11° ein Vertreter der Stromversorger.

§ 3. Nur die in Punkten 1° bis 5° erwähnten Mitglieder haben eine beschließende Stimme.

§ 4. Die Mitglieder des Ausschusses werden von der Wallonischen Regierung für eine erneuerbare Dauer von drei Jahren auf Vorschlag der in § 2 erwähnten Organe ernannt. Die Mitglieder können jederzeit abgesetzt werden, wenn sie nicht in der Lage sind, ihr Amt auszuüben, oder wegen schwerer Verfehlung, oder wenn sie die Eigenschaft verlieren, auf deren Grundlage sie ernannt wurden.

§ 5. Der Vorsitzende und die Verwalter der "CWAPE" sind erlaubt, den Versammlungen ohne beschließende Stimme beizuwohnen.

§ 6. Der Energieausschuss hat seinen Sitz in der Wallonischen Region. Die Wallonische Regierung legt die Modalitäten, die sich auf die Arbeitsweise des Ausschusses beziehen, sowie den Betrag der gegebenenfalls gewährten Vergütungen und Anwesenheitsmarken fest.

§ 7. Das Sekretariat des Ausschusses wird vom Personal des "Conseil économique et social de la Région wallonne" übernommen gemäß Artikel 4, § 3 des Dekrets vom 25. Mai 1983 zur Abänderung des Rahmengesetzes vom 15. Juli 1970 zur Organisierung der Planung und wirtschaftlichen Dezentralisierung und zur Einführung eines "Conseil économique et social de la Région wallonne".

§ 8. Der Energieausschuss legt der Wallonischen Regierung jährlich einen Bericht vor. Innerhalb einer Frist, die zwei Monate nicht überschreitet, übermittelt die Wallonische Regierung dem Wallonischen Regionalrat diesen Bericht zur Information.

KAPITEL 13 – *Strafen*

Art. 52 - § 1. Die folgenden Personen werden mit einer Gefängnisstrafe von einem Monat bis einem Jahr und mit einer Geldbuße von 50 bis 20 000 BEF oder nur einer dieser Strafen belegt:

1° diejenigen, die sich den auf der Grundlage des vorliegenden Dekrets vorgenommenen Überprüfungen und Ermittlungen der "CWAPE" oder der Wallonischen Regierung widersetzen, ihnen die Information, die sie auf der Grundlage des vorliegenden Dekrets erteilen müssen, verweigern, oder die ihnen wissentlich falsche oder unvollständige Auskünfte erteilen;

2° diejenigen, die gegen die Bestimmungen von Artikeln 29, 30 § 2 und 31 verstoßen.

§ 2. Wenn der Zuwiderhandelnde eine juristische Person ist, können ebenfalls eine oder mehrere der folgenden Strafen wegen den in § 1 erwähnten Tatsachen verhängt werden:

1° die Auflösung; diese darf nicht gegenüber juristischen Personen öffentlichen Rechts verkündet werden;

2° das Verbot, eine Tätigkeit auszuüben, die in den Bereich des Gesellschaftszweckes fällt, mit Ausnahme der Tätigkeiten in Zusammenhang mit einer Aufgabe öffentlichen Dienstes;

3° die Schließung einer oder mehrerer Niederlassungen, mit Ausnahme derjenigen, in denen Tätigkeiten in Zusammenhang mit einer Aufgabe öffentlichen Dienstes ausgeübt werden;

4° die Veröffentlichung oder die Verbreitung des Beschlusses.

Art. 53 - § 1. Unbeschadet sonstiger im vorliegenden Dekret vorgesehener Maßnahmen ist die "CWAPE" berechtigt, jeder natürlichen oder juristischen Person, die in der Wallonischen Region ansässig ist, vorzuschreiben, sich innerhalb der von der "CWAPE" bestimmten Frist an bestimmte im vorliegenden Dekret oder in seinen Durchführungserlassen festgelegten Bestimmungen zu halten. Wenn diese Person am Ablauf der Frist dieser Verpflichtung noch immer nicht nachkommt, ist die "CWAPE" berechtigt, nachdem sie diese Person angehört oder ordnungsmäßig vorgeladen hat, ihr eine Ordnungsstrafe, deren Betrag sie festlegt, aufzuerlegen. Pro Kalendertag kann diese Strafe weder niedriger als 50 000 BEF noch höher als 4 Millionen BEF sein. Außerdem kann die Gesamtstrafe entweder 80 Millionen BEF oder, wenn der nachstehend genannte Betrag höher ist, 3% des Umsatzes, der die betroffene Person auf dem regionalen Elektrizitätsmarkt im Laufe des letzten abgeschlossenen Rechnungsjahres erzielt hat, nicht überschreiten.

Die nach Artikel 52 eingeleitete Strafverfolgung schließt eine Ordnungsstrafe aus, was die gerichtlich verfolgten Tatsachen betrifft, auch wenn die Verfolgung zu einem Freispruch führt.

§ 2. Unbeschadet von § 1 beträgt die in Artikel 39, § 2 erwähnte Ordnungsstrafe zwischen 3 000 und 5 000 BEF pro fehlende Bescheinigung.

§ 3. Die "CWAPE" informiert die betroffene Person per Einschreibebrief. Diese begründete Mitteilung gibt den Betrag der Ordnungsstrafe an.

§ 4. Das folgende Satzglied wird dem Artikel 569 des Gerichtsgesetzbuches, was die Wallonische Region betrifft, hinzugefügt:

"33° Einsprüche gegen den Beschluss, aufgrund Artikel 53, § 1 des Dekrets über die Organisation des regionalen Elektrizitätsmarktes Ordnungsstrafen aufzuerlegen".

§ 5. Wenn die betroffene Person mit der auferlegten Geldbuße nicht einverstanden ist, ist sie berechtigt, der "CWAPE" innerhalb von zehn Tagen ab der in § 3 erwähnten Mitteilung ihre Gegenargumente per Einschreibebrief zugehen zu lassen. Am Ablauf dieser Frist wird der Beschluss endgültig.

Die "CWAPE" kann ihren Beschluss zurückziehen oder den Betrag der Ordnungsstrafe anpassen, wenn sich die Gegenargumente als begründet erweisen. In diesem Fall wird eine neue Mitteilung zugeschickt.

§ 6. Nach der Sendung der in § 3 erwähnten Mitteilung muss die Ordnungsstrafe innerhalb von dreißig Tagen gezahlt werden.

Die "CWAPE" kann eine Nachfrist, die von ihr festgelegt wird, gewähren. Wenn die betroffene Person die Ordnungsstrafe nicht bezahlt hat, wird der Betrag dieser Strafe zwangsweise zurückgefordert. Die Wallonische Regierung bezeichnet die Beamten, die damit beauftragt werden, die Zahlungsbefehle auszustellen und für vollstreckbar zu erklären. Diese werden in der Form eines durch einen Gerichtsvollzieher übermitteltes Mahnschreiben zugestellt.

§ 7. Außer wenn kraft einer Bestimmung des vorliegenden Dekrets oder seiner Durchführungserlasse anders entschieden wird, wird der Ertrag der in § 1 erwähnten Ordnungsstrafen gleichmäßig unter die beiden in Artikel 35, § 1 erwähnten Fonds verteilt.

Art. 54 - Die Bestimmungen von den Artikeln 523 und 525 des Strafgesetzbuches finden Anwendung auf die gesamte oder teilweise Zerstörung der Infrastrukturen zur Erzeugung, Umwandlung, lokalen Übertragung, Versorgung oder Benutzung von Elektrizität bzw. auf die Verhinderung oder absichtliche Störung der Übertragung von Elektrizität durch das Netz.

Wer aus Fahrlässigkeit unabsichtlich Infrastrukturen zur Erzeugung, Umwandlung, lokalen Übertragung, Versorgung oder Benutzung von Elektrizität zerstört oder beschädigt hat bzw. die Übertragung von Elektrizität durch das Netz verhindert oder gestört hat, wird mit den in Artikel 563 des Strafgesetzbuches erwähnten Strafen bestraft.

KAPITEL 14 - *Übergangsbestimmungen und Inkrafttreten*

Art. 55 - Der Vorsitzende und die Verwalter der "CWAPE" werden innerhalb von sechs Monaten nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets ernannt. Solange der Vorsitzende und die Verwalter der "CWAPE" nicht ernannt worden sind, ist die Wallonische Regierung befugt, die Artikel, für deren Ausführung die "CWAPE" sorgen muss oder für die letztere ein Gutachten aufgrund des vorliegenden Dekrets abgeben muss, auszuführen.

Art. 56 - Solange die Wallonische Regierung gemäß Artikel 4 die Netzabschnitte zwischen 30 und 70 kV, die als "lokales Übertragungsnetz" betrachtet werden, nicht festgelegt hat, nimmt der jetzige Netzbetreiber die Aufgaben des Betreibers des lokalen Übertragungsnetzes wahr.

Art. 57 - Auf Vorschlag der Gemeinden und der Provinzen, wenn diese Mitglieder einer vor der Veröffentlichung des vorliegenden Dekrets im *Belgischen Staatsblatt* gegründeten Interkommunale für Stromversorgung sind, bezeichnet die Wallonische Regierung nach Gutachten der "CWAPE" spätestens zwölf Monate nach dem Inkrafttreten des Dekrets und auf der Grundlage der in Artikeln 3 bis 10 erwähnten Kriterien den oder die Betreiber der Verteilernetze für geographisch getrennte Gebiete, die nicht aufeinander übergreifen.

Ohne Vorschlag seitens der Gemeinden bzw. der Provinzen innerhalb von drei Monaten nach dem Datum der Veröffentlichung einer Bekanntmachung des Ministers im *Belgischen Staatsblatt* bezeichnet die Wallonische Regierung nach Gutachten der "CWAPE" den oder die Betreiber der Verteilernetze.

Übergangsweise werden die vor der Veröffentlichung dieses Dekrets im *Belgischen Staatsblatt* gegründeten Regionen und Interkommunale für Stromversorgung mit dem Betrieb des Verteilernetzes beauftragt.

Art. 58 - Der in Artikel 15 erwähnte Anpassungsplan des Verteilernetzes wird erstmals innerhalb von zwölf Monaten nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets aufgestellt.

Art. 59 - Innerhalb von drei Monaten nach dem Inkrafttreten des im zweiten Absatz erwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung informiert der Netzbetreiber den Eigentümer des Straßennetzes über das bestehende Netz, dessen Betrieb er am Zeitpunkt des Inkrafttretens des vorliegenden Dekrets auf dem besagten Straßennetz gewährleistet. Die in Artikel 20 erwähnte Gebühr ist sofort nach dieser Notifizierung zu zahlen.

Die Wallonische Regierung bestimmt das Verfahren zur Notifizierung im Bereich des Straßennetzes im Sinne des vorigen Absatzes, insbesondere die Form der Erklärung und die Unterlagen, die ihr beizufügen sind.

Art. 60 - Eine Gesellschaft, deren Mehrheitsaktionär privaten Rechts direkt oder indirekt die Mehrheit des Kapitals einer Interkommunale besitzt, die gemäß Artikel 57, Absatz 3 den Betrieb des Netzes gewährleistet, ist nicht berechtigt, die in Artikel 30, § 2 erwähnte Versorgungslizenz zu erhalten.

Art. 61 - Für das Jahr 2001 verfügt die "CWAPE" über eine Dotation von 80 Millionen BEF, die in den Haushaltsplan der Wallonischen Region eingetragen wird.

Art. 62 - Was die regionalen Zuständigkeiten betrifft, wird das Gesetz vom 10. März 1925 über die Stromversorgung aufgehoben.

Art. 63 - Die Wallonische Regierung legt das Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Dekrets fest.
Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.
Namur, den 12. April 2001

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,
S. KUBLA

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,
J. DARAS

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,
M. DAERDEN

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,
J. HAPPART

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
J.-M. SEVERIN

Der Minister der sozialen Angelegenheiten und der Gesundheit,
Th. DETIENNE

Die Ministerin der Beschäftigung und der Ausbildung,
Frau M. ARENA

Notes

(1) *Sitzungsperiode 2000-2001.*

Dokumente des Wallonischen Regionalrates, 177 (2000-2001) Nrn. 1 bis 37.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 28. März 2001.

Diskussion - Abstimmung.

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2001 — 1178

[C — 2001/27238]

12 APRIL 2001. — Decreet betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Bij dit decreet wordt Richtlijn 96/92/EG van het Europees Parlement en de Raad van 19 december 1996 betreffende gemeenschappelijke regels voor de interne markt voor elektriciteit omgezet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit decreet dient te worden verstaan onder :

1° "producent" : elke natuurlijke of rechtspersoon die elektriciteit produceert, met inbegrip van elke zelfopwekker;

2° "zelfopwekker" : elke natuurlijke of rechtspersoon die hoofdzakelijk voor eigen gebruik elektriciteit produceert;

3° "kwaliteitswarmtekrachtkoppeling" : de gecombineerde productie van elektriciteit en warmte uitgedacht volgens de behoeften aan warmte van de afnemer, die energie bespaart in verhouding tot de aparte productie van dezelfde hoeveelheden warmte en elektriciteit in moderne referentie-installaties waarvan het jaarlijkse exploitatierendement wordt vastgesteld en bekendgemaakt door de "Commission wallonne pour l'Energie - CWAPE" (Waalse Energiecommissie);

4° "hernieuwbare energiebronnen" : alle andere energiebronnen dan fossiele brandstoffen en kernsplijting, waarvan het toekomstige gebruik niet beperkt wordt door het verbruik daarvan, inzonderheid hydraulische energie, windenergie, zonne-energie, geothermische energie, biogas, organische producten en afvalstoffen van de land- en bosbouw, en het biologisch afbreekbare organische gedeelte van afvalstoffen;

5° "milieuvriendelijke elektriciteit" : elektriciteit geproduceerd d.m.v. hernieuwbare energiebronnen of kwaliteitswarmtekrachtkoppeling waarvan het productiekanaal minimum 10 % kooldioxydebesparing opwekt in verhouding tot kooldioxyde-emissies, die jaarlijks door de "CWAPE" vastgesteld en bekendgemaakt worden, d.m.v. een klassieke productie in moderne referentie-installaties, zoals bedoeld in artikel 2, 3°; de elektriciteit geproduceerd d.m.v. hydro-elektrische installaties of kwaliteitswarmtekrachtkoppeling wordt beperkt tot minder dan 20 megawatt (MW);

6° "milieuvriendelijk getuigschrift" : overdraagbaar effect toegekend aan producenten van milieuvriendelijke elektriciteit overeenkomstig artikel 38;

7° "net" : aantal lijnen voor elektriciteitsvervoer die gekoppeld zijn aan een belangrijk aantal gebruikers, met inbegrip van transformator-, schakel- en verdeelstations;

8° "distributienet" : elk net dat werkt aan een spanning die gelijk is aan of lager is dan 70 kilovolt (kV), voor het vervoer van elektriciteit naar eindafnemers op regionaal of lokaal niveau, met uitzondering van het lokale transmissienet;

9° "plaatselijk transmissienet" : gedeelten van het net met een spanning van 30 tot 70 kilovolt die voornamelijk dienen voor het vervoer van elektriciteit naar de distributienetten of voor het elektriciteitsverkeer van en naar koppelnetten die vastgesteld zijn door de Waalse Regering overeenkomstig artikel 4, § 1;

10° "distributie" : het vervoer van elektriciteit langs distributienetten met het oog op de levering ervan aan eindafnemers;

11° "neteigenaars" : de eigenaars van de infrastructuur en uitrusting die voornoemd net vormen;

12° "netbeheerder" : de beheerder(s) van het distributienet en/of de beheerder van het plaatselijke transmissienet, aangewezen overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk II;

13° "netgebruiker" : elke natuurlijke of rechtspersoon die als leverancier of afnemer op het transmissienet is aangesloten;

14° "ondersteunende diensten" : alle diensten die nodig zijn voor de exploitatie van het net;

15° "directe lijn" : elke elektriciteitslijn met spanning die minder is dan of gelijk is aan 70 kilovolt, met uitzondering van de lijnen die deel uitmaken van het distributienet of het plaatselijke transmissienet;

16° "site" : exploitatie- of verblijfplaats afgebakend door openbare wegen of eigendomsgrenzen met één of verscheidene leveringspunten en die door dezelfde persoon wordt geëxploiteerd of bezet;

17° "eindafnemer" : elke natuurlijke of rechtspersoon die elektriciteit koopt voor eigen gebruik;

18° "eindafnemer van het hoogspanningsnet" : elke eindafnemer die aangesloten is op een spanning die hoger is dan of gelijk is aan 1 kilovolt;

19° "in aanmerking komende afnemer" : elke afnemer die krachtens artikel 27 of krachtens de wetgeving van een ander Gewest of van een andere lidstaat van de Europese Unie, het recht heeft om elektriciteit te kopen aan distributeur van zijn keuze en, te dien einde, het recht heeft om toegang te krijgen tot het transmissienet tegen de voorwaarden bepaald in artikel 26;

20° "gebonden afnemer" : elke eindafnemer die het recht niet heeft om contracten voor de levering van elektriciteit te sluiten met een distributeur van zijn keuze;

21° "beschermd afnemer" : eindafnemer opgenomen in een in artikel 33 bedoelde categorie;

22° "sociaal tarief" : bijzonder tarief toepasselijk op beschermd afnemers en vastgesteld door de bevoegde overheid;

23° "leverancier" : elke natuur- of rechtspersoon die elektriciteit verkoopt aan eindafnemers : de leverancier produceert of koopt zonder verbod de aan eindafnemers verkochte elektriciteit;

24° "milieuvriendelijke leverancier" : elke leverancier die minstens 50 % elektriciteit verkoopt in de vorm van in het Waalse Gewest geproduceerde milieuvriendelijke elektriciteit. De Waalse Regering bepaalt de voorwaarden waaronder de buiten het Waalse Gewest geproduceerde milieuvriendelijke elektriciteit mag gerekend worden in dat percentage;

25° "tussenpersoon" : elke natuur- of rechtspersoon die elektriciteit zonder verbod koopt om die te verkopen aan een andere tussenpersoon of aan een leverancier;

26° "technisch reglement" : het technisch reglement m.b.t. het beheer van het net en de toegang ertoe, opgesteld overeenkomstig artikel 13;

27° "aanpassingsplan" : plan m.b.t. de wijzigingen verbonden met de structuur van het net, opgesteld overeenkomstig artikel 15;

28° "transmissienetbeheerder" : beheerder van het transmissienet aangewezen overeenkomstig artikel 10 van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt;

29° "de wet" : de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt;

30° "richtlijn 96/92/E.G." : de richtlijn 96/92/E.G. van het Europees Parlement en de Raad van 19 december 1996 betreffende gemeenschappelijke regels voor de interne markt voor elektriciteit;

31° "de minister" : de Waalse minister die bevoegd is voor Energie;

32° "C.W.A.P.E." : de door artikel 43 ingestelde Waalse energiecommissie;

33° "comité" : het door artikel 51 ingestelde Energiecomité;

34° "controlecomité" : het controlecomité voor de elektriciteit en het gas bedoeld in de artikelen 170 tot 172 van de wet van 8 augustus 1980 betreffende de budgettaire voorstellen 1979-1980, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 147 van 30 december 1982;

35° "C.R.E.G." : de Commissie voor de regulering van de elektriciteit en het gas, opgericht bij artikel 23 van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt en bij de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de gasmarkt en het fiscaal statuut van de elektriciteitsproducenten.

HOOFDSTUK II. — Aanwijzing van netbeheerders

Art. 3. Elke kandidaat-netbeheerder is eigenaar of houder van een recht om het genot te hebben van de infrastructuren en uitrustingen van het net dat hij wenst te beheren.

Eerste afdeling. — Beheerder van het plaatselijke transmissienet

Art. 4. Na advies van de "C.W.A.P.E." en bespreking met de transmissienetbeheerder, stelt de Waalse Regering de netgedeelten vast die zijn begrepen zijn tussen 30 en 70 kV en beschouwd als "plaatselijk transmissienet", op grond van het gebruik van betrokken gedeelte voornamelijk voor het vervoer van elektriciteit naar de distributienetten of het verkeer van en naar koppelnetten.

Eén enige beheerder zorgt voor het beheer van het plaatselijke transmissienet.

De beheerder van het plaatselijke transmissienet is de transmissienetbeheerder aangewezen overeenkomstig artikel 10 van de wet of een dochtervennootschap daarvan.

Na advies van de "C.W.A.P.E." en bespreking met de beheerder van het plaatselijke transmissienet, mag de Waalse Regering de vaststelling wijzigen van de netgedeelten die beschouwd worden als "plaatselijk transmissienet".

Afdeling 2. — Distributienetbeheerders

Art. 5. Eén of meer distributienetbeheerders aangewezen overeenkomstig volgende bepalingen zorgen voor het beheer van het distributienet.

Art. 6. § 1. De distributienetbeheerder is een publiekrechtelijke rechtspersoon.

Hij mag de vorm aannemen van een intercommunale.

In dit geval is artikel 13, tweede lid, van het decreet van 5 december 1996 betreffende de Waalse intercommunales niet van toepassing, wat betreft de werkzaamheid "beheer van het distributienet", op elke aangelegenheid waarbij hetzij de onafhankelijkheid van de netbeheerder in verhouding tot de producenten, de leveranciers van de in aanmerking komende afnemers hetzij de toegang tot het net in verlegenheid zou kunnen worden gebracht.

Niettegenstaande artikel 15, § 2, van voornoemd decreet, vereist elke statutaire wijziging, met uitzondering van bepalingen betreffende de gegronde bescherming van minderheidsaandeelhouders, een gewone meerderheid van stemmen uitgebracht door de afgevaardigden die aanwezig zijn bij de algemene vergadering van de netbeheerder en een meerderheid van tweederde van stemmen uitgebracht door de afgevaardigden van de gemeentelijke en provincievennoten.

§ 2. De zetel, het centrale bestuur en de exploitatiezetel van de netbeheerder zijn gelegen in het Waalse Gewest. Er mag echter worden afgeweken van die bepaling alsook van leden 3 en 4 van paragraaf 1 voor zover de betrokken beheerder de distributiewerkzaamheid heeft uitgeoefend op dat net bij de inwerkingtreding van voorliggend decreet.

Art. 7. De gemeenten en, in voorkomend geval, de provincies bezitten minstens 51 % van de aandelen die het kapitaal van de kandidaat-distributienetbeheerder vertegenwoordigen. Hetzelfde geldt voor het kapitaal van de distributienetbeheerder. De statuten van de distributienetbeheerder mogen niet voorzien in een maximumaantal wat betreft het bezit door de gemeenten en provincies van de aandelen die het kapitaal vertegenwoordigen.

Art. 8. § 1. De distributienetbeheerder mag geen andere productiewerkzaamheid verrichten dan de productie van milieuvriendelijke elektriciteit of de verkoop van elektriciteit als die laatste niet noodzakelijk is voor zijn activiteit van netbeheerder.

De distributienetbeheerder mag niet betrokken zijn bij werkzaamheden van levering aan in aanmerking komende afnemers noch bij de levering op de elektriciteitsmarkt van andere diensten die niet verbonden zijn met de uitvoering van de in artikel 11 bedoelde taken. Op vraag van de gemeenten mag de distributienetbeheerder echter elektriciteit leveren aan gebonden afnemers.

In het geval waar de distributienetbeheerder één van de in vorige leden bedoelde werkzaamheden verricht, vertegenwoordigen de in artikel 7 bedoelde aandelen het geheel van die werkzaamheden. Die werkzaamheden worden opgenomen in een aparte boekhouding.

§ 2. De distributienetbeheerder mag geen andere werkzaamheid verrichten indien die niet rechtstreeks verbonden is met de elektriciteitssector.

In dat geval worden de in het vorige lid vermelde werkzaamheden vermeld in de statuten van de distributienetbeheerder als aparte werkzaamhedensectoren met adviesorganen eigen aan de sector, samengesteld volgens de aandelen die deze sector vertegenwoordigen en met een aparte boekhouding.

§ 3. Een leverancier die houder is van een leveringsvergunning zal worden aangewezen door de leverancier van gebonden afnemers die voldoen aan de in artikel 27 bedoelde voorwaarden om in aanmerking te komen, teneinde te zorgen voor de voorziening van zijn eindafnemers zolang die geen andere leverancier hebben gekozen. De Regering bepaalt de procedure en de voorwaarden m.b.t. die aanwijzing en zorgt ervoor dat de keuzevrijheid wordt georganiseerd ten gunste van de afnemer die in aanmerking komt.

Art. 9. Niettegenstaande artikel 8, § 1, is de distributienetbeheerder bevoegd om elektriciteit te leveren tegen het sociaal tarief aan de beschermde afnemer die voldoet aan de in artikel 27 bedoelde voorwaarden om in aanmerking te komen. Te dien einde richt de beschermde afnemer of, indien die herhaaldelijk in gebreke blijft te betalen, zijn leverancier een geschreven aanvraag aan de beheerder van het distributienet waarop de afnemer is aangesloten. Vanaf de ontvangst van die aanvraag moet die beheerder elektriciteit leveren aan de beschermde afnemer zolang die geen andere leverancier heeft gekozen en zolang hij de hoedanigheid van "beschermde afnemer" heeft overeenkomstig artikel 33.

Voor de toepassing van dit artikel verstaat men onder terugkerend gebrek om te betalen de niet-betaling door een beschermde afnemer die beschikt over een budgetmeter met een vermogensbegrenzer en die alleen in aanmerking komt voor de gewaarborgde minimumlevering sinds ten minste zes maanden.

Art. 10. § 1. Op grond van de in vorige artikelen bedoelde voorwaarden en van de technische en financiële draagkracht van de kandidaat, wijst de Waalse Regering, na advies van de "C.W.A.P.E.", de beheerder(s) van distributienetten die overeenstemmen met gebieden die elkaar niet overlappen.

Indien het betrokken distributienet, geheel of gedeeltelijk, de eigendom is van één of meer gemeenten en/of provincies, wordt de aanwijzing uitgevoerd op voorstel van die laatste.

Bij gebrek aan voorstel van de gemeenten en/of provincies binnen drie maanden na de bekendmaking van een advies van de minister in het *Belgisch Staatsblad*, wijst de Waalse Regering na advies van de "C.W.A.P.E." de distributienetbeheerder(s) aan.

§ 2. De distributienetbeheerder wordt aangewezen voor een hernieuwbare maximumtermijn van twintig jaar. Zijn mandaat eindigt in geval van ontbinding, splitsing of fusie. In geval van fusie tussen distributienetbeheerders wordt het mandaat echter voortgezet voor de hoogste termijn van de toegekende mandaten.

Na advies van de "C.W.A.P.E." mag de Waalse Regering de netbeheerder ontslaan wegens tekortkoming aan zijn verplichtingen krachtens voorliggend decreet of uitvoeringsbesluiten. De Waalse Regering bepaalt de ontslagprocedure.

HOOFDSTUK III. — Beheer van de netten

Art. 11. § 1. Het beheer van het transmissienet en van het plaatselijke distributienet wordt waargenomen door de beheerders aangewezen overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk II.

§ 2. De netbeheerder staat in voor de exploitatie, het onderhoud en de ontwikkeling van het net waarvoor hij is aangewezen, met inbegrip van de koppellijnen daarvan naar andere elektriciteitsnetten, teneinde de veiligheid en de continuïteit van de voorziening te waarborgen.

Te dien einde is de netbeheerder voor het betrokken netgedeelte inzonderheid belast met de volgende taken :

- 1° de verbetering, de vernieuwing en de uitbreiding van het net, inzonderheid in het kader van het aanpassingsplan, teneinde een adequate capaciteit te waarborgen om aan de behoeften te voldoen;
- 2° het technisch beheer van de elektriciteitsstromen op het net en, in dit kader, de coördinatie van de inschakeling van de productie-installaties en het bepalen van het gebruik van de koppellijnen teneinde een permanent evenwicht te waarborgen tussen de vraag naar en het aanbod van elektriciteit;
- 3° met het oog hierop, de veiligheid, de betrouwbaarheid en de efficiëntie van het net waarborgen en, in dit verband, toezien op de beschikbaarheid van de nodige ondersteunende diensten en inzonderheid hulpdiensten in geval van defect van productie-eenheden;
- 4° de rekening van de elektriciteitsstromen op punten voor verbinding met andere netten, levering aan afnemers en verkeer met elektriciteitsproducenten;
- 5° de tegeldemaking van obligaties van openbare dienst die hem, meer bepaald krachtens artikel 34, 1°, toegestaan zijn;
- 6° zorgen voor het onderhoud van de openbare verlichting.

Art. 12. Na advies van de "C.W.A.P.E." bepaalt de Waalse Regering de volgende maatregelen om te zorgen voor de onafhankelijkheid en onpartijdigheid van het beheer van het betrokken net :

- 1° de regels betreffende de samenstelling en de werking van de beheersorganen van de netbeheerder om te vermijden dat producenten, leveranciers van in aanmerking komende afnemers en tussenpersonen alleen of samen, een aanmerkelijke invloed uitoefenen op het beheer van dat net;
- 2° de vereisten inzake de onafhankelijkheid van het in artikel 16 bedoelde personeel, van de netbeheerder ten aanzien van de producenten, leveranciers van in aanmerking komende afnemers en tussenpersonen, namelijk vanuit financieel oogpunt;
- 3° de voorzorgsmaatregelen die de netbeheerder moet nemen om de vertrouwelijke aard te bewaren van de persoonlijke en handelsinformatie waarvan de netbeheerder op de hoogte is in de uitvoering van zijn taken;
- 4° de bepalingen om elke onderscheiding te vermijden tussen gebruikers of categorieën gebruikers van het net en, in het bijzonder, elke onderscheiding ten gunste van de netbeheerders alsook van ondernemingen verbonden met die vennoten of met de netbeheerder.

Art. 13. In overleg met de netbeheerders, stelt de "C.W.A.P.E." een enig technisch reglement op voor het beheer van en de toegang tot de distributienetten alsook een technisch reglement voor het beheer van en de toegang tot het plaatselijke transmissienet. Het technisch reglement wordt goedgekeurd door de Waalse Regering en wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*. Het bepaalt, o.a. :

- 1° de minimale technische vereisten voor de aansluiting op het net van productie-, verbinding- of koppellijnen-installaties alsook de termijnen voor de aansluiting;
- 2° de minimale technische vereisten voor de oprichting van de infrastructures van het net;
- 3° de minimale technische vereisten voor de directe lijnen;
- 4° de procedure en de aanvullende regels betreffende de door de leverancier ingediende aanvraag om toegang tot het net, met inbegrip van de termijnen waarbinnen de netbeheerder moet antwoorden op die aanvragen;
- 5° de operationele regels waaraan de netbeheerder onderworpen is bij zijn technisch beheer van de elektriciteitsstromen en bij de maatregelen die hij dient te treffen om het hoofd te bieden aan problemen die de veiligheid en de continuïteit van de voorziening kunnen schaden;
- 6° de prioriteit die moet worden gegeven aan installaties voor de productie van milieuvriendelijke elektriciteit alsook aan de elektriciteit geproduceerd op grond van afvalstoffen en terugwinningen van industriële processen;
- 7° de prioriteit die moet worden gegeven aan de ingraving van elektrische lijnen bij de verbetering, de vernieuwing en de uitbreiding van het net;
- 8° de ondersteunende diensten die de netbeheerder moet inrichten;
- 9° de informatie en gegevens die de netgebruikers moeten verstrekken aan de netbeheerder;
- 10° de informatie die door de netbeheerder moet worden verstrekt aan de beheerders van andere elektriciteitsnetten waaraan het transmissienet is gekoppeld, teneinde een veilige en efficiënte exploitatie, een gecoördineerde ontwikkeling en de interoperabiliteit van het koppelnets te waarborgen.

Art. 14. De netbeheerder maakt elk jaar de tarieven bekend die geldig zijn op het net waarvoor hij aangewezen is, met inbegrip van de tarieven betreffende de ondersteunende diensten.

De netbeheerder deelt de "C.W.A.P.E." jaarlijks alle boekhoudkundige gegevens mee die betrekking hebben op de aansluitings- en gebruikskosten voor het net dat hij beheert, op de kosten verbonden met de door hem verschaft ondersteunende diensten alsook, in voorkomend geval, op de in artikel 8, § 1, bedoelde werkzaamheden.

Art. 15. § 1. In overleg met de "C.W.A.P.E." stellen de beheerders van het distributienet en de beheerder van het plaatselijke transmissienet respectievelijk een aanpassingsplan voor het net dat ze beheren. Het aanpassingsplan heeft de goedkeuring van de Waalse Regering. Bij gebrek aan een beslissing binnen drie maanden wordt het plan geacht aangenomen te zijn.

Het aanpassingsplan betreft een periode van zeven jaar; het wordt aangepast volgens de noden en minstens om de twee jaar voor de zeven volgende jaren, overeenkomstig de in het eerste lid bedoelde procedure. Het plan m.b.t. de aanpassing van het distributienet wordt voor het eerst opgesteld binnen twaalf maanden vanaf de inwerkingtreding van voorliggend decreet. Het plan m.b.t. de aanpassing van het plaatselijke transmissienet wordt opgesteld samen met het in artikel 13, § 1, tweede lid van de wet bedoelde ontwikkelingsplan.

§ 2. Het ontwikkelingsplan bevat een gedetailleerde raming van de behoeften aan distributie- of plaatselijke vervoercapaciteit, met aanduiding van de onderliggende hypothesen, en bepaalt het investeringsprogramma dat de netbeheerder zich verbindt uit te voeren om aan deze behoeften te voldoen.

§ 3. Indien de "C.W.A.P.E.", na bespreking met de netbeheerder, vaststelt dat de in het aanpassingsplan vermelde investeringen de netbeheerder niet in de mogelijkheid stellen om op een adequate en doeltreffende wijze aan de capaciteitsbehoeften te voldoen, kan de minister de netbeheerder verplichten om het plan aan te passen teneinde deze situatie te verhelpen binnen een redelijke termijn. Deze aanpassing gebeurt overeenkomstig de procedure bepaald in § 1, eerste lid.

Art. 16. § 1. De netbeheerder beschikt over een eigen personeel dat de strategische en vertrouwelijke taken zelf uitvoert of dat een deskundige die onafhankelijk is van producenten, leveranciers van in aanmerking komende afnemers en tussenpersonen daarmee belast. Die taken bevatten in elk geval : de controle van de boekhouding, het opnemen van de meters en de behandeling van de gegevens die daaruit voortkomen alsook de contacten met de aangesloten producenten of met degene die wensen aangesloten te zijn op het betrokken net. Na advies van de "C.W.A.P.E." mag de Waalse Regering andere strategische en vertrouwelijke taken bepalen.

§ 2. De leden en personeelsleden van de netbeheerder zijn gebonden door het beroepsgeheim; zij mogen de vertrouwelijke gegevens die hun ter kennis zijn gekomen op grond van hun functie bij de netbeheerder in het kader van de uitvoering van de taken bedoeld in artikel 11, aan niemand bekendmaken, behalve wanneer zij worden opgeroepen om in rechte te getuigen en onverminderd de mededelingen aan andere netbeheerders, personen met een regulerende rol ten aanzien van de markt en aan de minister, die uitdrukkelijk door deze wet of haar uitvoeringsbesluiten zijn bepaald of toegelaten.

Elke overtreding van dit artikel wordt gestraft met de straffen bepaald door artikel 458 van het Strafwetboek.

§ 3. De netbeheerder bepaalt de procedure en de voorwaarden m.b.t. de aanwerving van zijn eigen personeel. Die bepalingen worden door de bevoegde toezichthoudende overheid aangenomen.

HOOFDSTUK IV. — *Rechten en verplichtingen van de netbeheerder*

Art. 17. Om de in het technisch reglement bedoelde voorschriften na te komen mag de netbeheerder :

1° dragers en verankeringen voor bovengrondse elektrische lijnen voorgoed plaatsen op de buitenmuren en gevels die op de openbare weg uitkomen;

2° bovengrondse elektrische lijnen zonder verbinding, noch aanraking laten installeren boven private eigendommen;

3° de takken van de bomen inkorten die zich vlakbij de bovengrondse elektrische lijnen bevinden en die kortsluitingen zouden kunnen veroorzaken of schade aanrichten aan de installaties. Behalve dringende noodzaak is het recht om de boomtakken in te korten evenwel afhankelijk van de weigering van de eigenaar om tot het snoeien over te gaan, ofwel van het feit dat hij gedurende één maand het verzoek om ertoe over te gaan zou hebben verzuimd.

Afdeling 1. — Wegkennisgeving en -vergunning

Art. 18. § 1. De netbeheerder mag onder of boven het openbaar domein alle werken uitvoeren die nodig zijn voor de installatie, de werking en het onderhoud van de infrastructuur van voornoemd net met inachtneming van de vigerende wettelijke en reglementaire bepalingen.

§ 2. Het Gewest, de provincies en de gemeenten mogen de vestiging of het tracé van de op hun openbaar domein gelegen netinfrastructuur alsmede de desbetreffende werken wijzigen. De aldus aangebrachte wijzigingen zijn voor rekening van de netbeheerder als ze worden opgelegd ofwel om een reden i.v.m. de openbare veiligheid, ofwel om de schoonheid van een site te bewaren, ofwel in het belang van een openbare dienst of van de waterlopen, kanalen en openbare wegen, ofwel wegens wijzigingen aangebracht aan de toegangen van de eigendommen gelegen langs de openbare weg. In de andere gevallen zijn ze voor rekening van het Gewest, de provincie of de gemeente die dan om een voorafgaande kostenraming mogen verzoeken en, in geval van onenigheid over de prijs van de uit te voeren werken, zelf mogen overgaan tot deze uitvoering.

In afwijking van het vorige lid zijn de kosten van de werken voor rekening van het Waalse Gewest, wanneer de netbeheerder door dit laatste wordt belast met wijzigingen op zijn domein of in het kader van zijn bevoegdheden. Wanneer privaatrechtelijke rechtspersonen lid zijn van de netbeheerder, zijn de kosten van de werken enkel voor rekening van het Waalse Gewest op voorwaarde dat de netbeheerder zich ertoe verbindt de hele schuldvergelijking gedragen door het Waalse Gewest aan de publiekrechtelijke personen die hem samenstellen, toe te kennen.

Art. 19. § 1. Om de werken betreffende de installatie van nieuwe netinfrastructuur uit te voeren, richt de beheerder van het bedoelde net een betekening aan de eigenaar van het betrokken openbaar domein wanneer hij lid is van de netbeheerder.

De Waalse Regering bepaalt de in het vorige lid bedoelde procedure voor de wegv vergunning, met name de vorm van de aangifte en de documenten die erbij moeten worden gevoegd.

§ 2. Wanneer de netbeheerder van plan is de in § 1 bedoelde werken uit te voeren onder of boven het openbaar domein dat geen eigendom is van een van zijn leden, dient hij een aanvraag om wegv vergunning bij de Minister in.

§ 3. De Waalse Regering bepaalt de procedure voor het verlenen van de in § 2 bedoelde wegv vergunning, met name de vorm van de aanvraag, de documenten die erbij moeten worden gevoegd, de behandeling van het dossier en de onderzoeken die uitgevoerd moeten worden door de met een dergelijke aanvraag belaste overheden, de termijnen waarin de bevoegde overheid moet beslissen en haar beslissing mededelen aan de aanvrager en de retributie te betalen voor het onderzoek van het dossier.

Art. 20. De netbeheerder moet een jaarlijkse retributie betalen aan de gemeenten wegens bezetting van het openbaar domein door het net waarvoor hij voor het beheer zorgt.

Voor het jaar n en voor een bepaalde gemeente wordt het bedrag van de in het vorige lid bedoelde retributie vastgesteld volgens de volgende formule :

$$R = M \times kWuGR \times (0,6 K + 0,4 L)$$

Waarbij :

1° M = een vast bedrag inbegrepen tussen 2 en 10 centiemen per kWu dat jaarlijks wordt vastgesteld door de Waalse Regering;

2° kWuGR = het totale volume elektriciteit gebracht op het bedoelde net verminderd met de elektriciteit overgedragen op een net voor het jaar n-1;

3° K = het aantal kWu opgenomen op het grondgebied van de gemeente gedeeld door kWuGR;

4° L = de lengte van de elektrische lijnen geplaatst op het grondgebied van de gemeente gedurende het jaar n-1, gedeeld door de lengte van de elektrische lijnen beheerd door de netbeheerder in kwestie voor het bovenvermelde jaar.

Bij de installatie van nieuwe netinfrastructuren wordt de retributie betaald aan de gemeenten door de netbeheerder vanaf het aanslagjaar van het jaar volgend op de in artikel 19 bedoelde kennisgeving of vergunning.

De Waalse Regering bepaalt de modaliteiten voor de inning van de retributie en het beroep van de netbeheerder.

Afdeling 2. — Verklaring van algemeen nut

Art. 21. § 1. De Waalse Regering mag na onderzoek verklaren dat het van algemeen nut is netinfrastructuren onder, op of boven onbebouwde privé-terreinen aan te leggen.

Met deze verklaring van algemeen nut mag de netbeheerder in het belang van wie ze wordt gedaan, dergelijke installaties onder, op of boven deze private terreinen oprichten, erop toezicht houden en de voor hun werking en onderhoud nodige werken uitvoeren onder de in voornoemde verklaring bepaalde voorwaarden.

De werken mogen slechts beginnen na afloop van een termijn van twee maanden te rekenen van het moment waarop de betrokken eigenaars en huurders daarvan bij ter post aangetekende brief in kennis worden gesteld.

§ 2. De begunstigde van de in § 1 bedoelde erfdienstbaarheid moet een toelage betalen ten gunste van de eigenaar van het met deze erfdienstbaarheid bezwaarde fonds of van de houders van aan dit erf gebonden zakelijke rechten.

De toelage kan het voorwerp uitmaken van een enige betaling. In dat geval wordt ze beschouwd als forfaitaire toelage : ze is ook betaalbaar in de vorm van een vooruit te betalen jaarlijkse retributie.

§ 3. De Waalse Regering bepaalt :

1° de voor de in § 1 bedoelde verklaring van algemeen nut te volgen procedure, met name de vorm van de aanvraag, de documenten die erbij moeten worden gevoegd, de behandeling van het dossier en de onderzoeken die uitgevoerd moeten worden door de met een dergelijke aanvraag belaste overheden, de termijnen waarin de bevoegde overheid moet beslissen en haar beslissing mededelen aan de aanvrager en de voor het onderzoek van het dossier te betalen retributie;

2° de wijze van berekening van de in § 2 bedoelde retributies alsmede de wijze voor het indexeren ervan.

Art. 22. De gedeeltelijke bezitneming van het privé-domein moet het gebruik waarvoor dit laatste wordt bestemd, in acht nemen. De bezitneming heeft geen ontzetting als gevolg maar vestigt een wettelijke erfdienstbaarheid van algemeen nut die elke handeling van dien aard dat ze nadelig is voor de installaties voor distributie van elektriciteit of voor hun exploitatie, verbiedt.

De eigenaar van het met deze erfdienstbaarheid bezwaarde erf mag binnen de door de Waalse Regering bepaalde termijn de Minister op de hoogte brengen dat hij aan de begunstigde van deze erfdienstbaarheid verzoekt om het betrokken terrein aan te kopen. Als geen minnelijke verkoopschikking kan worden getroffen tussen de eigenaar van het bezwaarde erf en de netbeheerder zijn de bepalingen van artikel 25 van toepassing.

Art. 23. § 1. De netinfrastructuren moeten verplaatst en, in voorkomend geval, verwijderd worden op verzoek van de eigenaar van het bezwaarde fonds of van de persoon die het recht heeft om er op te bouwen, als ze dit recht willen gebruiken. De Minister mag een bijkomende termijn verlenen aan de netbeheerder opdat hij de voor deze verplaatsing vereiste vergunningen zou verkrijgen.

Als de betrokkenen van dit recht gebruik maken zonder de verplaatsing of de verwijdering van de netinfrastructuren te eisen, behoudt de begunstigde van de erfdienstbaarheid het recht om toezicht te houden op deze installaties en om de voor hun werking, onderhoud of herstel noodzakelijke werken uit te voeren.

De kosten van de verplaatsing of de verwijdering van de netinfrastructuren zijn ten laste van de begunstigde van de erfdienstbaarheid; de in het eerste lid bedoelde personen moeten de eigenaars van het lijdend erf evenwel minstens zes maanden vóór het begin van de geplande werken schriftelijk op de hoogte brengen daarvan.

§ 2. Niettegenstaande het eerste lid en om te voorkomen de infrastructuur te verplaatsen mag de begunstigde van de erfdienstbaarheid aan de eigenaar voorstellen het betrokken terrein aan te kopen. Hij brengt er de Minister in kennis van. Als geen minnelijke schikking kan worden getroffen tussen de eigenaar van het bezwaarde erf en de netbeheerder zijn de bepalingen van artikel 25 van toepassing.

Art. 24. De netbeheerder is bovendien gehouden tot het herstellen van de schade aangericht door de werken die hij heeft uitgevoerd bij de oprichting of de exploitatie van zijn installaties alsmede tot de vergoeding van de schade aangericht aan derden ofwel door zijn werken, ofwel door het gebruik van het met de erfdienstbaarheid bezwaarde erf; de schadevergoedingen voor de aangerichte schade zijn geheel ten laste van deze houder; ze moeten worden betaald aan de personen die schade hebben geleden; hun bedrag wordt ofwel minnelijk, ofwel door de rechtbanken bepaald.

Art. 25. De netbeheerder voor wie een besluit van de Waalse Regering tot verklaring van algemeen nut is genomen, mag op eigen verzoek en binnen de perken van dat besluit door de Waalse Regering gemachtigd worden om namens het Gewest maar op eigen kosten voort te gaan met de nodige onteigeningen. De rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden inzake onteigeningen ten algemene nutte ingevoerd bij de wet van 26 juli 1962 betreffende de rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden inzake onteigening ten algemene nutte is van toepassing op deze onteigeningen.

HOOFDSTUK V. — Toegang tot de netten

Art. 26. § 1. De toegang tot de distributienetten en tot het plaatselijke transmissienet wordt geregeld. De producenten, leveranciers en in aanmerking komende afnemers hebben een recht van toegang tot de netten tegen de in artikel 14 gepubliceerde tarieven.

§ 2. De netbeheerders mogen de toegang tot hun respectievelijke net slechts weigeren als :

1° de veiligheid van het net wordt bedreigd;

2° de beheerder van het betrokken net niet over de nodige technische capaciteit beschikt om voor de transmissie op zijn net te zorgen;

3° de aanvrager niet voldoet aan de in het technisch reglement bedoelde technische voorschriften;

4° de toegang tot het betrokken net de uitvoering van een openbare dienstverplichting vanwege de beheerder van voornoemd net belemmert.

De beslissing tot weigering moet behoorlijk met redenen omkleed zijn en aan de aanvrager medegedeeld worden. Deze beslissing kan worden voorgelegd aan bemiddeling of arbitrage zoals bedoeld in artikel 48.

Art. 27. § 1. De volgende categorieën worden onmiddellijk als "in aanmerking komende afnemers" aangewezen :

- 1° de eindafnemers waarvan het jaarlijkse verbruik hoger dan of gelijk is aan 20 Gwu per locatie, met inbegrip van zelfopwekking;
- 2° de eindafnemers die zich uitsluitend bij de leveranciers van milieuvriendelijke elektriciteit voorzien;
- 3° voor de aankoop van extra en reserve-elektriciteit, de eindafnemers die milieuvriendelijke elektriciteit produceren, voor zover de hoeveelheid extra en reserve-elektriciteit niet hoger is dan de elektriciteit geproduceerd door hun installaties.

§ 2. Gedurende de twee eerste werkingsjaren van een nieuwe installatie voor de productie van milieuvriendelijke elektriciteit wordt de jaarlijkse productie geschat door het nominale vermogen van de installatie te vermenigvuldigen met een gebruiksduur van 2000 uren.

§ 3. Rekening houdende met de evolutie van de openstelling van de markten van de elektriciteit in de andere lidstaten van de Europese Unie en na advies van de "C.W.A.P.E." bepaalt de Waalse Regering nieuwe drempels om in aanmerking te komen. De eindafnemers die een jaarlijkse verbruik hoger dan of gelijk aan 10 Gwu per locatie hebben, zullen evenwel uiterlijk 31 december 2002 in aanmerking komen. Alle eindafnemers van het hoogspanningsnet zullen uiterlijk 31 december 2004 in aanmerking komen.

§ 4. Binnen één jaar volgend op het ogenblik waarop alle eindafnemers van het hoogspanningsnet in aanmerking zijn gekomen, beoordeelt de "C.W.A.P.E." de werking van de gewestelijke elektriciteitsmarkt en zorgt ze voor de naleving van de openbare dienstverplichtingen en voor de goede werking van de daartoe voorziene procedures. Op grond van deze evaluatie en na advies van de "C.W.A.P.E." kan de Waalse Regering beslissen dat het geheel of een gedeelte van de gebonden afnemers in aanmerking komen.

§ 5. De "C.W.A.P.E." zorgt voor de naleving van de voorwaarden waaronder de in de vorige paragrafen bedoelde afnemers in aanmerking komen, met inachtneming van de door de Waalse Regering bepaalde modaliteiten.

Art. 28. Na advies van de "C.W.A.P.E." kan de Waalse Regering de toegang tot het net beperken of verbieden voor de invoer van elektriciteit afkomstig van andere lidstaten van de Europese Unie en bestemd voor in het Waalse Gewest gevestigde in aanmerking komende afnemers, voor zover de afnemer, indien hij in de lidstaat van oorsprong was gevestigd, de hoedanigheid van een in aanmerking komende afnemer niet zou hebben krachtens de wetgeving van deze Staat.

Art. 29. § 1. Onverminderd de bepalingen die van toepassing zijn inzake de ruimtelijke ordening, hangt de bouw van nieuwe directe lijnen af van de voorafgaande toekenning van een individuele vergunning die door de Minister na advies van de "C.W.A.P.E." wordt afgeleverd. De Waalse Regering bepaalt de rechten en verplichtingen van de houder van de vergunning.

§ 2. Na advies van de "C.W.A.P.E." bepaalt de Waalse Regering de criteria en de procedure voor de toekenning van de in § 1 bedoelde vergunningen alsmede de voor het onderzoek van het dossier te betalen retributie. Deze vergunning is evenwel verbonden met de weigering tot toegang tot het net, met het gebrek aan een aanbod voor het gebruik van het net onder redelijke economische en technische voorwaarden of met de belemmering van de uitvoering van een openbare dienstverplichting bedoeld in artikel 34, 1°.

HOOFDSTUK VI. — *Leveranciers en tussenpersonen*

Art. 30. § 1. Alleen de gemeenten worden gemachtigd om elektriciteit te leveren aan de op hun grondgebied gevestigde gebonden afnemers. Ze mogen zich evenwel aansluiten om deze opdracht te vervullen of om deze taak aan de beheerder van het distributienet toe te vertrouwen.

§ 2. Elke persoon die elektriciteit aan de in aanmerking komende afnemers levert, is onderworpen aan de toekenning van een voorafgaande vergunning afgeleverd door de Minister.

§ 3. Na advies van de "C.W.A.P.E." bepaalt de Waalse Regering de criteria voor de toekenning, de herziening of de intrekking van de in § 2 bedoelde vergunning met inachtneming van de in deze paragraaf bedoelde voorwaarden. Deze criteria hebben met name betrekking op :

- 1° de professionele betrouwbaarheid en ervaring van de aanvrager, zijn technische en financiële capaciteiten en de kwaliteit van zijn organisatie;
- 2° de juridische en beheersautonomie van de aanvrager ten aanzien van de netbeheerders;
- 3° de naleving van de in artikel 34, 2°, bedoelde openbare dienstverplichtingen.

§ 4. Na advies van de "C.W.A.P.E." bepaalt de Waalse

Regering :

1° de procedure voor de toekenning van de in § 2 bedoelde vergunning, met name de vorm van de aanvraag, de behandeling van het dossier, de termijnen waarin de Minister moet beslissen en zijn beslissing mededelen aan de aanvrager en de voor het onderzoek van het dossier te betalen retributie;

2° wat er met de vergunning gebeurt in geval van controlewijziging, fusie of splitsing van de houder van de vergunning en, in voorkomend geval, de te vervullen voorwaarden en de te volgen procedures voor het behoud of de hernieuwing van de vergunning in deze gevallen. In geval van fusie tussen de leveranciers die houder zijn van vergunningen, wordt de vergunning automatisch verleend aan de gefusioneerde eenheid.

Art. 31. De Minister verleent een bijkomende vergunning aan de leveranciers die zich als leveranciers van milieuvriendelijke elektriciteit willen laten erkennen. De personalia van de leveranciers van milieuvriendelijke elektriciteit worden medegedeeld aan de "C.W.A.P.E."

De leveranciers van milieuvriendelijke elektriciteit bewijzen jaarlijks bij de "C.W.A.P.E." de aankoop van minstens 50 % van hun elektriciteitlevering in de vorm van milieuvriendelijke elektriciteit. De Waalse Regering bepaalt de modaliteiten, de procedure en de bewijsstukken.

Art. 32. Elke activiteit als tussenpersoon moet het voorwerp uitmaken van een voorafgaande melding aan de Minister. Deze vermeldt :

- 1° de naam, de voornaam, het beroep, de woonplaats en de nationaliteit van de aangever;
- 2° als het gaat om een maatschappij, de handelsnaam of de benaming, de rechtsvorm, de maatschappelijke zetel, de statuten en, in voorkomend geval, de documenten waarin de bevoegdheden van de aangever(s) worden beschreven.

HOOFDSTUK VII. — *Beschermde afnemers*

Art. 33. § 1. De eindafnemers die voldoen aan de criteria van één van de volgende categorieën worden geacht "beschermde afnemers" te zijn :

1° elke verbruiker die in aanmerking komt voor het bestaansminimum krachtens de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum;

2° elke verbruiker van wie een bloedverwant in de opgaande of nederdalende lijn die met hem samenwoont of van wie de samenwonende persoon in aanmerking komt voor het bestaansminimum krachtens de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum;

3° elke verbruiker, of één van zijn bloedverwanten in de opgaande of nederdalende lijn die met hem samenwonen of zijn samenwonende persoon die in aanmerking komen voor een beslissing tot toekenning van :

a. het gewaarborgde inkomen voor bejaarden krachtens de wet van 1 april 1969 tot instelling van een gewaarborgd inkomen voor bejaarden;

b. een inkomensvervangende tegemoetkoming krachtens de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten;

c. een integratietegemoetkoming krachtens de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten; als gehandicapte die behoort bij de categorieën II, III of IV bepaald bij het ministerieel besluit van 30 juli 1987 tot vaststelling van de categorieën en van de handleiding voor de evaluatie van de graad van zelfredzaamheid met het oog op het onderzoek naar het recht op de integratietegemoetkoming;

d. een tegemoetkoming voor hulp aan bejaarden krachtens de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten;

e. een tegemoetkoming als gehandicapte persoon ten gevolge van een voortdurende arbeidsongeschiktheid of van een invaliditeit van minstens 65 %, krachtens de wet van 27 juni 1969 betreffende het toekennen van tegemoetkomingen aan de mindervaliden, binnen de perken bepaald bij artikel 28 van de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten;

f. een tegemoetkoming voor de hulp van een derde persoon krachtens de wet van 27 juni 1969 betreffende het toekennen van tegemoetkomingen aan de mindervaliden, binnen de perken bepaald bij artikel 28 van de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten;

4° elke verbruiker die een voorschot geniet op een dienstverstreking bedoeld in 1°, 2° en 3° die hem door het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn wordt toegekend;

5° elke verbruiker die het voorwerp uitmaakt van een beslissing tot opvoedingsbegeleiding van financiële aard genomen door een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn of van een opvolging uitgevoerd door een instelling erkend krachtens het decreet van 7 juli 1994 betreffende de erkenning van instellingen voor schuldbemiddeling en door de schuldbemiddelaars bedoeld in artikel 1675/17 van het Gerechtelijk Wetboek;

6° elke verbruiker die in aanmerking komt voor een steun die gedeeltelijk of geheel wordt gedragen door de federale Staat op grond van de artikelen 4 en 5 van de wet van 2 april 1965 betreffende het ten laste nemen van de steun verleend door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

§ 2. In geval van wanbetaling opgemerkt door de leverancier of op verzoek van de beschermde afnemer plaatst de netbeheerder een budgetmeter met vermogenbegrenzer bij deze afnemer.

HOOFDSTUK VIII. — *Openbare dienstverplichtingen*

Art. 34. Na advies van de "C.W.A.P.E." legt de Waalse Regering openbare dienstverplichtingen op die duidelijk bepaald worden en die doorzichtig, niet discriminerend en controleerbaar zijn. Deze verplichtingen worden opgelegd aan :

1° de netbeheerders, met name :

a. inzake veiligheid, regelmaat en kwaliteit van elektriciteitsleveringen;

b. op sociaal niveau, met de name de verplichting tot aansluiting, de maatregelen die moeten worden genomen wanneer een eindafnemer verzuimt te betalen aan zijn leverancier, de verplichting om een budgetmeter met vermogenbegrenzer te plaatsen bij een beschermde afnemer die niet betaald heeft, alsmede de elektriciteitslevering aan de beschermde afnemers tegen een sociaal tarief;

c. inzake milieubescherming, o.a. de voorrang die moet worden gegeven aan de in het Waalse Gewest geproduceerde milieuvriendelijke elektriciteit, de verplichting tot aankoop van een minimale hoeveelheid milieuvriendelijke elektriciteit alsmede de informatie en de bewustmaking betreffende het energieverbruik met het oog op het aansporen tot het rationele gebruik ervan;

d. inzake verzameling van gegevens over het verbruik van energie die via hun net doorvoert;

2° leveranciers en tussenpersonen, o.a. :

a. inzake regelmaat, kwaliteit en facturering van elektriciteitsleveringen;

b. inzake milieubescherming, met name de verplichting tot aankoop van een minimale hoeveelheid milieuvriendelijke elektriciteit;

c. op sociaal niveau, met name de minimale elektriciteitslevering bedoeld in artikel 33, § 2, en de verplichting tot aanneming van elke afnemer die erom verzoekt, als afnemer onder niet discriminerende voorwaarden;

d. inzake informatie en bewustmaking betreffende het rationele gebruik van energie en met name de verplichting tot het gebruik van tariefformules die het rationele gebruik van energie bevorderen.

Art. 35. § 1. De Waalse Regering richt twee begrotingsfondsen op in de zin van artikel 45 van de gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit : enerzijds, een fonds « Energie », en anderzijds, een « sociaal » fonds.

Het fonds « Energie » financiert het beleid voor de bevordering van de energie uit hernieuwbare bronnen en voor het rationele energiegebruik alsmede alle verplichtingen betreffende de milieubescherming waarvan sprake in artikel 34.

Het « sociaal » fonds financiert het sociale beleid gevoerd in het energiedomein alsmede de verplichtingen van sociale aard waarvan sprake in artikel 34.

§ 2. Deze fondsen worden gefinancierd :

1° door de in de artikelen 21, § 3, 1°, 29, § 2, en 30, § 4, 1°, bedoelde retributies, de krachtens artikel 59 verschuldigde retributies en de in artikel 53 bedoelde administratieve sancties;

2° door de middelen die krachtens wettelijke, reglementaire of overeengekomen bepalingen aan de fondsen worden toegekend met het oog op de financiering van de openbare dienstverplichtingen van de energiesector;

3° door een retributie, uitgedrukt in centiemen per overgedragen kWu, geheven door de netbeheerder belast met de levering aan een eindafnemer aangesloten op een spanning die lager dan of gelijk is aan 70 kV; de via directe lijnen overgedragen kWu maken het voorwerp uit van een gelijke heffing door de "C.W.A.P.E."; de Waalse Regering bepaalt de wijze van inning van de retributie.

§ 3. De overeenkomstig § 2 geïnde bedragen worden aan de in § 1 bedoelde fondsen gestort en bestemd overeenkomstig de door de Waalse Regering bepaalde regels. De "C.W.A.P.E." brengt advies uit over de richtsnoeren inzake de bestemming van uitgaven.

Het beheer van het "sociaal" fonds wordt jaarlijks beoordeeld door een begeleidingscomité waarvan de samenstelling door de Waalse Regering wordt bepaald.

Dit begeleidingscomité geeft aanbevelingen over het beheer van het "sociaal" fonds.

Een jaarlijks verslag over de bestemming van de hierbovenvermelde fondsen wordt opgemaakt door de "C.W.A.P.E.". Dit verslag wordt door de Waalse Regering overgemaakt aan het comité "Energie" ingesteld bij artikel 51 en aan de Waalse Gewestraad.

HOOFDSTUK IX. — *Productie van elektriciteit met aanwending van hernieuwbare energiebronnen en kwaliteitswarmtekrachtkoppeling*

Art. 36. Elke installatie voor de productie van elektriciteit met aanwending van hernieuwbare energiebronnen of kwaliteitswarmtekrachtkoppeling maakt het voorwerp uit van een voorafgaande melding aan de Minister. Ze vermeldt :

1° de naam, de voornaam, het beroep, de woonplaats en de nationaliteit van de aangever;

2° als het gaat om een maatschappij, de handelsnaam of de benaming, de rechtsvorm, de maatschappelijke zetel, de statuten en, in voorkomend geval, de documenten waarin de bevoegdheden van de aangever(s) worden beschreven;

3° de gebruikte energiebron;

4° de elektrische en, in voorkomend geval, thermische productiecapaciteit van de installatie.

HOOFDSTUK X. — *Bevordering van de hernieuwbare energiebronnen en van de kwaliteitswarmtekrachtkoppeling*

Art. 37. Om de productie van milieuvriendelijke elektriciteit te bevorderen in het Waalse Gewest, zet de Waalse Regering een systeem van groene getuigschriften en/of een procedure voor de hulp voor productie op.

Art. 38. § 1. Na advies van de "C.W.A.P.E." bepaalt de Waalse Regering de toekenningsvoorwaarden, de modaliteiten en de procedure voor de toekenning van groene getuigschriften voor de in het Waalse Gewest geproduceerde milieuvriendelijke elektriciteit met inachtneming van de volgende bepalingen.

§ 2. Een milieuvriendelijk getuigschrift zal worden toegekend voor een aantal geproduceerde kWu overeenstemmend met een MwU gedeeld door het percentage koolstofdioxidebesparing.

Het percentage koolstofdioxidebesparing wordt bepaald door de koolstofdioxidewinst gemaakt via de geplande kanalen te delen door de emissies van koolstofdioxide van de klassieke elektrische kanalen waarvan de emissies jaarlijks bepaald en bekendgemaakt worden door de "C.W.A.P.E.". Dit percentage koolstofdioxidebesparing is beperkt tot 2.

De in het vorige lid bedoelde emissies van koolstofdioxide zijn degene die voortgebracht worden door de hele kringloop van de productie van milieuvriendelijke elektriciteit, met inbegrip van de brandstoffenproductie, de emissies gedurende de eventuele verbranding en, in voorkomend geval, de afvalstoffenbehandeling. In een hybride installatie wordt rekening gehouden met alle emissies van de installatie.

De verschillende coëfficiënten voor de emissie van koolstofdioxide van elk beschouwde kanaal worden goedgekeurd door de "C.W.A.P.E."

§ 3. De "C.W.A.P.E." kent de milieuvriendelijke getuigschriften toe aan de producenten van milieuvriendelijke elektriciteit. Deze getuigschriften zijn overdraagbaar.

Art. 39. § 1. Na advies van de "C.W.A.P.E." bepaalt de Waalse Regering de minimale hoeveelheid en de eigenschappen van de milieuvriendelijke getuigschriften die de netbeheerders en leveranciers moeten overmaken aan de "C.W.A.P.E." vóór 31 december van elk jaar, overeenkomstig artikel 34, 1°, c, en 2°, b.

De milieuvriendelijke getuigschriften toegekend voor de milieuvriendelijke elektriciteit die wordt geproduceerd in de andere Gewesten van België of in de in artikel 6 van de wet bedoelde zones mogen worden opgenomen in de in het vorige lid bedoelde quota voor zover de in het Waalse Gewest toegekende gelijksoortige milieuvriendelijke getuigschriften in de quota van de Gewesten in kwestie mogen worden opgenomen.

Na advies van de "C.W.A.P.E." bepaalt de Waalse Regering de voorwaarden waaronder ze gelijksoortige getuigschriften voor de buiten België geproduceerde elektriciteit kan aannemen mits gelijkwaardige garanties inzake de toekenning van deze getuigschriften.

§ 2. Met inachtneming van de bepalingen van artikel 53, § 2, bepaalt de Waalse Regering het bedrag van de boete die de netbeheerders en de leveranciers moeten betalen als ze § 1 niet naleven. De opbrengst van de boetes zal het fonds "Energie" stijven.

Art. 40. § 1. Na advies van de "C.W.A.P.E." bepaalt de Waalse Regering de toekenningsvoorwaarden, de modaliteiten en de procedure voor de toekenning van de steunregeling voor de productie van milieuvriendelijke elektriciteit in het Waalse Gewest met inachtneming van de volgende bepalingen.

Na advies van de "C.W.A.P.E." bepaalt de Waalse Regering jaarlijks het bedrag dat moet worden toegekend voor elke kWu geproduceerd vanaf de installaties voor de productie van milieuvriendelijke elektriciteit in het Waalse Gewest.

Dit bedrag kan variëren naar gelang van de hernieuwbare energiebron, de gebruikte technologie, het vermogen van de installatie, de vestigingsplaats en de voorkomen hoeveelheid koolstofdioxide.

§ 2. De steunregeling voor de productie wordt toegekend aan de producent tijdens de periode van aflossing van de installatie en maximum 10 jaar na de inschakeling van de installatie. Het bij de toekenning van de hulp voor productie bepaalde bedrag wordt voor de hele duur van de regeling vastgesteld.

§ 3. De in de vorige paragrafen bedoelde steunregeling voor productie mag niet gecumuleerd worden met het systeem van de milieuvriendelijke getuigschriften. De producent opteert voor het ene of het andere mechanisme.

Art. 41. Niettegenstaande artikel 40, § 3, wordt een steunregeling voor productie ter aanvulling van het systeem van de groene getuigschriften uitgewerkt ten gunste van de producenten van de in het Waalse Gewest geproduceerde milieuvriendelijke elektriciteit via veelbelovende maar aanvangstechnieken bepaald door de Waalse Regering na advies van de "C.W.A.P.E."

Na advies van de "C.W.A.P.E." bepaalt de Waalse Regering jaarlijks het bedrag dat moet worden toegekend voor elke kWu geproduceerd vanaf de in het vorige lid bedoelde installaties.

Dit bedrag kan variëren naar gelang van de hernieuwbare energiebron, de gebruikte technologie, het vermogen van de installatie, de vestigingsplaats en de voorkomen hoeveelheid koolstofdioxide.

Art. 42. § 1. De productie van milieuvriendelijke elektriciteit wordt onderworpen aan de toekenning van een oorspronkelijke garantie afgeleverd overeenkomstig de door de Waalse Regering bepaalde procedure.

§ 2. De Waalse Regering bepaalt de criteria en de procedure voor de toekenning, de herziening of de intrekking van de oorspronkelijke garantie. Deze criteria hebben met name betrekking op de bekwaamheid om de werkelijk geproduceerde hoeveelheid energie te controleren.

De oorspronkelijke garantie vermeldt de energiebron waarmee de elektriciteit is geproduceerd, de capaciteit van de installatie en de gebruikte technologie en bepaalt de productiedata en -plaatsen.

§ 3. Als de in § 1 bedoelde producenten niet erin slagen het geheel van hun productie te verkopen, moeten de leveranciers belast met de levering aan gebonden afnemers, tegen de marktprijs en binnen de perken van de behoeften van hun afnemers, de overtollige elektriciteit aan te kopen die overeenkomstig § 1 geproduceerd is door installaties gevestigd op het grondgebied waarin ze leveren. Boven deze behoeften worden de andere leveranciers betrokken bij deze verplichting.

HOOFDSTUK XI. — Waalse Energiecommissie

Art. 43. § 1. Een "Commission wallonne de Régulation pour l'Energie" (Waalse Commissie voor Energieregulering) wordt opgericht. De "C.W.A.P.E." is een autonoom orgaan met de rechtspersoonlijkheid en waarvan de zetel gelegen is in het administratieve arrondissement van Namen.

§ 2. De "C.W.A.P.E." heeft, enerzijds, een opdracht van advies bij de overheid inzake de organisatie en de werking van de gewestelijke elektriciteitsmarkt en, anderzijds, een opdracht van toezicht op en controle van de toepassing van de desbetreffende decreten en besluiten.

De "C.W.A.P.E." is namelijk belast met volgende taken :

1° het uitbrengen van met redenen omklede adviezen en, in de gevallen bedoeld in voorliggend decreet of in zijn uitvoeringsbesluiten, het voorleggen van voorstellen;

2° op eigen initiatief of op verzoek van de minister of van de Waalse Regering, het voeren van onderzoeken en studies betreffende de elektriciteitsmarkt;

3° het bepalen en de bekendmaking van de jaarlijkse exploitatie-opbrengst van de in artikel 2, 3°, bedoelde installaties en de kooldioxyde-emissies van een klassieke productie overeenkomstig artikel 2, 5°;

4° de organisatie van een verzoenings- en arbitragedienst overeenkomstig artikel 48;

5° de controle van de inachtneming door de netbeheerder van de voorschriften van artikelen 11 en 12 en van hun uitvoeringsbesluiten;

6° het opstellen van het technisch reglement in overleg met de netbeheerders en de controle van de toepassing daarvan;

7° de controle van de uitvoering van het aanpassingsplan door de netbeheerders;

8° de controle van de inachtneming van de voorwaarden waaronder de in artikel 27 bedoelde afnemers in aanmerking komen;

9° de controle van de inachtneming van de voorwaarden m.b.t. de vergunningen afgeleverd voor de aanleg van nieuwe directe lijnen overeenkomstig artikel 29;

10° de controle van de inachtneming van de voorwaarden die in acht moeten worden genomen om erkend te worden als leverancier van milieuvriendelijke elektriciteit;

11° de controle en de raming van de tegeldemaking van de in artikel 34 bedoelde plichten van openbare dienst;

12° de bepaling van de methode voor de berekening van de werkelijke kosten van de plichten van openbare dienst en de controle van de berekeningen uitgevoerd door elk betrokken bedrijf overeenkomstig die methodologie;

13° de controle van de inachtneming van de in hoofdstuk X van voorliggend decreet bedoelde maatregelen en, in het bijzonder, de hoeveelheden elektriciteit geproduceerd op grond van hernieuwbare energiebronnen of van warmtekrachtkoppelinginstallaties;

14° de aflevering van de getuigschriften voor de productie van milieuvriendelijke elektriciteit overeenkomstig de in artikel 38 bedoelde regels en procedure;

15° de bepaling van het bedrag van de administratieve boeten overeenkomstig artikel 53, § 1;

16° de samenwerking met de personen die een regulerende rol hebben ten aanzien van de elektriciteitsmarkt;

17° de samenwerking met het controlecomité om dit comité in staat te stellen de afwezigheid van kruissubsidies tussen categorieën afnemers te bevestigen;

18° de bepaling van de informatie die de netbeheerder moet verstrekken aan het controlecomité, aan de "C.W.A.P.E." en aan de minister, namelijk met het oog op het opstellen van energiebalansen;

19° de uitvoering van alle andere opdrachten waarmee ze belast is door decreten of besluiten inzake de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt.

In gevallen waar voorliggend decreet of zijn uitvoeringsbesluiten het advies van de "C.W.A.P.E." vereisen, mag die op eigen initiatief voorstellen voorleggen.

§ 3. De "C.W.A.P.E." legt jaarlijks aan de Waalse Regering een verslag voor over de uitvoering van haar opdrachten en de ontwikkeling van de gewestelijke elektriciteitsmarkt. De minister deelt dit verslag uiterlijk voor het eerste semester mee aan de Waalse Gewestraad. Hij zorgt voor een gepaste bekendmaking van het verslag.

Art. 44. § 1. De "C.W.A.P.E." stelt een huishoudelijk reglement op dat de goedkeuring van de Waalse Regering behoeft.

§ 2. Tenzij een specifiek voorschrift er anders over beslist moet de "C.W.A.P.E.", als haar advies vereist wordt door voorliggend decreet of zijn uitvoeringsbesluiten, haar advies geven binnen dertig dagen vanaf de datum waarop ze de geschreven aanvraag heeft ontvangen. Het gebrek aan advies binnen die termijn heeft gelijke waarde als een gunstig advies.

Art. 45. § 1. De "C.W.A.P.E." bestaat uit een voorzitter en drie bestuurders benoemd door de Waalse Regering na een openbare oproep tot de kandidaten voor een vernieuwbare termijn van zes jaar. In afwijking van vorige voorschriften worden twee bestuurders, bij de oprichting van de "C.W.A.P.E.", benoemd voor een aanvankelijke termijn van drie jaar. De voorzitter en de bestuurders worden gekozen op basis van hun bevoegdheden.

Bij een behoorlijk met redenen omklede beslissing mag de Waalse Regering het mandaat van voorzitter of bestuurder vervroegd beëindigen. Bij vrijwillig of gedwongen ontslag of bij overlijden van de voorzitter of een bestuurder, benoemt de Waalse Regering zijn plaatsvervanger die het mandaat van zijn voorganger voltooit.

§ 2. De Waalse Regering bepaalt de onverenigbaarheden met het mandaat van voorzitter of bestuurder van de "C.W.A.P.E." en de regels die van toepassing zijn inzake belangenconflicten.

De onverenigbaarheden betreffen de uitoefening van een ministeriële of parlementaire werkzaamheid en die van een al dan niet vergoede werkzaamheid in dienst van een producent, een netbeheerder, een leverancier of een tussenpersoon. Die onverenigbaarheid geldt voor de hele duur van het mandaat en voor een aanvullende periode van twee jaar daarna.

§ 3. De Waalse Regering bepaalt de grondbeginselen betreffende de vergoeding van de voorzitter en van de bestuurders van de Commissie.

§ 4. Het directiecomité, dat bestaat uit de voorzitter en de drie bestuurders, brengt adviezen uit en vertegenwoordigt de "C.W.A.P.E.", onverminderd de voorschriften van het huishoudelijk reglement. De voorzitter vertegenwoordigt echter de "C.W.A.P.E." in alle gerechtelijke akten.

§ 5. De voorzitter zit het directiecomité voor en heeft beslissende stem in geval van staking van stemmen.

Art. 46. § 1. De diensten van de "C.W.A.P.E." worden georganiseerd in drie directies, namelijk :

- 1° een directie voor de technische werking van de markt;
- 2° een directie voor de controle van de plichten van openbare dienst en van de methoden ter bevordering van milieuvriendelijke energie;
- 3° een administratieve directie.

§ 2. Het personeel van de "C.W.A.P.E." wordt aangeworven en tewerkgesteld overeenkomstig arbeidsovereenkomsten beheerd door de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomst.

§ 3. De Waalse Regering richt een budgettair fonds op, "Reguleringsfonds" genoemd, in de zin van artikel 45 van de gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit. Dat fonds financiert de uitgaven van de "C.W.A.P.E.". Het wordt gesteund door een bijdrage uitgedrukt in centiem per vervoerde kWu en afgenomen door de netbeheerder die belast is met de voorziening van een eindafnemer gekoppeld aan een spanning die hoger is dan of gelijk is aan 70 kV. De d.m.v. directe lijnen vervoerde kWh zijn onderworpen aan dezelfde afneming door de "C.W.A.P.E." .

De modaliteiten betreffende de inning van de bijdrage worden vastgesteld door de Waalse Regering.

De in het vorige lid bedoelde bijdrage is gelijk aan het bedrag van de noodzakelijke financiering, gekoppeld aan de ontwikkeling van het indexcijfer van de consumptieprijzen, gedeeld door het totaal aantal kWu die gebracht worden met een spanning die hoger is dan of gelijk is aan 70 kV, met uitzondering van de kWu verbonden met de doorvoer.

Art. 47. § 1. Bij de uitvoering van de taken die haar worden opgelegd, kan de "C.W.A.P.E." van de netbeheerders alsook van de producenten, distributeurs en tussenpersonen die actief zijn op de gewestelijke markt, alle nodige inlichtingen vorderen. Zij kan overgaan tot een controle van hun rekeningen ter plaatse.

§ 2. De leden en de personeelsleden van de "C.W.A.P.E." zijn gebonden door het beroepsgeheim; zij mogen de vertrouwelijke gegevens die hun ter kennis zijn gekomen op grond van hun functie bij de "C.W.A.P.E.", aan niemand bekendmaken, behalve wanneer zij worden opgeroepen om in rechte te getuigen en onverminderd § 3 en de uitwisseling van informatie met de bevoegde instanties van andere lidstaten van de Europese Unie die uitdrukkelijk bepaald en toegestaan zijn door verordeningen of richtlijnen vastgesteld door de instellingen van de Europese Unie.

Elke overtreding van het eerste lid wordt gestraft met de straffen bepaald door artikel 458 van het Strafwetboek.

§ 3. De "C.W.A.P.E." mag aan de minister en aan de personen die een regulerende rol hebben ten aanzien van de elektriciteitsmarkt, de inlichtingen mededelen die nodig zijn voor de uitvoering van hun respectieve taken.

Art. 48. De "C.W.A.P.E." richt een bemiddelings- en arbitragedienst in voor geschillen betreffende de toegang tot het net en de toepassing van het technisch reglement. De "C.W.A.P.E." neemt het secretariaat van deze dienst waar.

De Waalse Regering stelt er het reglement van vast op voorstel van de "C.W.A.P.E.", en de Waalse Regering stelt een lijst op van deskundigen die als bemiddelaar of als scheidsman kunnen optreden. De leden en de personeelsleden van de "C.W.A.P.E." kunnen niet als scheidsman worden aangewezen. De Waalse Regering bepaalt de andere onverenigbaarheden.

De Waalse Regering bepaalt het bedrag van de presentiegelden die hun toegekend zijn. Die zijn ten laste van de begroting van de "C.W.A.P.E.".

Art. 49. § 1. Binnen de "C.W.A.P.E." wordt een autonoom orgaan opgericht, "Beroepskamer" genoemd, dat, op verzoek van één van de partijen, beslist over geschillen tussen de netbeheerder en de netgebruikers betreffende de toegang tot dat net, behalve geschillen inzake contractuele rechten en verbintenissen.

§ 2. De Beroepskamer bestaat uit een voorzitter, twee andere leden en drie plaatsvervangers, benoemd door de Waalse Regering voor een hernieuwbare termijn van zes jaar. In afwijking van het voorgaande worden bij de oprichting van de Beroepskamer één lid en één plaatsvervanger benoemd voor een aanvankelijke termijn van twee jaar alsook één lid en één plaatsvervanger voor een aanvankelijke termijn van vier jaar.

De leden of de plaatsvervangers mogen niet onder de leden en de personeelsleden van de "C.W.A.P.E." worden gekozen noch onder de leden van de bemiddelings- en arbitragedienst. De Waalse Regering bepaalt het bedrag van de presentiegelden die hun worden toegekend. Die presentiegelden zijn ten laste van de begroting van de "C.W.A.P.E."

§ 3. De Beroepskamer beslist met een gemotiveerde administratieve beslissing over de aangelegenheden die bij haar aanhangig worden gemaakt, na de betrokken partijen te hebben gehoord. Zij kan overgaan of laten overgaan tot alle nuttige onderzoeken en kan, indien nodig, deskundigen aanwijzen en getuigen horen. Zij kan bewarende maatregelen opleggen in dringende gevallen.

§ 4. De Waalse Regering bepaalt de procedureregels die toepasselijk zijn voor de Beroepskamer.

Art. 50. § 1. De "C.W.A.P.E." is onderworpen aan de controle van de Waalse Regering door toedoen van twee commissarissen die worden benoemd en ontslagen door de Waalse Regering. De kosten verbonden met de uitoefening van hun opdrachten zijn ten laste van het Waalse Gewest.

§ 2. De commissarissen van de Regering mogen op elk ogenblik ter plaatse kennis nemen van de boeken, de briefwisseling, de proces-verbalen en, in het algemeen, van alle stukken en geschriften van de "C.W.A.P.E.". Ze kunnen van de voorzitter, de bestuurders en alle personeelsleden van de "C.W.A.P.E." alle verklaringen en informatie vorderen die ze nodig achten voor de uitoefening van hun mandaat. Ze hebben het recht om de vergaderingen van het directiecomité bij te wonen met raadgevende stem.

§ 3. De commissarissen van de Regering beschikken over een termijn van vijf weekdagen om beroep in te stellen tegen elke beslissing die ze achten tegenstrijdig te zijn met het decreet, zijn uitvoeringsbesluiten of met het algemeen belang. Dit beroep heeft schorsende kracht. Die termijn begint te lopen de dag waarop de beslissing wordt genomen, voor zover de commissarissen van de Regering regelmatig zijn bijeengeroepen en, in het tegenovergestelde geval, de dag waarop ze op de hoogte daarvan worden gebracht. De commissarissen stellen hun beroep tegen de Regering in. Indien de Regering geen beslissing heeft genomen binnen een termijn van vijftien weekdagen vanaf de schorsing, is de beslissing definitief. De vernietiging van de beslissing wordt betekend door de Regering aan het directiecomité van de "C.W.A.P.E.".

§ 4. De commissarissen van de Regering maken elk jaar een evaluatieverslag op betreffende de werkzaamheden van de "C.W.A.P.E." dat bestemd is voor de Waalse Regering. Dit verslag wordt gericht aan de minister vóór 31 juli; die laatste legt het voor aan de Waalse Regering.

§ 5. De "C.W.A.P.E." is onderworpen aan de controle van het Rekenhof.

HOOFDSTUK XII. — *Energiecomité*

Art. 51. § 1. Binnen zes maanden na de inwerkingtreding van voorliggend decreet wordt een Energiecomité opgericht dat belast is, op aanvraag van de Regering, de "C.W.A.P.E." of op eigen initiatief, met het uitbrengen van adviezen over de koers van de gewestelijke elektriciteitsmarkt met het oog op het algemeen belang, de duurzame ontwikkeling en de opdrachten van openbare dienst.

§ 2. Het Energiecomité bestaat uit vierentwintig gewone leden en vierentwintig plaatsvervangende leden, met :

1° zes vertegenwoordigers voorgedragen door de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-economische Raad van het Waalse Gewest);

2° vier vertegenwoordigers van de gemeenten voorgedragen door de "Union des villes et communes de Wallonie" (Unie van de Waalse Steden en Gemeenten), waarvan één voorgedragen door de sectie O.C.M.W.;

3° één vertegenwoordiger van de provincies voorgedragen door de "Association des provinces wallonnes" (Vereniging van de Waalse Provincies);

4° één vertegenwoordiger van de residentiële consumenten voorgedragen door de verenigingen die de bevordering en bescherming van de algemene belangen van de consumenten beogen in alle sectoren die hen aanbelangen en die onafhankelijk zijn van de overheid en de vakverenigingen;

5° één vertegenwoordiger van milieu-organisaties die actief zijn in de energiesector;

6° twee vertegenwoordigers van de vakbonden in de elektriciteitssector;

7° vier vertegenwoordigers van de netbeheerders;

8° twee vertegenwoordigers van de elektriciteitsproducenten die niet actief zijn in de productie van elektriciteit op grond van hernieuwbare energiebronnen en installaties voor kwaliteitswarmtekraftkoppeling;

9° één vertegenwoordiger van de elektriciteitsproducenten die actief zijn in de productie van elektriciteit op grond van hernieuwbare energiebronnen;

10° één vertegenwoordiger van de elektriciteitsproducenten die actief zijn in de productie van elektriciteit op grond van installaties voor kwaliteitswarmtekraftkoppeling;

11° één vertegenwoordiger van de leveranciers.

§ 3. Alleen de in 1° tot 5° bedoelde leden zijn stemgerechtigd.

§ 4. De comitéleden worden door de Waalse Regering benoemd voor een vernieuwbare termijn van drie jaar op verzoek van de in § 2 bedoelde organen. De comitéleden kunnen altijd worden ontslagen indien ze niet in staat zijn hun functie uit te oefenen of wegens een ernstige tekortkoming of wanneer ze de hoedanigheid waarvoor ze benoemd zijn, verliezen.

§ 5. De voorzitter en de bestuurders van de "C.W.A.P.E." worden ertoe gemachtigd om de vergaderingen bij te wonen zonder stemgerechtigd te zijn.

§ 6. De zetel van het Energiecomité is gevestigd in het Waalse Gewest. De Waalse Regering bepaalt de regels voor de werking van het comité alsook het bedrag van de eventueel toegekende vergoedingen en presentiegelden.

§ 7. Het personeel van de "Conseil économique et social de la Région wallonne" is belast met het secretariaat van het comité, overeenkomstig artikel 4, § 3, van het decreet van 25 mei 1983 tot wijziging, wat de Economische Raad van het Waalse Gewest betreft, van de kaderwet van 15 juli 1970, houdende organisatie van de planning en economische decentralisatie en tot oprichting van een Economische en Sociale Raad van het Waalse Gewest.

§ 8. Het Energiecomité legt elk jaar een verslag voor aan de Waalse Regering. Binnen een maximumtermijn van twee maanden wordt het door de Regering ter informatie gericht aan de Waalse Gewestraad.

HOOFDSTUK XIII. — *Straffen*

Art. 52. § 1. Gestraft worden met gevangenisstraf van één maand tot één jaar en met geldboete van vijftig tot twintigduizend frank of met één van deze straffen alleen :

1° zij die de verificaties en onderzoeken van de "C.W.A.P.E." of van de Waalse Regering krachtens voorliggend decreet hinderen, weigeren hun informatie te verstrekken die zij gehouden zijn mee te delen krachtens dit decreet, of hun verkeerde of onvolledige informatie verstrekken;

2° zij die de bepalingen van de artikelen 29, 30, § 2, en 31 overtreden.

§ 2. Als de overtreder een rechtspersoon is, kunnen één of meer van de volgende straffen ook opgelegd worden wegens de in § 1 vermelde feiten :

1° de ontbinding : die mag niet worden uitgesproken ten aanzien van publiekrechtelijke rechtspersonen;

2° het verbod om een werkzaamheid uit te oefenen die verbonden is met het maatschappelijk doel, met uitzondering van de werkzaamheden die verbonden zijn met een opdracht van openbare dienst;

3° de sluiting van één of meer instellingen, met uitzondering van instellingen waar werkzaamheden verbonden met een opdracht van openbare dienst worden uitgeoefend;

4° de bekendmaking of de verspreiding van de beslissing.

Art. 53. § 1. Onverminderd andere in voorliggend decreet bedoelde maatregelen, kan de "C.W.A.P.E." elke in het Waalse Gewest gevestigde natuurlijke of rechtspersoon verplichten tot naleving van specifieke bepalingen van dit decreet of de uitvoeringsbesluiten ervan binnen de termijn bepaald door de "C.W.A.P.E.". Indien deze persoon bij het verstrijken van de termijn in gebreke blijft, kan de "C.W.A.P.E.", op voorwaarde dat de persoon werd gehoord of naar behoren werd opgeroepen, een administratieve geldboete opleggen. De geldboete mag, per kalenderdag, niet lager zijn dan vijftigduizend frank, noch hoger zijn dan vier miljoen frank, noch, in totaal, hoger zijn dan tachtig miljoen frank of 3 procent van de omzet die de betrokken persoon heeft gerealiseerd op de gewestelijke elektriciteitsmarkt tijdens het laatste afgesloten boekjaar, indien dit laatste bedrag hoger is.

De strafvervolgning begonnen overeenkomstig artikel 52 sluit de administratieve boete uit wat betreft de vervolgdde feiten, zelfs als die resulteert in een vrijspraak.

§ 2. Onverwijld § 1 bedraagt de in artikel 39, § 2, bedoelde administratieve boete 3 000 t.e.m. 5 000 BEF per ontbrekend getuigschrift.

§ 3. De "C.W.A.P.E." brengt de betrokken persoon op de hoogte daarvan bij aangetekende brief. Die met redenen omklede kennisgeving vermeldt het bedrag van de administratieve boete.

§ 4. Het volgende zinsgedeelte wordt ingevoegd in artikel 569 van het Gerechtelijk Wetboek, wat betreft het Waalse Gewest :

"33° beroepen tegen de beslissing om administratieve boeten op te leggen krachtens artikel 53, § 1, van het decreet betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt".

§ 5. Indien de betrokken persoon niet instemt met de opgelegde boete, mag hij, binnen tien dagen na de in § 3 bedoelde kennisgeving, zijn tegenargumenten bij aangetekende brief doen toekomen aan de "C.W.A.P.E.". Na die termijn wordt de beslissing definitief.

De "C.W.A.P.E." mag haar beslissing herroepen of het bedrag van de administratieve boete aanpassen indien de tegengestelde argumenten gegrond zijn. In dit geval wordt een nieuwe kennisgeving opgestuurd.

§ 6. Na het sturen van de in § 3 bedoelde kennisgeving moet de administratieve boete worden betaald binnen dertig dagen.

De "C.W.A.P.E." mag een door haar vastgesteld uitstel van betaling toestaan. Indien de betrokken persoon in gebreke blijft te betalen, wordt de administratieve boete bij dwangbevel ingevorderd. De Waalse Regering wijst de ambtenaren aan die de dwangbevelen moeten uitgeven en uitvoerbaar verklaren. Die worden kenbaar gemaakt bij deurwaardersexploot met een aanmaning om te betalen.

§ 7. Tenzij een voorschrift van voorliggend decreet of van zijn uitvoeringsbesluiten het anders beslist, wordt het product van de in § 1 bedoelde administratieve boeten verdeeld in gelijke delen tussen de in artikel 35, § 1, bedoelde twee fondsen.

Art. 54. De voorschriften van artikelen 523 en 525 van het Strafwetboek zijn respectievelijk van toepassing op feiten van gedeeltelijke of totale vernietiging van de infrastructuren voor productie, verwerking, plaatselijk vervoer, distributie en gebruik van elektriciteit alsook op feiten van verhindering of vrijwillige aantasting van elektriciteitsvervoer op het net.

Degene die, bij gebrek aan voorzorg, infrastructuren voor productie, verwerking, plaatselijk vervoer, distributie en gebruik van elektriciteit onopzettelijk hebben vernietigd of beschadigd, worden bestraft met de in artikel 563 van het Strafwetboek bedoelde straffen.

HOOFDSTUK XIV. — *Overgangsbepalingen en inwerkingtreding*

Art. 55. De voorzitter en de bestuurders van de "C.W.A.P.E." worden aangewezen binnen zes maanden na de inwerkingtreding van voorliggend decreet. Zolang de voorzitter en de bestuurders niet benoemd zijn, is de Waalse Regering ertoe gemachtigd om over te gaan tot de uitvoering van de artikelen die de "C.W.A.P.E." moet laten uitvoeren of waarover ze een advies moet uitbrengen krachtens dit decreet.

Art. 56. Zolang de Waalse Regering de netgedeelten begrepen tussen 30 en 70 kV en die beschouwd zijn als "plaatselijk transmissienet" overeenkomstig artikel 4, niet heeft vastgesteld, is de huidige netbeheerder belast met de opdrachten van de beheerder van het plaatselijke transmissienet.

Art. 57. Op voorstel van de gemeenten en provincies, als die laatste lid zijn van een intercommunale voor elektrische distributie opgericht voor de bekendmaking van voorliggend decreet in het *Belgisch Staatsblad*, wijst de Waalse Regering, na advies van de "C.W.A.P.E." en uiterlijk twaalf maanden na de inwerkingtreding van het decreet, op grond van de in artikelen 3 tot 10 bedoelde criteria, de beheerder(s) aan van de distributienetten die overeenstemmen met gebieden die elkaar niet overlappen.

Bij gebrek aan voorstel van de gemeenten en/of de provincies binnen drie maanden na de bekendmaking van een advies van de minister in het *Belgisch Staatsblad*, wijst de Waalse Regering, na advies van de "C.W.A.P.E." de beheerder(s) van de distributienetten aan.

Bij wijze van overgangsmaatregel zijn de regioën en intercommunales voor elektrische distributie die opgericht zijn voor de bekendmaking van voorliggend decreet in het *Belgisch Staatsblad*, belast met het beheer van het distributienet.

Art. 58. Het in artikel 15 bedoelde aanpassingsplan m.b.t. het distributienet wordt voor het eerst opgemaakt binnen twaalf maanden na de inwerkingtreding van voorliggend decreet.

Art. 59. Binnen drie maanden na de inwerkingtreding van het in het tweede lid bedoelde besluit van de Waalse Regering stelt de netbeheerder de eigenaar van de wegen in kennis van het bestaande net dat hij beheert en dat gelegen is op die wegen bij de inwerkingtreding van voorliggend decreet. De in artikel 20 bedoelde vergoeding is verschuldigd vanaf de kennisgeving.

De Waalse Regering bepaalt de in het eerste lid bedoelde kennisgevingsprocedure m.b.t. de wegen, namelijk de vorm van de aangifte en de daarbij gevoegde stukken.

Art. 60. Een vennootschap waarvan de privaatrechtelijke meerderheidsaandeelhouder rechstreeks of onrechtstreeks de meerderheid van het kapitaal bezit van een intercommunale die belast is met het beheer van het net overeenkomstig artikel 57, derde lid, mag de in artikel 30, § 2, bedoelde leveringsvergunning niet krijgen.

Art. 61. Voor het jaar 2001 beschikt de "C.W.A.P.E." over een dotatie van tachtig miljoen frank opgenomen in de begroting van het Waalse Gewest.

Art. 62. De wet van 10 maart 1925 op de elektriciteitsvoorziening wordt opgeheven wat betreft de gewestelijke bevoegdheden.

Art. 63. De Waalse Regering bepaalt de datum van inwerkingtreding van voorliggend decreet. Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, op 12 april 2001.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,
M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
J.-M. SEVERIN

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
T. DETIENNE

Minister van Tewerkstelling en Vorming,
Mevr. M. ARENA

—
Nota

(1) *Zitting 2000-2001*

Stukken van de Raad 177 (2000-2001) nrs. 1 tot 37.

Volledig verslag, openbare vergadering van 28 maart 2001.

Bespreking — Stemming.



F. 2001 — 1179

[C — 2001/27239]

22 MARS 2001. — **Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 27 juin 1991 fixant la composition et le fonctionnement de la Commission consultative pour la protection des eaux contre la pollution**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, notamment l'article 48;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 27 juin 1991 fixant la composition et le fonctionnement de la Commission consultative pour la protection des eaux contre la pollution;

Vu la délibération du Gouvernement wallon du 15 février 2001 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis n° 31.336 du Conseil d'Etat, donné le 7 mars 2001, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;